



Assemblée générale

Distr. générale
29 août 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Point 134 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Rapports financiers et états financiers audités
et rapports du Comité des commissaires
aux comptes : Organisation des Nations Unies**

Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022

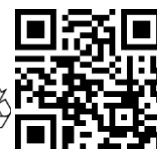
Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport rend compte de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022 [A/78/5 (Vol. I), chap. II]. Il est soumis en application du paragraphe 7 de la résolution 48/216 B de l'Assemblée générale, dans lequel celle-ci a prié le Secrétaire général de lui faire connaître, au moment où elle serait saisie des recommandations du Comité, les mesures déjà prises ou prévues pour l'application de ces recommandations.

On y trouvera les observations de l'Administration et des renseignements sur l'application de chacune des recommandations faites par le Comité dans son rapport (entité responsable, date d'achèvement estimative et rang de priorité). Y figurent également des renseignements actualisés sur la suite donnée aux recommandations se rapportant à des exercices antérieurs pour lesquelles le Comité a indiqué dans les annexes de son rapport qu'elles n'avaient pas été intégralement appliquées, notamment celles qui ont trait au système Umoja, au Plan stratégique patrimonial, à l'informatique et aux communications et au plan-cadre d'équipement.

* A/78/150.



I. Introduction

1. Au paragraphe 7 de sa résolution [48/216](#) B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire connaître, au moment où elle serait saisie des rapports du Comité des commissaires aux comptes, les mesures qu'il envisageait de prendre pour appliquer les recommandations du Comité. Le présent rapport porte donc sur les recommandations que le Comité a formulées dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022 [[A/78/5 \(Vol. I\)](#), chap. II].

2. Aux fins de l'établissement du présent rapport, il a été tenu compte des dispositions des textes ci-après :

a) La résolution [48/216](#) B, en particulier le paragraphe 8, dans lequel l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui signaler, dans ses rapports, les recommandations du Comité qui appelaient une décision de sa part ;

b) La résolution [52/212](#) B, en particulier les paragraphes 3 à 5, et la note dans laquelle le Secrétaire général a transmis les propositions du Comité des commissaires aux comptes visant à améliorer la suite donnée aux recommandations approuvées par l'Assemblée ([A/52/753](#), annexe) ;

c) La résolution [77/253](#) A, en particulier le paragraphe 8, dans lequel l'Assemblée a prié à nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et les recommandations connexes du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires soient promptement appliquées dans leur intégralité, de continuer à tenir les directeurs de programme responsables en cas de non-application de ces recommandations et de remédier aux causes profondes des problèmes constatés par le Comité ; le paragraphe 9, dans lequel elle a prié à nouveau le Secrétaire général de donner, dans ses rapports sur l'application des recommandations du Comité, une explication détaillée des retards d'application, en particulier pour les recommandations qui remontaient à deux ans ou plus ; le paragraphe 10, dans lequel elle a prié à nouveau le Secrétaire général d'indiquer dans ses rapports les délais dans lesquels il prévoyait d'appliquer les recommandations du Comité, le rang de priorité qui était associé à celles-ci et les fonctionnaires qui devraient répondre des mesures qui auraient été prises.

3. Il est à noter que le Comité qualifie de « principales » les recommandations les plus importantes et que leur application reçoit le rang de priorité le plus élevé.

4. L'Administration a fait part de ses observations sur l'ensemble des recommandations et la plupart de celles-ci ont été prises en compte dans le rapport du Comité. Conformément au paragraphe 9 de la résolution [77/253](#) A, des informations supplémentaires ont été fournies concernant toutes les recommandations se rapportant à des exercices antérieurs pour lesquelles le Comité avait estimé qu'elles n'avaient pas été intégralement appliquées, y compris celles relatives au système Umoja, au Plan stratégique patrimonial, à l'informatique et aux communications et au plan-cadre d'équipement.

5. On trouvera dans la section II ci-après les informations demandées par l'Assemblée générale sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité dans ses rapports sur l'Organisation des Nations Unies. La section II.A porte sur la suite donnée aux recommandations faites par le Comité dans son rapport sur l'année terminée le 31 décembre 2022 [[A/78/5 \(Vol. I\)](#), chap. II] et la section II.B sur celle donnée aux recommandations faites par le Comité dans ses rapports antérieurs, qui, de l'avis de celui-ci, n'ont pas été intégralement appliquées.

6. Les sections III à VI sont consacrées à l'application de recommandations relatives au système Umoja, au Plan stratégique patrimonial, à l'informatique et aux communications et au plan-cadre d'équipement portant sur des exercices antérieurs et dont le Comité estime qu'elles n'ont pas été intégralement appliquées.

II. Organisation des Nations Unies

A. Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022¹

Vue d'ensemble

7. L'état d'application des recommandations au mois d'août 2023 est présenté dans les tableaux 1 et 2.

8. On trouvera dans le tableau 1 l'état d'application des 25 principales recommandations du Comité, dont 5 ont fait l'objet d'une demande de clôture et 20 sont en cours d'application. Il est prévu que 9 de ces 20 recommandations soient appliquées en 2023, 8 en 2024 et 3 en 2025.

Tableau 1
État d'application des principales recommandations

(Nombre de recommandations)

Entité(s) responsable(s)	Recommandations dont la clôture est demandée		Recommandations non acceptées	Recommandations en cours d'application	Délai fixé	Délai non fixé
	Total					
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	4	—	—	4	4	—
Département de l'appui opérationnel	2	—	—	2	2	—
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	2	1	—	1	1	—
Bureau de la coordination des activités de développement	2	—	—	2	2	—
Commission économique pour l'Afrique	1	1	—	—	—	—
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	1	1	—	—	—	—
Bureau de l'informatique et des communications	2	—	—	2	2	—
Plusieurs entités	11	2	—	9	9	—
Total	25	5	—	20	20	—

9. On trouvera dans le tableau 2 l'état d'application de l'ensemble des 84 recommandations émises par le Comité, dont 17 ont fait l'objet d'une demande de clôture et 67 sont en cours d'application. Il est prévu que 33 de ces 67 recommandations soient appliquées en 2023, 30 en 2024 et 4 en 2025.

¹ A/78/5 (Vol. I), chap. II.

Tableau 2
État d'application de l'ensemble des recommandations

(Nombre de recommandations)

<i>Entité(s) responsable(s)</i>	<i>Total</i>	<i>Recommandations dont la clôture est demandée</i>	<i>Recommandations non acceptées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	21	4	—	17	17	—
Département de l'appui opérationnel	2	—	—	2	2	—
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	7	1	—	6	6	—
Bureau de la coordination des activités de développement	7	2	—	5	5	—
Commission économique pour l'Afrique	3	2	—	1	1	—
Bureau de l'informatique et des communications	8	—	—	8	8	—
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	4	1	—	3	3	—
Office des Nations Unies à Genève	6	—	—	6	6	—
Office des Nations Unies à Nairobi	1	1	—	—	—	—
Office des Nations Unies à Vienne	2	1	—	1	1	—
Plusieurs entités	23	5	—	18	18	—
Total	84	17	—	67	67	—

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

10. Au paragraphe 29 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration présente de manière appropriée, dans ses documents budgétaires, les informations relatives aux fonds reçus, à des fins de transparence.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Deuxième trimestre de 2024

11. Les observations de l'Administration figurent au paragraphe 30 du rapport du Comité.

12. Au paragraphe 41 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revise le guide d'établissement du projet de budget de telle sorte qu'il y soit explicitement demandé aux missions politiques spéciales de fournir des informations plus détaillées sur les ressources financières et les

ressources humaines lorsqu'elles font état de ressources extrabudgétaires dans le projet de budget-programme.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Office des Nations Unies à Nairobi
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2024

13. Un nouveau tableau a été ajouté dans le projet de budget-programme pour les missions politiques spéciales [A/78/6 (Sect.3)/Add.1, tableau 10], afin de donner un récapitulatif du nombre de postes financés au moyen de ressources extrabudgétaires, compte tenu des informations et projections actuelles, ce qui devrait donner une vue d'ensemble des effectifs des missions politiques spéciales pour toutes les sources de financement. En outre, l'annexe IV du rapport a été améliorée et présente désormais la répartition des ressources extrabudgétaires entre les contributions volontaires et les produits provenant du recouvrement des coûts (qui sont maintenant pris en compte dans le calcul des ressources extrabudgétaires).

14. La disponibilité des ressources extrabudgétaires est aléatoire et dépend des contributions volontaires des donateurs. À l'heure actuelle, le contexte de financement reste incertain, d'où un écart entre les ressources inscrites au budget et le montant réel des dépenses afférentes aux postes. Les contributions extrabudgétaires peuvent être reçues n'importe quand dans l'année et ne sont généralement pas garanties au moment où le projet de budget ordinaire est établi et soumis à l'examen des comités compétents.

15. En tant que prestataire mondial de services pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, et en tant que prestataire de services désigné pour le Secrétariat des Nations Unies au Kenya, l'Office des Nations Unies à Nairobi doit veiller à disposer des effectifs suffisants pour fournir des services durables et de qualité, dans les délais convenus. En outre, l'Office doit souvent investir dans les ressources humaines afin de renforcer ses capacités en matière de prestation de services, pour répondre aux demandes de ses nouveaux clients sans que cela ne porte préjudice aux clients existants. Il est essentiel pour l'Office d'investir dans ces créations d'emploi s'il veut bâtir un partenariat fructueux avec ses clients et assumer ses responsabilités en tant que prestataire de services, conformément aux conditions prévues dans les accords de niveau de service.

16. **Au paragraphe 48 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration améliore les directives données en vue de l'établissement du budget-programme et le contrôle de ces travaux de telle sorte que toutes les entités fassent figurer davantage d'analyses détaillées des éléments qui composent les dépenses relevant de la catégorie des subventions et contributions dans les futurs projets de budget.**

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Bureau des affaires de désarmement, Commission économique pour l'Afrique et Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

17. Au paragraphe 6 du guide d'aide à l'élaboration du projet de budget-programme pour 2024, il est indiqué que des informations supplémentaires sur les subventions et les contributions doivent figurer dans les projets de budget. Les documents relatifs au projet de budget-programme pour 2024 comprennent un tableau qui présente des renseignements détaillés sur les subventions et les contributions. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

18. Au paragraphe 63 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les missions politiques spéciales procèdent à une analyse complète des causes profondes des écarts importants existant entre les véhicules et le matériel informatique effectivement en leur possession et les dotations standard.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Département de l'appui opérationnel, Bureau des affaires de désarmement, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, Mission d'appui des Nations Unies en Libye, Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2024

19. Un contrôle des stocks sera effectué d'ici à la fin du deuxième trimestre de 2024 pour corriger les écarts concernant les véhicules et le matériel informatique.

20. Au paragraphe 64 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration actualise, dans le Manuel des coûts et coefficients standard, le coefficient applicable aux véhicules et les directives à cet égard, ainsi que le coefficient concernant l'attribution de matériel informatique, afin que les missions puissent, à l'avenir, améliorer la transparence et la qualité des demandes de ressources faites au titre des véhicules et du matériel informatique dans les projets de budget.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Deuxième trimestre de 2024

21. L'actualisation du coefficient applicable aux véhicules est une initiative menée dans le cadre de la stratégie relative au parc de véhicules, qui est actuellement examinée par l'équipe chargée de cette catégorie d'équipements, en concertation avec les missions. L'Administration prévoit que le nouveau coefficient prendra effet au second semestre de 2024.

22. Au paragraphe 75 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place un mécanisme de communication efficace et établisse des directives en bonne et due forme pour que toutes les propositions budgétaires en matière d'informatique et de communications soient examinées comme il se doit.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2024

23. Un mécanisme de communication et des directives seront mis en place pour que toutes les propositions budgétaires en matière d'informatique et de communications soient examinées comme il se doit.

24. Au paragraphe 90 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue de contrôler l'exécution du budget, en particulier pour les entités qui enregistrent de manière continue des dépassements de crédits au titre du mobilier et du matériel, conformément aux paramètres définis par l'Assemblée générale.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Sans objet

25. Les réaffectations de ressources à l'intérieur d'un chapitre du budget et entre objets de dépense autres que les postes sont autorisées par le cadre réglementaire actuel. Il est également possible de procéder à des ajustements, conformément à l'alinéa b) de la règle 106.2 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, qui indique que les directeurs de programme peuvent modifier leurs plans, à condition que ces modifications contribuent à la réalisation de l'objectif et de la stratégie énoncés dans le cadre du sous-programme.

Selon le paragraphe 29 de la résolution 77/267 de l'Assemblée générale, les réaffectations ne nécessitent pas d'autorisation préalable de l'Assemblée, la principale considération à prendre en compte pour déterminer les ressources nécessaires étant le souci d'assurer l'efficacité de l'exécution des mandats. L'Administration continue de suivre l'exécution du budget en s'appuyant sur le cadre réglementaire en vigueur. Elle estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

26. Au paragraphe 101 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette à jour ses politiques de telle sorte que l'importance de suivre l'utilisation des services mobiles à des fins non officielles y soit soulignée.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2024

27. Une instruction administrative relative aux appareils mobiles et des directives sur l'utilisation des appareils à des fins personnelles ont été élaborées et font actuellement l'objet d'un processus d'examen et d'approbation.

28. Au paragraphe 102 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration informe les différentes entités qu'elles doivent mettre en œuvre le mécanisme de recouvrement des coûts des services de communication mobile afin que les coûts des services utilisés à des fins non officielles soient effectivement recouverts et les montants correspondants reversés au budget ordinaire en temps opportun.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2023

29. Des instructions indiquant aux membres du personnel la marche à suivre pour marquer leurs appels comme étant « privés » ou « officiels » figurent dans le système de facturation téléphonique (application e-billing). Elles détaillent les responsabilités des utilisateurs et des entités en ce qui concerne les appels passés à des fins non officielles, ainsi que le dispositif de recouvrement des coûts par retenue sur traitement. Les utilisateurs peuvent consulter l'intégralité des instructions lorsqu'ils se connectent au portail de facturation électronique.

30. Au paragraphe 109 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se penche sur le déploiement effectif et le nouveau rôle de l'équipe des services de visioconférence lors de l'actualisation des accords avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Premier trimestre de 2024

31. Le rôle et les attributions de l'équipe des services de visioconférence ont été redéfinis par le Bureau de l'informatique et des communications et sont décrits dans l'accord financier de 2023. Les effectifs de l'équipe ont été réduits de deux personnes. Ces services seront soumis à un nouvel examen lors de l'actualisation des accords avec l'UNOPS pour 2024.

32. Au paragraphe 125 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère son examen des soldes du fonds de recouvrement des coûts (10RCR) et des niveaux de réserve pertinents pour faire en sorte que le fonds puisse être utilisé d'une manière plus efficace et efficiente et que le solde global du fonds soit maintenu à un niveau adéquat, conformément aux principes et directives pertinents.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2023

33. Les soldes du fonds de recouvrement des coûts sont nécessaires pour assurer la continuité des activités et faire en sorte qu'il n'y ait pas de subventionnement croisé avec des fonds alimentés par des quotes-parts. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget continue d'examiner les soldes des fonds afin qu'ils soient maintenus à un niveau suffisant pour garantir la prestation de services, compte tenu des engagements liés au personnel et des futures dépenses opérationnelles.

34. Au paragraphe 133 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère les activités de nettoyage relatives aux excédents cumulés depuis longtemps et attribue les excédents cumulés non affectés aux bureaux et départements responsables.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

35. On trouvera les observations de l'Administration aux paragraphes 132 et 134 du rapport du Comité.

36. Au paragraphe 138 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille en temps utile au remboursement de la somme due depuis longtemps par le fonds concernant les activités financées en commun (fonds 10JFA) au fonds de recouvrement des coûts (fonds 10RCR) afin que le fonds 10RCR puisse être utilisé d'une manière plus efficace et plus efficiente pour les activités de recouvrement des coûts.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : Clôture demandée

Priorité : Moyenne

Délai : Sans objet

37. La situation de trésorerie du fonds concernant les activités financées en commun (10JFA) s'étant améliorée, le prêt a été remboursé en juin 2023. À l'avenir, pour faire face aux besoins temporaires de financement du fonds 10JFA, l'Administration examinera les solutions possibles pour gérer les liquidités de l'Organisation. Elle estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

38. Au paragraphe 145 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mène rapidement des négociations avec ses clients pour convenir des services à fournir et des coûts correspondants à recouvrer dans le respect des conditions de remboursement prévues dans les accords pertinents et dans les principes et directives en matière de recouvrement des coûts.

Entité(s) responsable(s) : Office des Nations Unies à Vienne

État d'application : Clôture demandée

Priorité : Moyenne

Délai : Sans objet

39. L'Office des Nations Unies à Vienne a mené des négociations avec ses clients pour convenir des services à fournir et des coûts correspondants à recouvrer, et les factures clients ont été établies avant la fin de l'année 2022. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

40. Au paragraphe 146 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place un mécanisme de contrôle périodique qui lui permettra de recouvrer les coûts des services rendus et d'éviter ainsi tout retard de paiement de la part de ses clients.

Entité(s) responsable(s) : Office des Nations Unies à Vienne

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Premier trimestre de 2024

41. L'Office des Nations Unies à Vienne mettra en place un mécanisme de contrôle mensuel qui rappellera si besoin aux clients, 30 jours après l'émission de la facture, de procéder rapidement au paiement conformément aux termes de l'accord.

42. Au paragraphe 160 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prie le Département de l'appui opérationnel, le Département de la communication globale et les autres entités responsables de continuer d'examiner leurs activités génératrices de produits et de prendre les mesures voulues pour réduire les pertes au minimum et ainsi éviter une charge financière potentielle pour les États Membres.

Entité(s) responsable(s) : Département de l'appui opérationnel et
Département de la communication globale

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2023

43. L'Administration poursuivra ses efforts pour gérer les services de restauration de manière à limiter les pertes autant que possible. Les services de cafétéria ont toujours été déficitaires, tandis que les activités de traiteur génèrent des profits. L'Administration surveille en permanence la demande de services de restauration et adaptera le nombre de cafétérias en conséquence.

44. L'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies a pris des mesures pour réduire les pertes et poursuivra ses efforts à cet égard en augmentant les ventes et en maintenant les dépenses au même niveau, ou en les abaissant. Les activités de l'Administration postale et sa capacité à générer des recettes font actuellement l'objet d'une évaluation qui donnera lieu à des conclusions et à des recommandations, lesquelles devraient être diffusées d'ici à la fin de 2023.

45. À l'heure actuelle, l'exploitation des garages au Siège de l'Organisation des Nations Unies génère assez de recettes pour couvrir les charges. Il convient toutefois de noter que deux facteurs externes sur lesquels l'Administration n'a pas de prise directe peuvent influencer sur cette situation positive et nuire à la capacité de générer des recettes. Le premier facteur est le fait que l'Assemblée générale a décidé, au paragraphe 63 de sa résolution 77/262, de maintenir les tarifs des garages à leur niveau actuel sans modifier les politiques régissant l'exploitation des garages. Cette décision limite la capacité de l'Administration de procéder rapidement à d'éventuelles adaptations des tarifs en fonction de la situation économique, car il faudrait demander à l'Assemblée d'ajuster les tarifs. Le deuxième facteur est l'instauration d'une taxe anti-congestion à New York, qui pourrait entrer en vigueur dès le printemps 2024 et qui consisterait à faire payer un péage journalier aux automobilistes entrant dans Manhattan et circulant au sud de la 60^e rue. Cette dépense supplémentaire, à laquelle s'ajoutent les frais de garage, pourrait être trop coûteuse pour de nombreux usagers des garages et donc entraîner une baisse des demandes de permis de stationnement, qui représentent la principale source de revenus.

46. Au paragraphe 170 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue d'aider les bureaux et les départements à mieux suivre leur propre performance en établissant des indicateurs clés de performance décrivant les subventions clôturées sur le plan opérationnel qui doivent faire l'objet d'une clôture financière conformément aux accords conclus avec les donateurs, l'état des données de base relatives aux subventions inactives et les soldes de projets non utilisés et soldes de trésorerie correspondants.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Département des affaires économiques et sociales, Département de l'appui opérationnel et Bureau des Nations Unies pour les partenariats

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2023

47. L'Administration a commencé à élaborer un tableau de bord afin d'aider les entités à mieux suivre les soldes non utilisés des subventions en cours de clôture opérationnelle qui doivent faire l'objet d'une clôture définitive, et a déjà établi un nouvel indicateur clé de performance qui figurera dans le tableau de bord et permettra d'assurer le suivi des contrôles internes mensuels.

48. Au paragraphe 182 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse plus efficacement les besoins en ressources pour les grands projets de construction pluriannuels, sur la base des progrès réalisés et des calendriers révisés, afin de limiter les soldes non utilisés à la fin de chaque exercice budgétaire.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Office des Nations Unies à Genève et Office des Nations Unies à Nairobi
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2023

49. L'Administration continuera de suivre les dépenses effectives et les sorties de fonds prévues et adaptera la planification des ressources en fonction du calendrier des grands projets de construction.

50. Au paragraphe 191 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère l'examen et la révision de l'instruction administrative sur les comptes d'appui aux programmes afin de garantir l'utilisation efficace des fonds d'appui aux programmes.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2024

51. En plus du mémorandum publié en 2012 et des orientations annuelles fournies ultérieurement par le Contrôleur, dont la plus récente, qui porte sur 2023, a été publiée le 19 décembre 2022, des travaux sont actuellement menés pour réviser l'instruction administrative sur les comptes d'appui aux programmes, afin d'ajouter des directives sur le niveau des réserves des fonds d'appui aux programmes.

52. Au paragraphe 199 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse clairement chaque série de limites dans les directives de l'ONU pour la gestion des placements afin d'éviter des interprétations différentes et qu'elle modifie en conséquence les règles de conformité du système Asset and Investment Manager.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2023

53. Les directives pour la gestion des placements seront clarifiées afin de faciliter l'interprétation des règles et d'éviter toute ambiguïté. Les règles du système Asset and Investment Manager de Bloomberg seront également mises à jour.

54. Au paragraphe 207 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration clarifie les règles applicables aux notes de crédit dans les directives relatives aux placements afin que les pratiques effectives soient conformes à ces règles.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2023

55. Les directives en matière de placements seront actualisées afin d'assurer la cohérence des critères relatifs aux notes de crédit minimales.

56. Au paragraphe 213 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine de plus près les liens entre les éléments composant les fonds de gestion centralisée des liquidités et les produits des placements connexes en fin d'exercice pour faire en sorte que l'information financière soit exacte et complète.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Premier trimestre de 2024

57. L'Administration a commencé à examiner les liens entre les éléments composant les fonds de gestion centralisée des liquidités et les produits des placements connexes dans le cadre des activités de fin d'exercice.

58. Au paragraphe 223 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place, à l'intention de la direction du Régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement, un dispositif permettant d'examiner périodiquement les résultats du régime, de proposer des ajustements à apporter aux taux de cotisation et de surveiller étroitement le solde des réserves afin de garantir la viabilité du régime.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2024

59. L'Administration mettra en place un dispositif permettant d'examiner périodiquement les résultats du Régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement, de proposer des ajustements à apporter aux taux de cotisation et de surveiller étroitement le solde des réserves afin de garantir la viabilité du régime.

60. Au paragraphe 229 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration suive de près les soldes des réserves des régimes d'assurance maladie et prene, en temps voulu, les mesures nécessaires pour que ces réserves se maintiennent dans une fourchette de montants raisonnable.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

61. L'Administration suit de près les soldes des réserves des régimes d'assurance maladie et le Comité des assurances maladie et de l'assurance vie examine la question chaque année au moment des renouvellements. En conséquence, pour l'exercice 2023/24, le Comité a recommandé une suspension des cotisations, que le Contrôleur a approuvée, afin de maintenir les soldes des réserves à un niveau adéquat. La dernière circulaire sur le renouvellement du programme d'assurance maladie administré par le Siège de l'Organisation des Nations Unies ([ST/IC/2023/11](#)) confirme la décision du Contrôleur de suspendre pour un mois les cotisations des participants au régime mondial de l'ONU et au régime d'assurance dentaire Cigna proposé aux États-Unis.

62. Au paragraphe 235 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration envisage de modifier les règles internes de telle sorte qu'elles imposent l'approbation, selon les formes établies, par le Directeur général ou la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève, de toute nouvelle réserve de l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies, afin d'améliorer la gestion de ces fonds par ce régime et de faire en sorte que le montant du fonds de réserve se maintienne dans une fourchette raisonnable.

Entité(s) responsable(s) : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Premier trimestre de 2024

63. Un projet de modification des règles internes sera présenté au Comité exécutif de l'Assurance mutuelle du personnel des Nations Unies en septembre 2023. La recommandation du Comité sera présentée à la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève qui prendra une décision finale, les nouvelles règles devant prendre effet à partir du premier trimestre de 2024.

64. Au paragraphe 241 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère les activités de rapprochement concernant les créances afin que les montants réels à recevoir soient plus visibles et continue à demander

instamment aux institutions et entités concernées de verser en temps voulu leur part des cotisations aux régimes d'assurance maladie.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

65. L'Administration continuera d'envoyer aux institutions et autres entités des Nations Unies des relevés mensuels récapitulant les sommes dont elles sont redevables, et elle redoublera d'efforts pour les encourager à payer les montants dus et les inciter notamment à verser en temps voulu leur part des cotisations aux régimes d'assurance maladie. Elle prendra des mesures pour accélérer les activités de rapprochement concernant les créances au titre des régimes d'assurance maladie afin d'éviter d'avoir à recouvrer des montants dus de longue date et de garantir que les institutions et les entités effectuent les versements.

66. Au paragraphe 244 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne contact avec les organismes participants qui n'ont pas encore mis en place de dispositif de retenue sur les salaires ou les pensions afin de déterminer s'il est possible d'automatiser le recouvrement en vue de l'améliorer et de faire en sorte que les créances anciennes ne nuisent pas au fonctionnement de l'assurance maladie.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

67. L'Assurance mutuelle du personnel des Nations Unies soumettra cette recommandation à son comité exécutif pour qu'il l'examine et contactera également les organisations concernées pour mettre au point des mécanismes simples et efficaces de retenue sur les traitements.

68. Au paragraphe 257 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse un plan global d'inspection physique afin de déterminer les moyens de conserver de manière satisfaisante les 96 biens patrimoniaux placés sous la garde du Bureau de l'informatique et des communications et d'assurer cette conservation.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

69. L'Administration terminera l'inspection physique des biens patrimoniaux d'ici à la fin de l'année 2023.

70. Au paragraphe 258 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration actualise sans délai les données concernées dans Umoja afin de garantir, à l'avenir, l'exactitude du registre des biens patrimoniaux se trouvant au Siège de l'ONU.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications et Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2023

71. L'Administration mettra à jour les données enregistrées dans Umoja concernant tous les cadeaux considérés comme des biens patrimoniaux d'ici à la fin de l'année 2023.

72. Au paragraphe 259 de son rapport, le Comité a recommandé en outre que l'Administration procède à une évaluation professionnelle des conditions de conservation dans l'entrepôt du Siège de l'ONU et prenne les mesures nécessaires pour que les biens patrimoniaux puissent y être entreposés en toute sécurité.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications et Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2025

73. L'Administration a lancé une évaluation professionnelle de l'entrepôt dans lequel sont stockés les cadeaux. L'échéance fixée pour l'application intégrale de la recommandation est le quatrième trimestre de 2025.

74. Au paragraphe 281 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à un examen approfondi de la nouvelle procédure de passation de marché afin de s'assurer qu'elle est pleinement conforme aux règles applicables.

Entité(s) responsable(s) : Commission économique pour l'Afrique

État d'application : Clôture demandée

Priorité : Élevée

Délai : Sans objet

75. Les deux procédures de passation de marchés ont fait l'objet d'un examen approfondi qui a permis de tirer des enseignements pour la bonne gestion des futurs projets. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

76. Au paragraphe 282 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration continue de s'efforcer de faire en sorte que le projet soit géré de manière adéquate et efficace et qu'elle renforce la communication avec les

entrepreneurs et les parties concernées afin que les travaux s’achèvent dans les délais fixés dans le calendrier actualisé.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Commission économique pour l’Afrique
<i>État d’application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

77. L’Administration a pris les mesures suivantes : amélioration de la communication avec l’entrepreneur par la création d’une plateforme permettant d’échanger des messages, de contrôler la validité des documents et d’émettre des avertissements concernant les retards ou les questions en suspens ; négociation de délais plus courts pour l’exécution des décisions et la mise en place de mesures concernant les parties au contrat ; création d’un mécanisme permettant d’examiner et de suivre plus précisément les délais prévus au contrat, sur une base hebdomadaire, mensuelle et trimestrielle ; réalisation régulière d’analyses portant sur différents niveaux (site, projet et organisation), afin de suivre étroitement l’avancement réel des travaux par rapport au calendrier établi. L’Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

78. Au paragraphe 283 de son rapport, le Comité a en outre recommandé que l’Administration évalue avec diligence les stratégies pouvant être mises en œuvre pour récupérer les pertes et réduire au minimum les inefficacités.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Commission économique pour l’Afrique
<i>État d’application :</i>	En cours d’application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

79. La Commission économique pour l’Afrique a entrepris d’évaluer les pertes éventuelles et continuera de demander des conseils sur les solutions qui pourraient être mises en œuvre pour recouvrer les pertes. Elle a également informé les différentes parties prenantes de la réunion tenue avec les partenaires de la coentreprise et de la lettre que l’avocat de l’un des partenaires lui avait envoyée.

80. Au paragraphe 293 de son rapport, le Comité a recommandé que l’Administration suive de près l’avancement de l’exécution du projet, fasse, sans tarder, le nécessaire pour évaluer et gérer le risque lié au respect des délais, et prenne des mesures correctrices pour accélérer la construction du nouveau bâtiment.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Nairobi
<i>État d’application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

81. L’Office des Nations Unies à Nairobi a confirmé l’attribution du contrat relatif à la construction du nouveau bâtiment, qui était le principal marché encore non attribué dans le cadre du projet de remplacement des bâtiments A à J. Le contrat, qui a été attribué le 26 juillet 2023, était conforme au budget et au calendrier de 18 mois approuvés par l’Assemblée générale. Compte tenu de cette avancée importante,

L'Office estime que la préoccupation soulevée par le Comité concernant d'éventuels retards que pourrait prendre le projet a été prise en compte et que le cadre de gestion des risques dont il est fait état dans les précédentes observations formulées par l'Office permettra d'éviter tout autre retard dans l'exécution du projet. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

82. Au paragraphe 305 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration évalue s'il était possible de recouvrer les coûts évitables qui ont pu être engendrés et suive de près les étapes techniques du programme afin d'anticiper et de prévenir les changements résultant d'erreurs ou d'insuffisances de ses fournisseurs.

Entité(s) responsable(s) : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2025

83. L'Office des Nations Unies à Genève estime qu'il est possible de recouvrer certains coûts engendrés par des erreurs et des lacunes liées à la conception, à condition que l'Organisation parvienne à prouver que l'entrepreneur a commis une négligence grave. Il conviendrait de prendre une décision en se basant sur l'avis des différentes parties prenantes et en tenant pleinement compte de tous les risques que comporte une action en justice. L'examen de cette recommandation se poursuivra jusqu'à l'achèvement du projet.

84. Au paragraphe 306 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un plan de substitution pour que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) puisse emménager dans les délais prévus, même si les travaux du bâtiment E prennent du retard.

Entité(s) responsable(s) : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

85. L'Office des Nations Unies à Genève élaborera un plan de substitution pour le déménagement du HCDH, au cas où les travaux du bâtiment E prendraient du retard.

86. Au paragraphe 307 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration règle toutes les questions en suspens concernant le bâtiment H avant la fin de la période de garantie.

Entité(s) responsable(s) : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2024

87. L'équipe chargée du plan stratégique patrimonial et l'équipe chargée de la gestion des installations de l'Office des Nations Unies à Genève travaillent en étroite collaboration avec l'entrepreneur pour résoudre toutes les questions en suspens

concernant le bâtiment H avant la fin de la période de garantie. À cette fin, l'équipe chargée du plan stratégique patrimonial organise des réunions de suivi hebdomadaires pour valider les éléments traités et se réunit chaque semaine avec l'entrepreneur pour repérer les points de blocage sur la liste des réserves. L'Office rappelle que des garanties contractuelles ont été mises en place pour atténuer les risques recensés et qu'une partie du paiement a été mise en attente. Les montants correspondants seront versés une fois que l'entrepreneur aura traité les éléments de la liste des réserves. De plus, étant donné que le fait de maintenir des ressources sur le site a un coût direct pour l'entrepreneur, il est dans l'intérêt de celui-ci de s'acquitter de ces tâches rapidement.

88. Au paragraphe 308 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration réalise une étude sur l'optimisation de l'espace d'ici à la fin de 2023 et fasse le nécessaire pour accroître nettement le taux d'occupation des locaux de l'Office des Nations Unies à Genève, notamment le bâtiment H.

Entité(s) responsable(s) : Office des Nations Unies à Genève
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

89. La première étape de l'étude sur l'optimisation de l'espace a consisté à lancer un projet coordonné par l'équipe de transition, avec le soutien de l'équipe chargée du plan stratégique patrimonial et du Service de la gestion des installations, et à mener des consultations avec les entités des Nations Unies et les représentants du personnel. La question a été abordée lors des quinzième et seizième réunions du Conseil de transition et un plan d'action a été défini, dans le cadre duquel il est prévu de réviser la circulaire relative à la politique d'occupation de l'espace, de revoir la répartition globale des étages et des bureaux, qui devrait rester pratiquement identique, et d'appliquer une nouvelle méthode d'attribution de l'espace avant que les entités ne déménagent dans les bâtiments rénovés.

90. Au paragraphe 324 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires améliore la gouvernance de ces emplois de haut niveau, en collaboration avec le Comité permanent interorganisations et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), afin d'assurer une supervision adéquate.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2024

91. En concertation avec le Comité permanent interorganisations et le PNUD, les mesures ci-après ont été mise en œuvre pour améliorer la procédure de sélection : a) la lettre de nomination établie par le PNUD contient désormais une mention indiquant que les emplois de coordonnateur(trice) adjoint(e) des opérations humanitaires et de coordonnateur(trice) régional(e) des secours humanitaires relèvent du Comité permanent interorganisations et ne font pas partie du Secrétariat, et qu'ils

ne disposent d'aucune délégation de pouvoirs en ce qui concerne la gestion des ressources du Secrétariat ; b) un appel à candidatures a été lancé le 31 juillet 2023 afin d'enrichir le vivier de candidates et de candidats du Comité permanent interorganisations pour les postes de coordonnateur(trice) adjoint(e) des opérations humanitaires et de coordonnateur(trice) régional(e) des secours humanitaires.

92. Au paragraphe 330 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue d'aider les entités à rattacher progressivement et sans tarder les postes et emplois administrés par le PNUD au Secrétariat en veillant à ce que la sélection du personnel soit transparente et juste, conformément au cadre réglementaire de l'Organisation.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Deuxième trimestre de 2024

93. L'Administration aide les entités à rattacher les postes et emplois administrés par le PNUD au Secrétariat et continuera à le faire. Elle a pris contact avec toutes les entités du Secrétariat qui emploient du personnel administré par le PNUD et collecte des informations sur la planification des transferts. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le HCDH ont tous deux commencé à transférer leur personnel, le premier prévoyant que le processus sera achevé en novembre 2023. L'Administration a également rédigé un guide sur la conduite de ces transferts afin d'aider les entités à les mener à bien. Les parties prenantes sont actuellement consultées sur l'élaboration de ce guide.

94. Au paragraphe 339 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à un examen approfondi des effectifs des services d'appui en matière de personnel informatique et qu'elle évite une dépendance excessive à l'égard du personnel contractuel fourni par des tiers.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications, Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Quatrième trimestre de 2024

95. L'examen des effectifs des services d'appui en matière de personnel informatique sera achevé d'ici à décembre 2024, le but étant d'éviter une dépendance excessive à l'égard du personnel contractuel fourni par des tiers. Plusieurs mesures ont déjà été prises pour évaluer et rationaliser les opérations appuyées par les prestataires de services. Dans le cadre de l'examen des effectifs, le Bureau de l'informatique et des communications étudie les modalités possibles concernant la prestation de services informatiques en vue d'optimiser la qualité, le coût et le niveau des services fournis.

96. Au paragraphe 355 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les problèmes apparus lors des appels d'offres

précédents afin que les enseignements tirés soient intégrés dans la nouvelle procédure de passation de marchés et que celle-ci soit conforme aux principes de l'Organisation des Nations Unies en matière de passation de marchés.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications et Département de l'appui opérationnel

État d'application : Clôture demandée

Priorité : Élevée

Délai : Sans objet

97. Des mesures ont été prises pour évaluer et rationaliser les opérations appuyées par le personnel contractuel des services informatiques et des services de communication, notamment la transition vers une procédure de recrutement par sélection. Des documents sont mis à la disposition du Comité pour examen. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

98. Au paragraphe 359 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration passe en revue la procédure de gestion et de sélection de l'emploi de classe P-5 afin, notamment, de mettre au jour les lacunes éventuelles et le risque de conflit d'intérêts, et envisage toute autre mesure administrative appropriée comme suite aux conclusions de cet examen.

Entité(s) responsable(s) : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix

État d'application : Clôture demandée

Priorité : Élevée

Délai : Sans objet

99. Cette question a déjà fait l'objet d'une enquête par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) et les mesures nécessaires ont été prises. L'Administration demande donc au Comité de clôturer cette recommandation.

100. Au paragraphe 364 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration révise la politique relative à l'indemnité de fonctions afin de s'assurer qu'elle ne s'appliquait qu'à des cas exceptionnels.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Premier trimestre de 2024

101. Un fonctionnaire peut être appelé, dans l'exercice normal de ses fonctions habituelles et sans rémunération supplémentaire, à assumer temporairement les fonctions et responsabilités attachées à un poste plus élevé que le sien. Dans des cas exceptionnels, un fonctionnaire engagé pour une durée déterminée ou à titre continu qui est appelé à assumer à titre temporaire toutes les fonctions et responsabilités attachées à un poste manifestement plus élevé que le sien peut recevoir une indemnité de fonctions qui n'entre pas dans le calcul de la rémunération considérée aux fins de

la pension. L'Administration révisé actuellement l'instruction administrative relative à l'indemnité de fonctions afin d'en rationaliser la mise en œuvre et de simplifier les processus existants, tout en respectant les mandats pertinents définis par l'Assemblée générale. La révision devrait être achevée au cours du quatrième trimestre de 2024.

102. Au paragraphe 371 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que l'entité concernée revoie la classification de ces emplois créés à des fins de remplacement, avec l'aide du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

Entité(s) responsable(s) : Commission économique pour l'Afrique et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : Clôture demandée

Priorité : Moyenne

Délai : Sans objet

103. Depuis le projet de budget-programme pour 2023, tous les emplois de temporaire (autre que pour les réunions) figurent dans le document complémentaire du projet de budget-programme au titre du programme ordinaire de coopération technique. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

104. Au paragraphe 377 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les entités concernées, en collaboration avec l'UNOPS, définissent clairement dans le prochain accord financier révisé les conditions dans lesquelles telle ou telle méthode de sélection devait être suivie.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2023

105. En prévision de la promulgation du nouveau mémorandum d'accord-cadre entre l'ONU et l'UNOPS, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires négocie activement un nouvel accord financier avec l'UNOPS pour remplacer les deux accords financiers actuellement en vigueur pour les services informatiques et les services d'exploitation des données, qui doivent expirer le 31 décembre 2023. Le nouvel accord financier sera conforme au nouveau mémorandum d'accord-cadre qu'il est prévu de promulguer.

106. Au paragraphe 383 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les entités concernées explicitent les procédures de sélection utilisées lorsqu'elles recourent à la méthode de la présélection seule et précisent quand et comment des dérogations peuvent être approuvées, et qu'elle s'emploie à faire respecter pleinement les procédures de sélection.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Premier trimestre de 2024

107. L'Administration collaborera avec l'UNOPS pour expliciter les procédures de sélection utilisées lorsqu'il est fait recours à la méthode de la présélection seule et préciser quand des dérogations peuvent être approuvées.

108. L'Administration continuera aussi de suivre la mise en œuvre de l'ensemble des procédures qui s'appliquent à chacune des catégories de personnel. Si des dérogations se révèlent nécessaires, elle conseillera les entités afin que les mesures correctrices voulues soient prises.

109. Au paragraphe 393 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue d'utiliser des modèles de courriel dans lesquels les candidatures internes n'étaient pas mises en avant pendant le processus de recrutement, afin d'en garantir l'équité et le caractère concurrentiel.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Moyenne
Délai : Sans objet

110. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a toujours procédé à des recrutements après avoir évalué et examiné en profondeur les candidatures externes et internes, conformément à la résolution de l'Assemblée générale sur l'égalité de traitement des candidats internes et externes. Le Bureau continue d'utiliser des modèles de courriel dans lesquels les candidatures internes ne sont pas mises en avant pendant le processus de recrutement, afin d'en garantir l'équité et le caractère concurrentiel. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

111. Au paragraphe 401 de son rapport, le Comité a réaffirmé que l'Administration devrait prendre les mesures qui s'imposaient pour que les entités soient tenues responsables de l'exercice des pouvoirs qui leur étaient délégués s'agissant d'approuver des dérogations aux instructions administratives relatives aux ressources humaines et afin d'éviter qu'à l'avenir, des entités n'accordent des dérogations en dehors des pouvoirs qui leur sont délégués.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

112. L'Administration constate que cette recommandation reprend celle qui figurait au paragraphe 392 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2021 (A/77/5 (Vol. I), chap. II). L'Administration continuera d'offrir aux entités des conseils sur la manière d'exercer, dans le respect des règles, les pouvoirs qui leur sont délégués en ce qui concerne les dérogations en matière de ressources humaines. Elle améliorera en outre l'outil de suivi mis à leur disposition pour qu'elles puissent s'autocontrôler dans l'exercice de leurs fonctions en tant que première ligne de défense. L'Administration s'efforce en parallèle de renforcer la composante de transmission au niveau supérieur intégrée au mécanisme de réponse et la mettra à l'essai pour ce qui est de faire rapport sur les dérogations en matière de ressources humaines et d'en assurer le suivi.

113. Au paragraphe 405 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration publie des directives à l'intention des missions politiques spéciales et des missions de maintien de la paix financées au moyen du budget ordinaire afin qu'elles s'attachent davantage à améliorer l'équité de la répartition géographique.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

114. Une communication sur les changements apportés au système des fourchettes souhaitables, qui doivent prendre effet le 1^{er} janvier 2024, a été envoyée aux chefs d'entités. Elle est accompagnée d'un plan d'action à l'intention des entités visant à garantir un recrutement sur une base géographique aussi large que possible. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

115. Au paragraphe 406 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration lance à titre expérimental, dans certains pays sous-représentés ou non représentés, des initiatives visant à diffuser largement l'information sur les vacances de postes afin d'attirer davantage de candidates et de candidats et de mieux faire connaître les circuits, les filières et les qualifications, entre autres, qui leur permettraient d'être retenus.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

116. L'Administration continue de collaborer avec les missions permanentes des États Membres non représentés ou sous-représentés afin d'identifier les moyens d'orienter leurs ressortissantes et leurs ressortissants vers des carrières dans le système des Nations Unies. Des séances d'information sur les carrières sont organisées à l'intention des jeunes et des professionnels en milieu de carrière. Un accord type de partenariat ciblé a également été mis au point avec certains États Membres et des propositions visant à recenser les activités susceptibles de faire l'objet d'une collaboration sont à l'étude.

117. En outre, l'Administration s'est efforcée de constituer une base de données des sites d'emploi en ligne utilisés par les ressortissantes et les ressortissants des pays sous-représentés et non représentés en les classant dans trois catégories, à savoir les sites d'emploi utilisés aux niveaux national, régional ou mondial. Le Bureau des ressources humaines donne accès à ces sites aux bureaux de recrutement, mais il a aussi commencé à étudier la possibilité d'automatiser la publication en ligne des offres d'emploi en associant certains de ces sites à Inspira. Ce nouveau projet en est à sa phase initiale, mais il promet d'être plus rentable que les affichages manuels. Dans le cadre de ses efforts, le Bureau a signé un mémorandum d'accord avec les réseaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les centres d'information des Nations Unies afin de les inciter à mieux faire connaître l'action de l'Organisation et à attirer des candidates et des candidats talentueux originaires des États Membres non représentés et sous-représentés. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

118. Au paragraphe 431 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration publie chaque année, sous l'égide du Comité des marchés du Siège, un rapport fondé sur les examens auxquels ce dernier procédait et qui mette en avant les principaux points à améliorer et les bonnes pratiques qui mériteraient d'être largement diffusés.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

119. Le Comité des marchés du Siège prévoit de compiler les informations pertinentes concernant l'année 2023 et de s'en inspirer pour établir un rapport annuel.

120. Au paragraphe 439 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration étudie comment systématiquement passer en revue et mettre à jour la base de données des fournisseurs, ainsi que les informations financières relatives aux fournisseurs auxquels des contrats étaient attribués.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2024

121. L'Administration étudiera comment systématiquement passer en revue et mettre à jour la base de données des fournisseurs, ainsi que les informations financières relatives aux fournisseurs auxquels des contrats sont attribués.

122. Au paragraphe 447 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne davantage avec les autres institutions, fonds et programmes des Nations Unies en ce qui concernait les sanctions applicables aux fournisseurs et examine par là même s'il serait possible et avantageux de créer, à moyen terme, un comité commun des fournisseurs chargé d'harmoniser les procédures et les mesures prises.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2024

123. L'équipe spéciale du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion chargée de la révision du cadre type relatif au traitement des allégations de pratiques interdites visant des fournisseurs a achevé une première révision du document, qui est actuellement examiné par les organisations participantes. Le cadre type définit une approche commune et harmonisée et permet aux entités des Nations Unies de partager des informations sur la base des décisions prises par leurs comités des sanctions respectifs. Les sanctions sont enregistrées dans l'application partagée du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies. En outre, le Secrétariat a publié une nouvelle directive générale destinée au Comité d'examen des fournisseurs qui comprend des dispositions relatives à la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle. Le Secrétariat encouragera les comités des sanctions des différentes entités à continuer de collaborer après la publication du cadre type.

124. Au paragraphe 455 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède rapidement à la révision et à la publication du dispositif de délégation de pouvoirs et assouplisse la procédure de mise à jour dudit dispositif compte tenu des changements apportés au cadre réglementaire d'ensemble.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

125. L'Administration constate que cette recommandation reprend celle qui figurait au paragraphe 249 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2019 (A/75/5 (Vol. I), chap. II). La politique révisée en est au stade de l'examen final. En parallèle, l'Administration s'efforce d'améliorer le portail de délégation de pouvoirs afin que l'instrument de délégation de pouvoirs révisé puisse être adopté dès que le dispositif de délégation des pouvoirs aura été approuvé. Le portail amélioré contribuera à garantir un processus plus souple pour les futures mises à jour.

126. Au paragraphe 458 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration, avant le passage à Umoja Analytics, procède à l'examen des indicateurs clés de performance et veille à ce que seuls les indicateurs qui mesuraient l'impact des décisions soient utilisés dans le suivi de la délégation de pouvoirs et qu'elle procède à une analyse plus précise et ciblée des résultats prioritaires du suivi de la délégation de pouvoirs.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2023

127. L'Administration examinera les indicateurs clés de performance existants avant le passage à Umoja Analytics. Maintenant que le processus de révision de la politique est dans la phase d'examen final, l'objectif est de renforcer la mise en œuvre du dispositif d'application du principe de responsabilité s'agissant du suivi de l'autorité décisionnelle. On souhaite ainsi améliorer les résultats obtenus au regard du dispositif consolidé, dont un élément clé est d'entreprendre plus systématiquement une analyse ciblée des résultats du suivi et d'y donner une suite appropriée. Les objectifs sont les suivants : a) recenser les problèmes systémiques auxquels il peut être remédié en ayant recours à de meilleurs outils, informations et orientations et en améliorant les politiques ou les processus (deuxième ligne de défense) ; b) mettre en évidence les possibilités qui s'offrent aux entités s'agissant d'améliorer leurs résultats au regard des objectifs (première ligne de défense).

128. Au paragraphe 463 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration renforce le suivi de première ligne en utilisant davantage les indicateurs relatifs à l'application du principe de responsabilité et mesure les progrès accomplis lors de l'établissement de la prochaine déclaration relative au contrôle interne.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Premier trimestre de 2024

129. L'Administration examinera les mécanismes de contrôle nécessaires dans le cadre de la prochaine déclaration relative au contrôle interne.

130. Au paragraphe 466 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration encourage l'utilisation de la fonction de planification et de suivi de la solution intégrée de planification, de suivi et de communication de l'information pour d'autres projets que ceux financés au moyen de ressources extrabudgétaires.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

131. L'utilisation de la solution intégrée de planification, de suivi et de communication de l'information pour la gestion du budget ordinaire fait actuellement l'objet d'un projet pilote avec une entité, tout comme son utilisation pour gérer l'intégralité du programme de travail d'un sous-programme au Siège de l'ONU, qui est financé par le budget ordinaire ainsi que par le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et par d'autres ressources extrabudgétaires. D'ici la fin de 2023, il sera rendu compte des résultats obtenus aux entités qui publient des états financiers. Il est à espérer que le fait de diffuser des informations sur ces expériences encouragera d'autres entités à utiliser à leur tour la solution. En outre, il est prévu que la solution

soit également utilisée pour le projet de budget-programme pour 2024, au titre du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien).

132. Au paragraphe 467 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse en sorte que le module Application de pilotage stratégique ne soit pas utilisé uniquement à des fins de suivi mais également à des fins de planification des programmes.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2024

133. Les entités seront invitées à ajouter l'ensemble de leurs résultats annuels escomptés dans le module Application de pilotage stratégique dans le cadre des activités de communication régulières menées par la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité avec l'appui du Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget. Il serait ainsi rendu compte de manière complète dans le système des plans des différentes entités et ces dernières seraient dès lors encouragées à l'utiliser dans le cadre de leur planification globale. Il convient de noter que le module est le système d'enregistrement des plans-programmes approuvés et de suivi des résultats.

134. Au paragraphe 473 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède, comme il est prévu, à la révision de l'instruction administrative ST/AI/2021/3 afin de préciser le champ des évaluations, les ressources qui leur étaient allouées, les entités qui étaient chargées d'y procéder et l'usage qu'il convenait de faire de leurs résultats.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

135. La révision de l'instruction administrative sur l'évaluation au Secrétariat de l'ONU est en cours, et le processus de consultation devrait s'achever au troisième trimestre de 2023. L'instruction administrative révisée fera ensuite l'objet d'un examen juridique au cours du quatrième trimestre de 2023, sous réserve des exigences opérationnelles.

136. Au paragraphe 476 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que le Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires, lorsqu'il se réunira fin 2023, examine les indicateurs figurant dans les contrats de mission des hauts fonctionnaires en tenant compte des constatations qui précédaient.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

137. Le modèle de contrat de mission sera examiné par le Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires au cours du quatrième trimestre de 2023. L'Administration note toutefois que le contrat de mission est l'outil qu'utilise le Secrétaire général pour évaluer la performance des cadres supérieurs, qu'il est distinct des autres mécanismes existants permettant de mesurer la performance des entités et qu'il appartient au Secrétaire général de se prononcer sur une quelconque modification.

138. Au paragraphe 486 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures pour assurer un niveau de liquidités suffisant et qui permette de financer les besoins opérationnels à court terme, notamment des mesures visant à recouvrer rapidement les impayés, et qu'elle procède à une analyse par scénarios complète, assortie de plans à court, moyen et long termes destinés à remédier aux éventuels problèmes de liquidités.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai : Quatrième trimestre de 2023

139. L'intensification des efforts de sensibilisation et de mobilisation des ressources menés par le Bureau de la coordination des activités de développement a permis de maintenir à un niveau stable la situation de trésorerie. En collaboration avec les hauts responsables, le Bureau a fait pression sans relâche sur les États Membres pour qu'ils financent intégralement le système, et ce dès le début de l'année, afin d'éviter une crise de liquidités et d'assurer la stabilité financière à court et moyen termes. En parallèle, le Bureau de la coordination des activités de développement, avec l'appui du Cabinet du Secrétaire général, a engagé un dialogue avec les États Membres qui a donné lieu à l'adoption, par le Conseil économique et social, d'une résolution de fond dans laquelle le Conseil prie le Secrétaire général de lancer un processus de consultation transparent et inclusif avec les États Membres afin d'assurer à long terme la prévisibilité, la viabilité et la stabilité du modèle de financement du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

140. Au paragraphe 491 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration réduise au minimum le nombre de postes vacants et assure la continuité des activités en finalisant la note d'orientation sur les coordonnatrices et coordonnateurs résidents par intérim, note qui prévoyait que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents par intérim exercent leurs fonctions pendant toute la durée prévue de la vacance de poste et qui visait à diversifier le profil des personnes inscrites sur la liste de réserve des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

141. L'Administration met actuellement la dernière main à la note d'orientation sur les coordonnatrices et coordonnateurs résidents par intérim.

142. Au paragraphe 496 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que le recrutement des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et l'inscription des personnes sur la liste de réserve se fassent sur une base géographique aussi large que possible.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

143. En août 2023, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents étaient originaires de 51 pays et territoires ; 50 % provenaient de pays de programme et 50 % de pays hors programme. En juin 2023, le Bureau de la coordination des activités de développement a ajouté quatre nouvelles personnes sur la liste de réserve des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, dont trois proviennent de pays de programme. Les efforts se poursuivent pour élargir la représentation géographique parmi les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les personnes inscrites sur la liste de réserve.

144. Au paragraphe 500 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les informations relatives aux candidats qui souhaitent être inscrits sur la liste de réserve des coordonnatrices et coordonnateurs résidents soient traitées en toute confidentialité.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Sans objet

145. Les informations relatives aux personnes inscrites sur la liste de réserve des coordonnatrices et coordonnateurs résidents sont tenues confidentielles et traitées d'une manière qui respecte pleinement la confidentialité. Le prestataire de services est tenu par contrat de traiter de manière confidentielle les renseignements personnels des candidates et candidats et l'accent a été mis sur cette exigence à la suite de la recommandation du Comité. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

146. Au paragraphe 505 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des directives décrivant en détail les étapes de la procédure de gestion de la performance, le but étant de garantir que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents rendent des comptes, y compris les coordonnatrices et coordonnateurs résidents par intérim, quelle que soit la durée de leur affectation.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2023

147. Le Bureau de la coordination des activités de développement établira des directives décrivant en détail la procédure de gestion de la performance des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ainsi que des coordonnatrices et coordonnateurs résidents par intérim, quelle que soit la durée de leur affectation.

148. Au paragraphe 514 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que la structure fonctionnelle et hiérarchique et le mécanisme de coordination au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement durable fonctionnent parfaitement aux fins de la mise en œuvre de la réforme des activités de développement.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement

État d'application : Clôture demandée

Priorité : Moyenne

Délai : Sans objet

149. La structure fonctionnelle et hiérarchique et le mécanisme de coordination au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement durable permettent la mise en œuvre de la réforme des activités de développement. La structure et le mécanisme sont mentionnés dans les modalités de travail du Groupe et dans le dispositif de suivi et d'application du principe de responsabilité, deux documents interorganisations ayant été établis et approuvés par les entités qui composaient le Groupe en 2021. Des copies de ces documents ont été remises au Comité. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

150. Au paragraphe 515 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration aide à l'amélioration des documents du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, le but étant que soient clairement désignées les entités en charge des grandes initiatives définies dans le plan de travail, ainsi que celles chargées d'appuyer, ou de suivre et d'évaluer, telle ou telle grande initiative.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Quatrième trimestre de 2023

151. Les outils de coordination interorganisations nécessaires à la réforme ayant tous été mis au point au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, ce dernier est passé à la phase de mise en œuvre et de consolidation. Il a été décidé que toutes les entités seraient responsables de la mise en œuvre des initiatives de réforme et des méthodes de travail convenues au lieu de confier la responsabilité de

certaines initiatives à des entités individuelles. La mise en œuvre des initiatives de réforme et des méthodes de travail sera évaluée par les organes directeurs des entités du Groupe au moyen d'une liste de vérification qui devrait être finalisée d'ici à la fin de 2023. À l'avenir, le Groupe étudiera les besoins et déterminera les initiatives qu'il convient de prendre et les parties qui seront chargées de leur conception, de leur mise en œuvre et de leur suivi.

152. Au paragraphe 522 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse référence à la structure partagée dans le cadre du sous-programme concerné afin de mieux faire apparaître les structures liées à la réforme, et qu'elle cite aussi les structures partagées et leurs mandats dans les plans de travail concernés et les rapports de performance associés.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département des opérations de paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2025

153. Au prochain cycle budgétaire, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix fera référence à la structure politique et opérationnelle régionale unique qu'il partage avec le Département des opérations de paix dans le projet de budget-programme. En outre, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix veillera aussi à ce que la structure partagée et ses mandats soient davantage pris en compte dans les plans de travail concernés et les rapports de performance associés.

154. Au paragraphe 529 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à la transparence des activités de la nature de celles décrites aux paragraphes 524 à 528 de son rapport et qu'elle en rende compte aux organes directeurs compétents.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département des opérations de paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2025

155. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix continuera d'orienter ses travaux en fonction des mandats que lui ont confiés les organes délibérants et rendra compte en temps voulu et de manière transparente de ses activités aux organes directeurs compétents s'il y a lieu de le faire.

156. Au paragraphe 535 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration cherche à participer plus activement à la sélection et à l'évaluation des experts de l'Équipe de réserve de conseillers principaux pour la médiation dans le respect du cadre réglementaire actuel.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Premier trimestre de 2024

157. L'Administration cherchera à participer plus activement à la sélection et à l'évaluation des expertes et experts de l'Équipe de réserve des conseillers principaux pour la médiation. Les options recensées devront toutefois respecter les conditions applicables à la modalité relative aux partenaires de réalisation définie dans le mémorandum d'accord conclu entre le Secrétariat de l'ONU et l'UNOPS, lequel indique clairement les limites du rôle que joue le Secrétariat à cet égard.

158. Au paragraphe 539 de son rapport, le Comité a réitéré sa recommandation précédente tendant à ce que l'Administration prenne des mesures plus proactives pour renforcer la représentation géographique et l'équilibre entre les genres dans les listes d'experts des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, d'experts électoraux internationaux et d'experts en médiation.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

159. L'Administration continuera de prendre des mesures pour renforcer la représentation géographique et l'équilibre entre les genres dans la liste d'experts en médiation. Comme lors des exercices précédents, la Division des politiques et de la médiation du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix prévoit de procéder, en 2023, à un nouvel examen de la liste visant à évaluer la représentation géographique et l'équilibre entre les genres. L'Administration attire l'attention sur le fait que la majorité des missions d'appui à la médiation sont effectuées par les membres de l'Équipe de réserve à temps plein, qui sont sélectionnés chaque année sur la liste en veillant à la parité des genres et à l'équilibre géographique. Depuis 2020, les équipes à temps plein qui se sont succédé étaient composées à parts égales de femmes et d'hommes. En outre, entre 2020 et 2023, l'équipe a accueilli des experts originaires des pays suivants : Afrique du Sud (deux), Argentine (un), Colombie (un), États-Unis d'Amérique (deux), Ghana (un), Guinée (un), Kenya (un), Philippines (un), Ouganda (un) et Türkiye (un). En 2022, 78 % des missions ont été effectuées par les membres de l'Équipe de réserve à temps plein.

160. L'Administration a également continué de prendre des mesures pour accroître le nombre de femmes issues des différents groupes régionaux dans la liste des experts des sanctions et pour en améliorer la représentation géographique globale. Le 21 juin 2023, la Division des affaires du Conseil de sécurité, qui relève du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, a participé à un salon de l'emploi régional destiné aux ressortissantes et ressortissants des régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le 6 juillet 2023, la Division a informé le Groupe des États d'Afrique des procédures de recrutement des experts qui font partie des groupes et équipes de surveillance de l'application des sanctions. Afin d'améliorer encore la représentation géographique et l'équilibre entre les genres dans la liste de réserve, la Division prévoit de : a) participer à d'autres salons de l'emploi régionaux virtuels ;

b) organiser un webinaire sur le sujet en collaboration avec un réseau professionnel de premier plan ; c) organiser d'autres activités d'information (en présentiel ou selon des modalités hybrides) à l'intention des États Membres et des groupes régionaux afin de promouvoir les candidatures de femmes qualifiées et de personnes issues de régions sous-représentées.

161. En ce qui concerne la liste d'experts électoraux, la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix collabore avec le Département de l'appui opérationnel à la planification et la coordination de la prochaine campagne de recrutement, laquelle pourrait offrir une autre occasion d'améliorer encore la représentation géographique et l'équilibre entre les genres dans cette liste. La nouvelle politique relative à la constitution d'une liste de réserve mondiale qui sera publiée prochainement vise à garantir l'équilibre géographique et l'équilibre entre les genres. Le Secrétaire général a déjà décidé que les candidates resteraient inscrites sur la liste pour une durée de six ans et les candidats, pour une durée de quatre ans, et que toutes les inscriptions antérieures à ces délais seraient supprimées.

162. Au paragraphe 544 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un plan pluriannuel de mobilisation des ressources qui tienne compte des nouveaux donateurs afin de collecter des fonds et d'éviter une crise de liquidités au Fonds pour la consolidation de la paix.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

163. L'Administration élaborera un plan pluriannuel de mobilisation des ressources pour le Fonds pour la consolidation de la paix.

164. Au paragraphe 547 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration affecte des fonds suffisants aux domaines d'investissement prioritaires « Soutien aux approches transfrontalières et régionales » et « Facilitation des transitions » en ajustant les procédures et qu'elle révise les objectifs de performance sur la base des résultats des trois premières années de la stratégie du Fonds pour la consolidation de la paix.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai :</i>	Quatrième trimestre de 2023

165. L'Administration ajustera ses procédures et prendra des mesures pour augmenter les fonds qu'elle consacre aux domaines d'investissement prioritaires « soutien aux approches transfrontalières et régionales » et « facilitation des transitions » dans le cadre du Fonds pour la consolidation de la paix. En outre, l'Administration accepte de réviser les objectifs de performance sur la base de l'expérience acquise dans les trois premières années de la stratégie du Fonds pour la consolidation de la paix et des conclusions de l'examen à mi-parcours.

166. Au paragraphe 548 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration améliore le système afin de remettre régulièrement sur les rails, l'année suivante, les projets qui n'avaient pas été menés à bien au cours d'une année donnée, et qu'elle définisse clairement les effets de catalyseur des projets et en rende compte comme il se devait.

Entité(s) responsable(s) : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

167. L'Administration entreprendra une évaluation pour définir clairement les effets de catalyseur des projets qui relèvent du Fonds pour la consolidation de la paix. En outre, l'Administration réexamine actuellement la méthode par laquelle elle détermine l'état d'avancement des projets et élaborera une note visant à assurer un suivi étroit et une gestion plus rigoureuse des projets.

168. Au paragraphe 556 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration documente bien les motifs justifiant la décision finale du Coordonnateur des secours d'urgence concernant la sélection des pays pour les mesures d'anticipation.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Élevée
Délai : Sans objet

169. L'Administration a élaboré un modèle standard pour aider le Coordonnateur des secours d'urgence à décider s'il convient d'approuver ou d'élargir les cadres relatifs aux mesures d'anticipation. Le modèle est utilisé depuis qu'il a été mis au point en mars 2023. Le modèle garantit également que les motifs justifiant la décision du Coordonnateur concernant la sélection des pays pour les mesures d'anticipation sont bien documentés. L'Administration estime donc que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

170. Au paragraphe 563 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les Directives mondiales sur les fonds de financement commun donnent des indications sur les exigences en matière de communication des critères de présélection des partenaires invités à bénéficier des fonds de réserve.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2024

171. L'Administration mettra au point d'autres orientations relatives aux fonds de financement commun pour les pays qui viendront compléter les Directives mondiales.

Elles porteront sur la manière de communiquer les critères de présélection retenus s'agissant des fonds de réserve et prendront la forme d'une note d'orientation interne à l'intention des groupes de financement de l'action humanitaire.

172. Au paragraphe 569 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration clarifie la procédure de sélection de partenaires supplémentaires en dehors de la liste initiale des partenaires présélectionnés pour les allocations de réserve dans les directives concernées, y compris, mais sans s'y limiter, les exigences relatives à la documentation du processus, et qu'elle divulgue dûment toute modification apportée à la liste initiale des partenaires présélectionnés.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Deuxième trimestre de 2024

173. L'Administration mettra au point d'autres orientations relatives aux fonds de financement commun pour les pays qui viendront compléter les Directives mondiales. Elles porteront sur la manière de sélectionner des partenaires supplémentaires qui ne figurent pas sur la liste initiale des partenaires invités à bénéficier des fonds de réserve, et notamment sur l'obligation de documenter le processus, et prendront la forme d'une note d'orientation interne à l'intention des groupes de financement de l'action humanitaire.

174. Au paragraphe 579 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration attire l'attention des auditeurs du projet sur les divergences potentielles recensées, conclue les audits actuellement menés aux fins de la vérification finale des produits livrables du projet et du repérage de toute dépense inéligible et de tout remboursement, et assure le suivi des problèmes de conformité dans le respect des procédures établies.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2024

175. L'Administration veillera à ce que les divergences potentielles recensées par le Comité soient dûment communiquées en temps utile aux auditeurs du projet, conformément aux procédures établies en matière d'audit.

176. Au paragraphe 588 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration précise l'équilibre des responsabilités entre le contrôle centralisé exercé par le Bureau de l'informatique et des communications et la marge de manœuvre opérationnelle accordée aux entités en ce qui concernait l'acquisition et la gestion des actifs numériques au titre du dispositif d'application du principe de responsabilité proposé pour l'informatique et les communications, et que le Bureau établisse également des normes et des méthodes d'évaluation lors de la désignation des entités certifiées.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications

État d'application : En cours d'application

Priorité : Élevée

Délai : Premier trimestre de 2024

177. L'élaboration du dispositif d'application du principe de responsabilité du Secrétariat en matière d'informatique et de communications a commencé en novembre 2022. L'une des principales fonctions du dispositif est d'accorder une certaine marge de manœuvre opérationnelle aux services informatiques officiellement reconnus en tenant compte des différents rôles et responsabilités en matière d'informatique et de communications dans l'ensemble de l'Organisation et en exerçant un contrôle centralisé sur les différentes activités menées dans ce domaine en fonction de leur niveau de maturité.

178. Le dispositif définit notamment des normes et des indicateurs clés de performance en matière d'informatique et de communications et prévoit leur adoption dans l'ensemble du Secrétariat en vue de la désignation de services informatiques officiellement reconnus par le (la) Directeur(trice) général(e) de l'informatique et des communications.

179. Au paragraphe 591 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse figurer une définition claire des fonctions et responsabilités du (de la) Directeur(trice) général(e) de l'informatique et des communications dans le dispositif de gouvernance et d'application du principe de responsabilité en matière d'informatique et de communications.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai : Premier trimestre de 2024

180. Le dispositif d'application du principe de responsabilité en matière d'informatique et de communications définira les attributions de chacun en ce qui concerne les activités menées dans le domaine de l'informatique et des communications dans l'ensemble du Secrétariat, y compris les fonctions et les responsabilités du (de la) Directeur(trice) général(e) de l'informatique et des communications. Cela permettra d'exercer un contrôle centralisé des activités menées dans ce domaine et d'accorder une marge de manœuvre opérationnelle aux services informatiques officiellement reconnus selon leur niveau de maturité.

181. Au paragraphe 596 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie la composition des organes de gouvernance informatique afin d'assurer une représentation suffisante et appropriée dans les comités et qu'elle veille à ce que ces organes se réunissent à la fréquence requise, conformément à leur mandat.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2023

182. La composition des organes de gouvernance informatique est en cours de renouvellement et leurs mandats seront revus (y compris ceux des comités techniques concernés) afin de garantir que ces organes se réunissent à la fréquence requise.

183. Au paragraphe 601 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse les domaines de la cybersécurité devant relever d'une fonction de gouvernance centralisée et qu'elle encourage toutes les entités à participer aux initiatives mondiales en matière de cybersécurité afin d'accroître la visibilité de la cybersécurité et de la renforcer.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2024

184. Des domaines particuliers relevant d'une fonction de gouvernance centralisée ont été recensés et des outils et mécanismes de suivi de la performance ont été déployés ou sont en cours de déploiement dans le cadre d'initiatives mondiales : a) formations de sensibilisation à la sécurité de l'information et exercices de simulation proactifs ; b) réponses aux avis de sécurité qui exigent, par exemple, de faire le point sur les conditions de sécurité ; c) respect des procédures de contrôle des accès ; d) compartimentation du réseau ; e) signalement des atteintes à la sécurité et interventions apportées ; f) gestion proactive des vulnérabilités ; g) mise en œuvre complète et exploitation de la solution de chasse aux menaces informatiques.

185. Au paragraphe 607 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un programme de travail décrivant les ressources nécessaires en matière de personnel et de technologie aux fins de la mise en œuvre complète de la compartimentation du réseau et de la solution de chasse aux menaces informatiques.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai : Quatrième trimestre de 2024

186. Il est actuellement procédé à la mise en œuvre de la compartimentation du réseau dans l'ensemble du Secrétariat de l'ONU au moyen des ressources existantes. Le suivi des progrès réalisés s'inscrit dans le cadre d'un projet géré à l'échelle mondiale. Il a été demandé aux entités de déterminer les ressources supplémentaires nécessaires dans le cadre du processus d'établissement du budget, le cas échéant, et d'ériger au rang de priorité la mise en œuvre de la solution de chasse aux menaces informatiques dans leurs plans de travail respectifs.

B. Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports antérieurs sur l'Organisation des Nations Unies

Vue d'ensemble

187. Au paragraphe 9 de sa résolution 77/253 A, l'Assemblée générale a prié de nouveau le Secrétaire général de donner, dans ses rapports sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, une explication détaillée des retards d'application de ces recommandations, en particulier celles qui remontaient à deux ans ou plus.

188. À l'annexe I de son rapport sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (A/78/5 (Vol. I), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application, au 31 décembre 2022, des 262 recommandations qu'il avait formulées dans ses huit rapports antérieurs. Au total, 111 (42 %) de ces 262 recommandations avaient été intégralement appliquées, 11 (4 %) étaient devenues caduques et 140 (54 %) étaient en cours d'application.

189. Le tableau 3 donne un aperçu de l'état d'application, au mois de décembre 2022, des recommandations formulées par le Comité dans ses huit rapports antérieurs sur l'Organisation : le taux d'application global est de 65 %, et 12 % des recommandations ont été clôturées par le Comité ou sont devenues caduques.

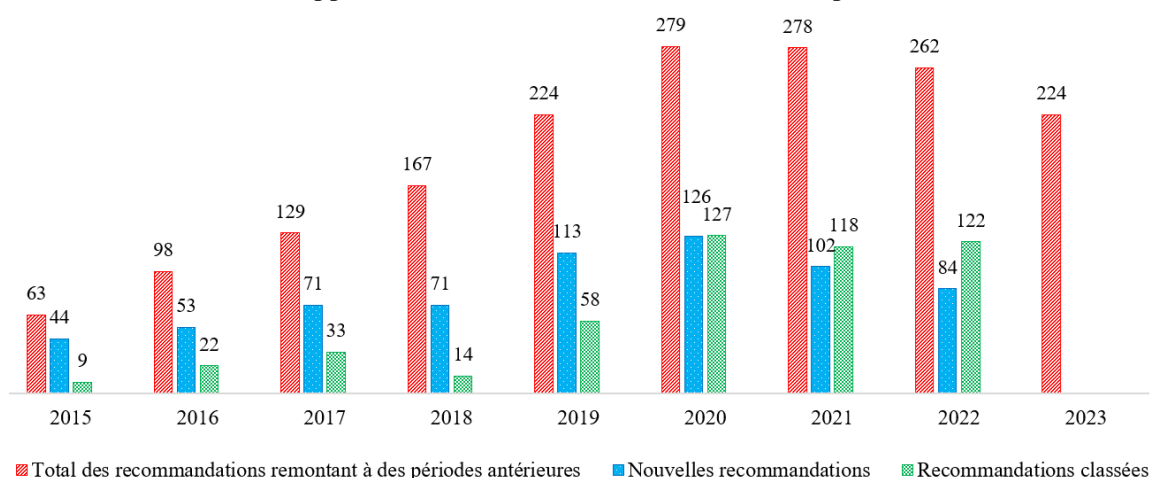
Tableau 3

État d'application, au 31 décembre 2022, des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports antérieurs sur l'Organisation des Nations Unies

<i>Exercice et rapport concernés</i>	<i>Nombre total de recommandations formulées pour chaque exercice</i>	<i>Recommandations appliquées depuis l'exercice où elles ont été formulées</i>	<i>Recommandations clôturées par le Comité ou devenues caduques</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Recommandations non appliquées</i>
2014 (A/70/5 (Vol. I), chap. II)	26	18 (69 %)	8 (31 %)	–	–
2015 (A/71/5 (Vol. I), chap. II)	44	29 (66 %)	9 (20 %)	6 (14 %)	–
2016 (A/72/5 (Vol. I), chap. II)	53	40 (75 %)	12 (23 %)	1 (2 %)	–
2017 (A/73/5 (Vol. I), chap. II)	71	59 (83 %)	11 (16 %)	1 (1 %)	–
2018 (A/74/5 (Vol. I), chap. II)	71	54 (76 %)	9 (13 %)	8 (11 %)	–
2019 (A/75/5 (Vol. I), chap. II)	113	81 (72 %)	12 (10 %)	20 (18 %)	–
2020 (A/76/5 (Vol. I), chap. II)	126	78 (62 %)	10 (8 %)	38 (30 %)	–
2021 (A/77/5 (Vol. I), chap. II)	102	33 (32 %)	3 (3 %)	66 (65 %)	–
Total	606	392 (65 %)	74 (12 %)	140 (23 %)	–

190. La figure illustre les tendances générales en matière d'application des recommandations formulées par le Comité dans ses rapports sur l'ONU (volume I) portant sur les exercices 2015 à 2022. L'Administration s'étant employée à clôturer les recommandations, le nombre de recommandations remontant à des exercices antérieurs a diminué au cours des trois derniers exercices.

Tendances en matière d'application des recommandations formulées par le Comité, 2015-2022



191. On trouvera dans le tableau 4 l'état d'application, au mois d'août 2023, des 140 recommandations que le Comité avait considérées comme étant en cours d'application au mois de décembre 2022.

Tableau 4

État d'application des recommandations remontant à des exercices antérieurs considérées comme non entièrement appliquées dans l'annexe I du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(Nombre de recommandations)

Entité(s) responsable(s)	Recommandations dont la clôture est demandée		Recommandations en cours d'application		Délai fixé	Délai non fixé
	Total	Recommandations non acceptées				
Département des affaires économiques et sociales	3	—	—	3	3	—
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	59	18	—	41	41	—
Département de l'appui opérationnel	4	1	—	3	3	—
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	7	—	—	7	7	—
Département de la sûreté et de la sécurité	1	1	—	—	—	—
Bureau de la coordination des activités de développement	18	12	—	6	6	—
Commission économique pour l'Afrique	1	—	—	1	1	—
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	5	2	—	3	3	—
Bureau de l'informatique et des communications	17	3	—	14	14	—
Bureau des Nations Unies pour les partenariats	1	1	—	—	—	—
Plusieurs entités	24	6	—	18	18	—
Total	140	44	—	96	96	—

192. Comme indiqué dans le tableau 4, au mois d'août 2023, 44 des 140 recommandations que le Comité avait considérées comme étant en cours d'application avaient fait l'objet d'une demande de clôture et 96 étaient en cours d'application. Il était prévu que 56 de ces 96 recommandations soient appliquées avant la fin de 2023, 38 en 2024 et 2 en 2025.

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2015²

193. **Au paragraphe 126 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'assure que les données saisies dans le module de gestion d'Umoja relatif aux biens immobiliers étaient exhaustives et qu'elle veille à la mise en place de dispositifs de contrôle adéquats pour en garantir la qualité.**

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2017
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

194. Cette recommandation est en cours d'application. L'Administration travaille à la publication d'orientations sur l'utilisation de mesures normalisées relatives aux biens immobiliers.

195. **Au paragraphe 135 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des catégories de coûts normalisées applicables dans tous les lieux d'affectation, de sorte à accentuer la transparence et rendre compte des coûts immobiliers par fonctionnaire propres à chacun des lieux d'affectation.**

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2018
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

196. Cette recommandation est en cours d'application. L'Administration procède actuellement à une analyse de la disponibilité des données pouvant être utilisées pour ventiler les coûts pour chaque lieu d'affectation, ainsi qu'à une étude de l'applicabilité de ces données.

197. **Au paragraphe 141 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un ensemble commun d'indicateurs de résultats pour aider à étalonner les résultats obtenus dans chaque lieu d'affectation.**

² A/71/5 (Vol. I), chap. II.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2018
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

198. Cette recommandation est en cours d'application. L'Administration procède actuellement aux évaluations, analyses et étalonnages nécessaires.

199. Au paragraphe 169 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse des indicateurs pour la gestion des affaires disciplinaires. Ces indicateurs devraient couvrir : a) la proportion des renvois menant à l'ouverture d'une affaire ; b) le temps s'écoulant entre le renvoi et l'ouverture de l'affaire ; c) la durée globale des affaires ; d) l'issue des affaires. Ces indicateurs devraient contribuer à améliorer les processus de renvoi et de gestion des affaires.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2019
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2024

200. Un exercice faisant participer diverses parties prenantes et visant à recueillir des données sur les délais de traitement des affaires disciplinaires a débuté en mai 2023. Les données qui sont actuellement recueillies serviront à orienter l'élaboration d'indicateurs relatifs au traitement des affaires.

201. Au paragraphe 256 de son rapport, le Comité a recommandé d'incorporer officiellement le cadre juridique concernant l'octroi de fonds aux partenaires dans le Règlement financier et les règles de gestion financière.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2024

202. L'Administration s'attelle à déterminer le moment opportun pour soumettre une nouvelle proposition à l'Assemblée générale, compte étant tenu des autres révisions du Règlement financier et des règles de gestion financière qui pourraient être nécessaires.

203. Au paragraphe 264 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un cadre commun de gestion des partenaires, fondé sur des principes, qui précise les principales procédures à appliquer par toutes les

entités du Secrétariat. Il a indiqué que, pour faciliter l'élaboration du cadre commun, le Secrétariat devrait procéder à un examen de toutes les étapes du cycle de gestion des projets, qui comprenait notamment des consultations avec les principaux intéressés et un examen de toutes les pratiques en vigueur.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Troisième trimestre de 2017
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

204. Un cadre directeur commun est en cours d'élaboration, qui donne lieu à des consultations internes.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2016³

205. Au paragraphe 205 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère la définition et l'exercice du rôle de la Division des services médicaux en matière de contrôle technique, de supervision et d'application des normes médicales à l'échelle du système, en s'appuyant sur les recommandations du Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Troisième trimestre de 2018
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

206. Ses annexes ayant été approuvées, le mémorandum d'accord complet conclu avec les entités concernées a été finalisé en juin 2023. Le projet de politique relative au contrôle technique devrait être prêt d'ici au 30 septembre 2023. Il fera ensuite l'objet de consultations.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2017⁴

207. Au paragraphe 81 de son rapport, le Comité a recommandé que la Trésorerie de l'ONU officialise la participation des différentes entités au fonds principal de gestion centralisée des liquidités par le truchement d'accords écrits avec elles.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne

³ A/72/5 (Vol. I), chap. II.

⁴ A/73/5 (Vol. I), chap. II.

Délai initial : Quatrième trimestre de 2022
Délai révisé : Quatrième trimestre de 2023

208. La Trésorerie de l'ONU travaille de concert avec diverses parties prenantes sur cette question. L'examen de la liste des entités participant au fonds principal de gestion centralisée des liquidités est en cours, lequel permettra de déterminer les cas où la signature d'accords est nécessaire. Une fois celui-ci terminé, des accords écrits seront conclus avec les entités concernées.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2018⁵

209. **Au paragraphe 103 de son rapport, le Comité a recommandé que les informations relatives aux enfants à charge survivants soient prises en compte séparément dans les données relatives aux retraités afin que le calcul de la différence d'âge entre les conjoints soit correct. Il a également recommandé que l'Administration passe en revue les 643 cas pour lesquels il n'était pas possible de savoir si les participants étaient des retraités ou des personnes à charge survivantes, qu'elle détermine la situation de chaque participant concerné et qu'elle clarifie les données à ce sujet.**

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai initial : Premier trimestre de 2020
Délai révisé : Quatrième trimestre de 2023

210. L'Administration continue d'assurer un suivi manuel de ces cas et elle en tiendra compte dans l'évaluation actuarielle complète qui sera arrêtée à la fin de 2023.

211. **Au paragraphe 132 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les mécanismes utilisés par les tiers administrateurs pour signaler les lacunes relevées dans la qualité et la normalisation des données et qu'elle rationalise les éléments de données qui figurent dans les rapports relatifs aux prestations versées pour pouvoir vérifier l'identité des adhérents et le montant des dépenses, déceler les signaux d'alerte et parvenir à un classement correct et global des demandes de remboursement.**

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai initial : Quatrième trimestre de 2020
Délai révisé : Premier trimestre de 2024

212. L'Administration a recensé les obligations en matière de communication de l'information, notamment en ce qui concerne les données couramment utilisées dans le secteur de l'assurance maladie, et en a tenu compte dans les accords envisagés avec les tiers administrateurs. Ces données permettront de vérifier l'identité des adhérents

⁵ A/74/5 (Vol. I), chap. II.

et le montant des dépenses, de déceler les signaux d'alerte et de parvenir à un classement correct et global des demandes de remboursement. Ces informations seront également utiles dans le cadre des audits des régimes et des exercices de souscription menés par l'Administration. L'Administration assure un suivi actif auprès des tiers administrateurs afin d'obtenir de leur part des observations finales sur les projets d'accords types.

213. Au paragraphe 142 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures pour imposer à tous les tiers administrateurs de lui signaler tous les cas de fraude ou de présomption de fraude, et ce, dès qu'ils les ont constatés.

<i>Entités responsable :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2019
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

214. Il est désormais tenu compte des obligations de signalement dans les accords envisagés avec les tiers administrateurs, notamment le fait que ces derniers doivent prendre toutes les mesures possibles pour confirmer et documenter les présomptions de fraude, de quelque nature qu'elles soient, ou pour les infirmer. L'Administration assure un suivi actif auprès des tiers administrateurs afin d'obtenir de leur part des observations finales sur les projets d'accords types.

215. Au paragraphe 193 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration améliore le système de prévision des flux de trésorerie et évalue les besoins de liquidités afin d'améliorer la gestion de la trésorerie et de faciliter la prise de décisions optimales en matière d'investissements.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

216. L'Administration a pris les mesures suivantes : a) estimations des entrées et sorties quotidiennes de trésorerie prévues sur six semaines (les estimations s'appuient sur les données Umoja relatives aux investissements arrivant à échéance, aux décaissements approuvés et aux sorties de trésorerie passées) ; b) poursuite de l'estimation des entrées et sorties mensuelles prévues sur 12 mois, compte tenu des sorties passées ; c) communication, par la Caisse, des montants des décaissements approuvés selon la règle dite T+3 ; d) établissement d'un modèle de financement en flux tendus qui permet de réduire les montants détenus sur les comptes bancaires opérationnels et d'accroître de ce fait les montants pouvant être investis ; e) mise à disposition, le jour même, des informations relatives aux contributions reçues.

217. Les pièces justificatives correspondantes ont été mises à la disposition du Comité. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

218. Au paragraphe 212 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à un examen de son programme de couverture, conclue des accords sur le modèle fourni par l'International Swaps and Derivatives Association avec davantage de contreparties et revoie la pratique consistant à répartir équitablement les contrats entre les contreparties afin de bénéficier des taux les plus compétitifs du marché tout en limitant le risque de crédit, conformément aux directives en vigueur.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

219. Un examen du programme de couverture a été entrepris et les directives relatives à la couverture des risques de change ont été mises à jour, l'objectif étant que chaque opération à terme soit exécutée au taux le plus compétitif. Cette approche a été mise en œuvre dans le cadre du programme de couverture depuis l'exercice 2020. De plus, le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget cherche à conclure des accords sur le modèle fourni par l'International Swaps and Derivatives Association avec d'autres contreparties que les trois avec lesquelles l'Organisation traite actuellement. La Trésorerie de l'ONU travaille avec le Bureau des affaires juridiques à la négociation d'un accord avec une banque qui pourrait être une autre contrepartie.

220. Au paragraphe 303 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette à niveau les ressources informatiques du Service des organisations non gouvernementales afin d'assurer un traitement efficace et rapide des nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ainsi que des rapports quadriennaux, dont le nombre ne cesse de croître. Le Département des affaires économiques et sociales devrait également assurer le suivi des initiatives mises en œuvre par les organisations non gouvernementales à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires économiques et sociales
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Troisième trimestre de 2024

221. Une nouvelle évaluation des délais nécessaires pour achever la migration des données, les tests, la formation des utilisateurs et le perfectionnement du système a montré qu'il fallait plus de temps pour les mener à bien. Il ne serait en outre pas idéal qu'un nouveau système soit mis en place au début de 2024 pendant les sessions ordinaires et les reprises des sessions du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Le délai révisé pour l'application complète de cette recommandation a donc été fixé au troisième trimestre de 2024.

222. **Au paragraphe 372 de son rapport, le Comité a recommandé que la Section des archives et de la gestion des dossiers se mette en relation avec les personnes référentes dans les départements, bureaux et missions pour que le plan d'archivage de ces derniers soit établi et qu'il soit ensuite examiné par la Section.**

Entité(s) responsable(s) : Département de l'appui opérationnel
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Moyenne
Délai initial : Quatrième trimestre de 2020
Délai révisé : Sans objet

223. Toutes les entités ont soumis des plans d'archivage approuvés. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

224. **Au paragraphe 576 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'attache à éviter les retards dans l'exécution du projet, en particulier pour les activités relevant de son chemin critique, de façon à se prémunir contre le risque d'une augmentation des coûts.**

Entité(s) responsable(s) : Commission économique pour l'Afrique
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai initial : Quatrième trimestre de 2023
Délai révisé : Aucun changement

225. Les principales activités constitutives du chemin critique du projet de rénovation de l'Africa Hall sont les suivantes : a) conception et établissement de la documentation correspondante (y compris les achats) ; b) travaux de construction ; c) livraison et levée des réserves. La Commission économique pour l'Afrique continue de s'employer à limiter les retards dans l'exécution des activités susmentionnées et à éviter l'augmentation des coûts. Les mesures suivantes ont été prises : a) négociation avec l'entreprise proposée en vue de réduire la durée de mise en œuvre de 25 % ; b) suivi mensuel du calendrier d'exécution du projet ; c) révision trimestrielle du calendrier d'exécution avec les parties prenantes ; d) suivi strict du respect des échéances par les fournisseurs, notamment au moyen d'un point hebdomadaire ; e) planification à rebours de toutes les tâches exécutées au niveau des équipes ; f) réunions hebdomadaires avec les acteurs clés (tenues depuis 2020).

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2019⁶

226. **Au paragraphe 61 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à un examen approfondi des coûts recouvrés dans le fonds de recouvrement des coûts (10RCR) pour s'assurer qu'ils étaient raisonnables.**

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : En cours d'application

⁶ A/75/5 (Vol. I), chap. II.

<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

227. L'Administration a fait figurer dans ses notes d'orientation annuelles publiées en octobre 2022 des instructions sur l'utilisation du solde des fonds et sur les excédents. Elle assure également un suivi auprès des différents prestataires de services pour veiller à ce que leurs soldes excédentaires soient utilisés conformément à ces notes d'orientation.

228. Au paragraphe 79 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration révisé le cadre régissant les dépenses d'appui aux programmes et les instructions connexes, en consultation avec les entités, afin que des informations transparentes sur les produits et les charges soient disponibles en temps voulu et que les pratiques relatives à l'établissement des plans de dépenses soient harmonisées entre les entités.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

229. L'Administration a établi le premier projet de directives sur la gestion des dépenses d'appui aux programmes, qui a été diffusé pour examen interne. La prochaine étape consistera à mettre à jour le document et à le diffuser largement auprès de toutes les parties prenantes concernées en vue de consultations.

230. Au paragraphe 90 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration achève d'harmoniser les catégories de dépenses d'Umoja avec celles du budget dans un délai raisonnable.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

231. L'Administration prend des mesures pour appliquer cette recommandation afin d'assurer une meilleure adéquation entre le budget et les dépenses effectives concernant les consultants et les vacataires. L'harmonisation devrait être achevée d'ici au deuxième trimestre de 2024 avec la publication du projet de budget-programme pour 2025.

232. Au paragraphe 129 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration formule des directives officielles concernant la gestion des fonds présentant des soldes négatifs dans le fonds de gestion centralisée des liquidités et qu'elle mette en place un mécanisme d'examen périodique des fonds présentant des soldes négatifs.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

233. L'Administration procède chaque mois à un examen des soldes des liquidités visant à repérer les fonds qui présentent un solde négatif et elle informe les responsables concernés s'il est nécessaire qu'ils prennent des mesures correctrices. Des directives officielles seront arrêtées avant la fin de 2023.

234. Au paragraphe 142 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne avec les autres entités participant aux régimes d'assurance maladie pour mettre en place des mécanismes de contrôle efficaces de l'exactitude des registres d'affiliation et des cotisations.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

235. Ni le Secrétariat de l'ONU ni le groupe de travail du système des Nations Unies spécifiquement créé aux fins de cet exercice ne continueront à chercher à recenser de tels cas. Moins de 20 correspondances ont été recensées par le Secrétariat lors des activités préparatoires menées en prévision de l'évaluation actuarielle complète de 2021. Les chiffres obtenus par d'autres entités des Nations Unies étaient aussi négligeables. Les conclusions pertinentes du groupe de travail et du Secrétariat de l'ONU ont été présentées au Comité. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

236. Au paragraphe 204 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures sans tarder pour modifier et promulguer les circulaires du Secrétaire général afin de préciser les attributions et les responsabilités du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et du Département de l'appui opérationnel.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2024

237. Les projets de circulaires du Secrétaire général continuent de faire l'objet d'un examen juridique et les versions définitives devraient être promulguées au cours du premier semestre de 2024.

238. Au paragraphe 210 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse clairement les attributions et responsabilités du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et du Département de l'appui opérationnel, notamment les pouvoirs décisionnels, pour ce qui était de toutes les opérations et de tous les projets relatifs aux ressources humaines, afin d'éviter toute confusion pour les clients qu'ils avaient en commun.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2024

239. Les projets de circulaires du Secrétaire général continuent de faire l'objet d'un examen juridique et les versions définitives devraient être promulguées au cours du premier semestre de 2024. Les attributions et les responsabilités du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et du Département de l'appui opérationnel ont été décrites par le Secrétaire général dans des rapports publiés en 2018 et approuvés par l'Assemblée générale, ainsi que dans les budgets-programmes correspondants aux exercices ultérieurs.

240. Au paragraphe 227 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse les critères déterminant ce qui constitue une « entité » et indique les entités sur lesquelles portait le dispositif de délégation des pouvoirs visé dans la circulaire du Secrétaire général publiée sous la cote [ST/SGB/2019/2](#).

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

241. L'Administration a défini des critères plus précis déterminant ce qui constitue une « entité » dans le contexte du dispositif de délégation des pouvoirs. Il en sera tenu compte dans la circulaire révisée publiée sous la cote [ST/SGB/2019/2](#), qui fait actuellement l'objet d'un dernier examen. Les critères en question ont déjà été appliqués pour déterminer si les chefs de bureaux ou d'unités nouvellement créés doivent recevoir une délégation de pouvoirs de la part du Secrétaire général, ainsi que pour déterminer quelles sont les entités qui sont exclues du dispositif de délégation de pouvoirs. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

242. Au paragraphe 229 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine rapidement les pouvoirs que le Secrétaire général avait délégués aux entités exclues du dispositif.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

243. L'Administration a achevé l'examen des entités qui avaient été exclues du dispositif de délégation de pouvoirs en 2019 sur la base de critères précis. Cette réévaluation a donné lieu à une délégation de pouvoirs à une entité précédemment exclue. Les résultats ont été consignés dans un répertoire que l'Administration mettra à jour à mesure que de nouvelles entités seront créées. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

244. Au paragraphe 237 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'attache à préciser les ressources pour lesquelles des pouvoirs étaient délégués ou sous-délégués et consigne les informations y relatives.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

245. La politique révisée de délégation de pouvoirs comprendra une nouvelle section où seront décrits en détail les scénarios dans lesquels une entité prend des décisions (c'est-à-dire exerce le pouvoir qui lui est délégué) au nom d'une autre entité. La circulaire révisée du Secrétaire général publiée sous la cote [ST/SGB/2019/2](#) et les instruments de délégation seront bientôt finalisés et la politique révisée fait l'objet d'un dernier examen.

246. Au paragraphe 249 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère la révision de la circulaire du Secrétaire général publiée aux fins de la décentralisation de la prise de décisions afin de l'aligner sur la procédure suivie pour la délégation de pouvoirs.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

247. La politique révisée fait l'objet d'un dernier examen. En parallèle, l'Administration s'efforce d'améliorer le portail de délégation de pouvoirs afin que l'instrument de délégation de pouvoirs révisé puisse être adopté dès la publication de la politique révisée. Le portail amélioré contribuera à garantir un processus plus souple pour les futures mises à jour. La recommandation ayant été réitérée au paragraphe 455 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2022 ([A/78/5 \(Vol. I\)](#), chap. II), l'Administration considère qu'elle est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer.

248. Au paragraphe 251 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine au plus tôt l'évolution de la charge de travail et des responsabilités résultant du renforcement de la délégation de pouvoirs dans l'ensemble de l'Organisation, afin de mieux éclairer la politique de délégation de pouvoirs et la planification des ressources.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

249. L'Administration a déjà appliqué certaines parties de cette recommandation par divers moyens : a) une enquête menée par le Comité des clients des services de gestion dans laquelle il était demandé aux entités d'évaluer elles-mêmes l'évolution de leur charge de travail ; b) un exercice d'évaluation mené par le BSCI dans lequel il était précisé qu'il était impossible de distinguer l'impact sur la charge de travail résultant du nouveau dispositif de délégation des pouvoirs de celui découlant d'autres facteurs. Pour mieux répondre aux problèmes que certaines entités peuvent avoir rencontrés au moment de prendre des décisions dans certains domaines, la circulaire révisée du Secrétaire général institue une nouvelle possibilité pour les chefs d'entités, celle de sous-déléguer certains pouvoirs au chef d'une autre entité qui est mieux à même d'exercer ces pouvoirs. Il en sera tenu compte dans la circulaire révisée du Secrétaire général publiée sous la cote [ST/SGB/2019/2](#), qui fait actuellement l'objet d'un dernier examen.

250. Au paragraphe 263 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère l'élaboration des critères de révocation des pouvoirs délégués et d'autres mesures correctrices, établisse et mette en place un programme de suivi interne de la séparation des tâches et mette au point un mécanisme permettant de recenser et de consigner les enseignements tirés, en vue d'une amélioration ultérieure.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

251. Les critères de révocation des pouvoirs délégués et d'autres mesures correctrices sont en cours d'élaboration dans le cadre du mécanisme d'intervention prévu au titre du dispositif d'application du principe de responsabilité, qui sera mis à l'essai en 2023.

252. Chaque trimestre, l'Administration procède dans toutes les entités à des contrôles concernant la séparation des tâches dans l'optique de la délégation de pouvoirs, et elle considère donc que cette partie de la recommandation a déjà été appliquée.

253. Au paragraphe 340 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse en sorte que la solution informatique prévue aux fins du suivi des délais de recrutement, qui devrait être déployée selon un calendrier défini à l'avance, couvre toutes les étapes du processus de recrutement.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

254. Les besoins opérationnels et techniques concernant le modèle d'informatique décisionnelle relatif aux données de recrutement, dont dépendent les améliorations du tableau de bord de gestion, sont actuellement examinés dans l'optique de l'élaboration du modèle. L'échéance de décembre 2023 devrait rester valable, sous réserve d'un examen global et des priorités établies en matière d'élaboration de modèles d'informatique décisionnelle.

255. Au paragraphe 366 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures pour maintenir la structure binaire de gestion des ressources humaines, en établissant une distinction entre la formulation des politiques et l'appui consultatif grâce à la structure à plusieurs niveaux mise en place pour la réception des demandes et la fourniture de conseils aux entités de l'ensemble du Secrétariat, et garantisse l'intégrité et l'exhaustivité des données relatives aux demandes de conseil saisies par le Département de l'appui opérationnel et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2024

256. Les circulaires du Secrétaire général sur le Département de l'appui opérationnel et le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité font l'objet d'un examen juridique et elles devraient être promulguées au cours du premier semestre de 2024.

257. Au paragraphe 392 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse une distinction entre les directives opérationnelles d'une part, que les fonctionnaires doivent appliquer en exerçant leur jugement professionnel et en se servant de leurs connaissances spécialisées, et les politiques obligatoires d'autre part, et qu'elle publie des orientations ou des politiques en matière d'achat en tenant compte de cette distinction.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

258. L'Administration reste déterminée à appliquer cette recommandation et poursuit l'action menée afin qu'une distinction soit faite entre les politiques obligatoires et les directives opérationnelles et à ce qu'il soit tenu compte de cette distinction dans le cadre de la publication d'orientations ou de politiques en matière d'achat. Les travaux se poursuivent, l'objectif étant de publier une instruction administrative.

259. Au paragraphe 420 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place un mécanisme permettant de surveiller la création et la composition des comités locaux de contrôle du matériel.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Troisième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

260. L'instruction administrative est en phase de révision finale et sera bientôt promulguée.

261. Au paragraphe 433 de son rapport, le Comité a également recommandé que l'Administration poursuive ses efforts et étudie les moyens d'améliorer encore l'entrée des ressources nécessaires au fonctionnement harmonieux et optimal du système redynamisé des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

262. À la suite de la table ronde avec le Secrétaire général coorganisée par les États-Unis et le Kenya, le Bureau de la coordination des activités de développement a poursuivi ses efforts de sensibilisation et de mobilisation des ressources. Il les a même

intensifiés à l'approche du débat du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles de développement, qui se tiendra du 23 au 25 mai 2023. Ces efforts ont non seulement permis de mobiliser davantage de ressources par rapport à l'année dernière à la même époque, ils ont aussi fait en sorte que les engagements ont été transformés en liquidités plus tôt que l'année dernière. Ainsi, au 2 août 2023, 22 des 45 donateurs (dont certains membres du Groupe des 77) avaient versé des contributions ou pris des engagements fermes ou des engagements préalables. Des liens stratégiques ont par ailleurs été établis avec le Groupe des 77 et le Conseil de coopération du Golfe afin d'obtenir leur adhésion ainsi que des contributions nominales. Le Bureau s'est aussi efforcé de communiquer davantage avec les États Membres et il a élaboré, dans ce cadre, cinq études de cas illustrant des partenariats entre le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les gouvernements hôtes dans divers contextes, l'objectif étant de mettre en évidence la valeur ajoutée du système et d'aider les donateurs à plaider en faveur du financement du système auprès de leurs capitales respectives. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

263. Au paragraphe 461 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue de collaborer avec les équipes de pays des Nations Unies de sorte que de nouvelles analyses communes de pays soient établies en temps utile et les analyses existantes mises à jour dans les meilleurs délais.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

264. L'Administration a collaboré en continu avec les équipes de pays des Nations Unies pour veiller à ce que de nouvelles analyses de pays soient établies en temps utile et que les analyses existantes soient mises à jour dans les meilleurs délais. Des progrès notables ont ainsi été constatés à la fin de 2022 en ce qui concerne le respect des directives relatives aux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable qui portent sur la mise à jour des analyses communes de pays. L'analyse des données les plus récentes réalisée par le Bureau de la coordination des activités de développement a permis de dégager les conclusions suivantes :

a) Les directives sont pleinement respectées s'agissant des nouvelles analyses communes de pays réalisées avant la formulation d'un plan-cadre de coopération. Pour donner suite aux observations d'audit, le Bureau de la coordination des activités de développement a modifié les directives relatives aux plans-cadres de coopération. Il a notamment clarifié les définitions indicatives et les exigences qui correspondent à des étapes clés et indiqué que la priorité absolue était de favoriser la prise en main du programme par le pays et la consultation étroite entre l'Organisation et le gouvernement concerné ;

b) En ce qui concerne les mises à jour des analyses communes de pays, 72 % des pays qui avaient commencé à mettre en œuvre un plan-cadre de coopération en 2020 ont mis à jour une analyse commune de pays en 2022, ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport au nombre de pays qui avaient effectué une mise à jour depuis l'audit de 2021. Parmi les pays qui ont commencé à mettre en œuvre un plan-cadre de coopération en 2021, 93 % ont mis à jour une analyse commune de pays en 2022, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport au nombre de pays

qui avaient effectué une mise à jour depuis l'audit de 2021. Parmi les pays qui ont commencé à mettre en œuvre un plan-cadre de coopération en 2022, 46 % ont entrepris une mise à jour de l'analyse commune de pays. Cela n'est pas surprenant, car les pays qui commencent à mettre en œuvre un plan-cadre ont effectué une nouvelle analyse commune majeure dans les 12 à 15 mois précédents et ils concentreront leurs efforts sur l'élaboration de plans de travail communs.

265. Comme indiqué plus haut, le Bureau de la coordination des activités de développement a collaboré avec les équipes de pays des Nations Unies, investi beaucoup d'efforts et réalisé des progrès notables année après année. Il a en outre mis en place le mécanisme qui lui permet de mesurer les améliorations qui sont faites en continu. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

266. Au paragraphe 488 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'emploie à ce que l'on précise à qui revient la responsabilité de prendre des mesures pour promouvoir l'adoption des principes relatifs à la satisfaction des clients et au calcul des coûts et des prix, et que les consultations et les échanges menés avec les autres entités des Nations Unies soient plus nombreux, de sorte que ces dernières adhèrent aux principes et qu'il soit possible de répondre à leurs éventuelles préoccupations.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

267. En août 2023, 26 des 35 entités des Nations Unies (74 %) avaient signé les principes relatifs à la satisfaction des clients et les principes relatifs au calcul des coûts et des prix. Sur les neuf entités qui n'ont pas encore signé ces principes, une seule fournit actuellement des services à d'autres entités du système des Nations Unies. Ainsi, 26 des 27 entités qui fournissent des services ont déjà signé les principes. Des efforts sont actuellement déployés pour que l'entité restante signe les principes, de même que les huit entités qui sont susceptibles de fournir des services à l'avenir.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2020⁷

268. Au paragraphe 30 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration optimise l'utilisation du fonds de recouvrement des coûts (10RCR) de façon à faciliter l'exécution des mandats.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

⁷ A/76/5 (Vol. I), chap. II.

269. L'Administration a fait figurer dans ses notes d'orientation annuelles publiés en octobre 2022 des instructions sur l'utilisation du solde des fonds et sur les excédents. Elle assure également un suivi auprès des différents prestataires de services pour veiller à ce que leurs soldes excédentaires soient utilisés conformément à ces notes d'orientation.

270. Au paragraphe 36 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne étroitement avec le Comité des changements Umoja pour ce qui est de l'approbation et de la mise en œuvre des améliorations dans le module BPC afin que l'interface entre les différents modules d'Umoja soit perfectionnée de façon à automatiser entièrement l'établissement des rapports financiers et à assurer une communication efficace des informations financières.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2024

271. À l'issue de consultations entre la Division des finances et la Division du progiciel de gestion intégré, l'Administration a décidé, en raison de priorités concurrentes, de modifier le délai d'application de cette recommandation. Elle continuera d'examiner s'il est possible de procéder à l'intégration complète de tous les modules, l'objectif étant d'automatiser l'établissement des rapports financiers, et conduira notamment à cette fin une analyse coûts-avantages. Elle réexaminera la façon dont la recommandation doit être appliquée et en tiendra informé le Comité.

272. Au paragraphe 49 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration optimise la politique de couverture des prestations liées au rapatriement et revoie périodiquement le taux de couverture afin de maintenir la réserve à un niveau raisonnable.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2024

273. L'Administration continue d'examiner la politique de couverture des prestations liées au rapatriement et devrait faire des propositions dans un avenir proche.

274. Au paragraphe 78 de son rapport, Le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan justifie dûment les réaffectations de ressources budgétaires en appliquant scrupuleusement les dispositions du Manuel des coûts et coefficients standard relatives aux véhicules et aux ordinateurs portables.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Sans objet
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

275. Conformément aux orientations fournies par le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget, la Mission a justifié les réaffectations de ressources budgétaires en appliquant scrupuleusement les dispositions du Manuel des coûts et coefficients standard relatives aux véhicules et aux ordinateurs portables. Les dotations réelles en véhicules et ordinateurs portables sont basées sur les besoins opérationnels propres à la Mission. Comme l'a demandé l'Assemblée générale, des justifications précises sur les dotations supérieures aux coefficients standard figurent dans les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales [A/78/6 (Sect.3)/Add.1, par. 88 g) et 89 l)]. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

276. Au paragraphe 107 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration officialise les procédures de gestion de la trésorerie suivant la règle « T+3 », qu'elle définisse clairement les responsabilités des caissiers au Siège de l'Organisation et dans les bureaux locaux et qu'elle prenne des mesures pour accélérer la modification des droits d'accès des caissiers dans Umoja et la mise au point du nouveau modèle de gestion des états de paie.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

277. De nouveaux droits d'accès à Umoja ont été élaborés pour les caissiers et soumis à l'équipe de direction qui doit les examiner et les approuver. Une fois qu'ils auront été approuvés, la documentation d'ensemble sera arrêtée et soumise à l'équipe de direction qui l'examinera et l'approuvera.

278. Au paragraphe 120 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration définisse des normes précises pour la sélection des contrepartistes et veille à ce que le processus décisionnel soit bien étayé.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

279. Des critères régissent la sélection des contrepartistes, qui viendront s'ajouter aux normes déjà établies (notamment celles sur la notation et le statut de courtier opérant sur le marché primaire), sont en cours d'élaboration et d'examen. La recommandation devrait être intégralement appliquée d'ici décembre 2023.

280. Au paragraphe 126 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration sélectionne les dépositaires de manière plus transparente et plus concurrentielle et qu'elle conserve tous les documents relatifs à ce processus décisionnel.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2024

281. En collaboration avec la Division des achats, le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget entend lancer une procédure d'appel à la concurrence pour la sélection de dépositaires. Le Bureau est en train de finaliser le cahier des charges y afférent.

282. Au paragraphe 131 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration entretienne une communication étroite avec le Comité des changements Umoja et qu'elle établisse et exécute un plan de travail clair pour remédier au plus vite à l'absence d'interface entre Bloomberg et Umoja.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

283. Depuis octobre 2022, une interface entre Bloomberg et Umoja est en service pour les opérations de change. La deuxième phase du projet est en cours d'essai.

284. Au paragraphe 147 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration, en coordination avec les administrateurs tiers, procède à une évaluation des coûts d'accès au Régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement dans certains lieux d'affectation hors Siège (fonctionnaires actifs et retraités), en tenant compte de la situation financière actuelle du régime et de l'augmentation du coût des soins de santé dans le monde, afin de garantir la viabilité du régime.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne

Délai initial : Troisième trimestre de 2022
Délai révisé : Quatrième trimestre de 2023

285. L'Administration achève le recrutement du personnel supplémentaire qui sera chargé de veiller à ce que les données recueillies soient transmises au comité chargé de superviser le fonctionnement du Régime d'assurance médicale et d'apporter les changements nécessaires au Régime afin d'en assurer la pérennité.

286. Au paragraphe 158 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration analyse, en coordination avec le département ou le bureau concerné, les raisons pour lesquelles certains biens restaient inutilisés, qu'elle utilise activement les actifs inutilisés et mette hors service ceux qui étaient inutilisables, et qu'elle prenne des mesures plus proactives pour éviter toute obsolescence à l'avenir.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Élevée
Délai initial : Premier trimestre de 2022
Délai révisé : Sans objet

287. Les entités du Secrétariat de l'ONU mettent en permanence à jour leurs registres de matériel, appliquent des mesures proactives pour améliorer l'utilisation de leurs actifs et procèdent à l'évaluation de leurs plans d'achat pour garantir une meilleure utilisation des ressources et éviter tous achats inutiles. Elles examinent les données, analysent et explicitent, éléments probants à l'appui, les raisons pour lesquelles chaque article ou groupe d'articles a été déclaré inutilisé et prennent des mesures correctrices, le cas échéant, afin d'éviter à l'avenir l'accumulation d'articles inutilisés. Les articles à rotation lente et les articles obsolètes sont comptabilisés en pertes et cédés conformément aux dispositions encadrant la délégation de pouvoirs. Les entités s'emploient en particulier à appliquer des mesures visant à améliorer en permanence la qualité des registres de matériel et à veiller à ce qu'ils reflètent la réalité. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget a publié des orientations stratégiques et un cadre de performance concernant la gestion du matériel pour l'exercice 2023, ainsi que des orientations complémentaires sur l'amélioration continue de l'utilisation du matériel et de la qualité des registres. Il continue de procéder au suivi de la performance des gestionnaires grâce au cadre de performance établi pour la gestion du matériel. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

288. Au paragraphe 297 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue, par l'intermédiaire du comité mixte de coordination et du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, d'encourager la Fondation pour les Nations Unies à verser plus de ressources directement à l'ONU afin de soutenir les activités de cette dernière.

Entité(s) responsable(s) : Bureau des Nations Unies pour les partenariats
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Élevée
Délai initial : Troisième trimestre de 2022
Délai révisé : Sans objet

289. Conscient de l'importance que revêt cette recommandation, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats continue de s'employer avec détermination, par l'intermédiaire du comité mixte de coordination et du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, ainsi qu'en diverses occasions, notamment lors des réunions qu'il tient régulièrement avec la Fondation des Nations Unies, à souligner combien il importe que le Fondation verse davantage de ressources directement à l'ONU. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

290. Au paragraphe 363 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue de renforcer l'encadrement et le suivi du signalement des cas de dérogation par les entités afin de promouvoir un plus grand respect des obligations en la matière.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

291. L'Administration continue de s'employer à améliorer les instructions qu'elle donne aux entités en ce qui concerne les dérogations qu'elles accordent dans le domaine des ressources humaines en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués. En collaboration avec les responsables des politiques et les responsables fonctionnels, ainsi qu'avec le Bureau de l'informatique et des communications pour ce qui est des aspects techniques, la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité met désormais régulièrement à jour les instructions données aux entités concernant les dérogations qu'elles accordent dans le domaine des ressources humaines en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, et apporte en permanence des améliorations à l'outil de signalement des dérogations (à savoir, le registre des dérogations afférentes aux ressources humaines). En parallèle, l'Administration assure un meilleur suivi du signalement des dérogations, ayant à cette fin renforcé l'indicateur clé de performance visant à vérifier que les dérogations sont signalées en temps voulu (février 2022) et que toutes les dérogations sont bien signalées (avril 2023), lequel indicateur mesure désormais le pourcentage de dérogations consignées dans le registre des dérogations. L'Administration s'emploie en outre à renforcer la composante du mécanisme de suivi de la délégation de pouvoirs permettant la transmission des informations au niveau supérieur et prévoit de l'utiliser à titre expérimental pour le signalement et le suivi des dérogations.

292. Au paragraphe 378 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration remédie au manque de connexions entre les systèmes informatiques afin de favoriser un meilleur suivi des dérogations, en coordination avec les équipes responsables du progiciel de gestion intégré.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Division du progiciel de gestion intégré et Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne

Délai initial : Quatrième trimestre de 2022
Délai révisé : Premier trimestre de 2024

293. L'Administration a soumis le document où figurent les spécifications devant permettre d'intégrer les données issues du registre des dérogations dans la base de données SAP HANA, la phase de développement devant être achevée au premier trimestre 2024.

294. Au paragraphe 419 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration révise les directives relatives aux listes d'aptitude – en prenant en compte les critères de la diversité géographique et de la parité des genres et les possibilités de caducité – afin d'en assurer l'adaptation aux besoins en effectifs prévus, d'y préciser les responsabilités de chacun et chacune en matière de mise à jour et d'y formuler des instructions destinées aux responsables des postes à pourvoir concernant l'engagement de candidats présélectionnés.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai initial : Quatrième trimestre de 2022
Délai révisé : Quatrième trimestre de 2023

295. Le Comité Administration-personnel a pris en 2023 plusieurs décisions importantes concernant la gestion des listes d'aptitude, notamment l'adoption d'une clause d'extinction et la prise en compte de la diversité et des priorités stratégiques en matière d'effectifs dans la gestion de ces listes. Ces décisions sont en cours de mise en œuvre.

296. Au paragraphe 424 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fournisse aux entités des directives les incitant à s'attacher davantage à améliorer l'équité de la représentation géographique.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Moyenne
Délai initial : Sans objet
Délai révisé : Sans objet

297. L'Administration a informé les chefs d'entités des modifications apportées au système des fourchettes souhaitables, qui prendront effet le 1^{er} janvier 2024. Elle a également envoyé à toutes les entités un dossier d'information sur les carrières. Elle leur a également communiqué le plan d'action visant à garantir un recrutement sur une base géographique aussi large que possible. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

298. Au paragraphe 438 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fournisse des directives aux entités concernant l'application,

dans les règles, des exceptions relatives à l'indemnité de cherté de vie, en tenant compte de la nature de l'indemnité elle-même.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

299. Le Département de l'appui opérationnel continue d'élaborer les directrices visant à encadrer les exceptions relatives à l'indemnité de cherté de vie, dans lesquelles figureront les conclusions de l'étude menée récemment par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

300. Au paragraphe 461 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette sur pied un groupe de travail technique chargé d'élaborer dans les meilleurs délais des directives applicables au niveau du Secrétariat.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

301. Un groupe de travail technique a été créé. Il s'est réuni deux fois en 2023. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

302. Au paragraphe 462 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration optimise les procédures de collecte, d'analyse, d'intervention et de notification relatives aux incidents liés à la sécurité et à la santé au travail à travers le Secrétariat.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département de l'appui opérationnel et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

303. L'interface utilisateur du système de notification des incidents touchant à la sécurité au travail a été optimisée et améliorée. Une formation en ligne au système a été proposée à tous les membres de personnel du Secrétariat de l'ONU chargés de la sécurité et de la santé au travail. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

304. Au paragraphe 493 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration apporte son concours aux travaux menés par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable afin de poursuivre l'amélioration du cadre d'indicateurs relatifs aux objectifs.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires économiques et sociales
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2025

305. Pour mettre en œuvre cette recommandation, la Division de statistique a créé, sur le site Web du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, une page consacrée à l'examen d'ensemble du cadre mondial d'indicateurs qui sera mené en 2025 (voir <https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/2025-comprehensive-review>). On y trouve des informations sur l'examen d'ensemble, son calendrier et les critères servant à déterminer les éléments qui feront l'objet de l'examen, ainsi que des informations sur la procédure de consultation ouverte. Les conclusions de l'examen seront présentées en mars 2025 lors de la cinquante-sixième session de la Commission de statistique, laquelle les examinera.

306. Au paragraphe 502 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que des ressources suffisantes soient allouées pour que les programmes soient évalués en temps voulu.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires économiques et sociales
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

307. Dans le projet de budget-programme du Département des affaires économiques et sociales pour 2024 (A/78/6 (Sect.9), par. 9.144 d) et annexe III), un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste de l'évaluation (P-4) a été transformé en poste permanent.

308. Au paragraphe 509 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration intensifie ses efforts de mobilisation des ressources afin d'assurer un financement suffisant, prévisible et durable permettant de soutenir le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne

Délai initial : Quatrième trimestre de 2021
Délai révisé : Sans objet

309. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 262 ci-dessus, qui porte sur la recommandation figurant au paragraphe 433 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2019 (A/75/5 (Vol. I), chap. II). La recommandation visée au paragraphe 308 étant semblable à cette dernière recommandation, l'Administration considère qu'elle est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer.

310. Au paragraphe 516 de son rapport, le Comité a recommandé une fois encore que l'Administration élargisse la base de donateurs afin d'encourager le versement, à titre volontaire, de contributions qui permettront au Fonds commun pour les objectifs de développement durable d'être doté des ressources nécessaires.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai initial : Quatrième trimestre de 2022
Délai révisé : Quatrième trimestre de 2023

311. La gouvernance du Fonds commun pour les objectifs de développement durable a été réformée en profondeur à l'issue de l'évaluation menée à l'échelle du système, le Bureau de la coordination des activités de développement ayant pris notamment la présidence officielle du comité de pilotage opérationnel. En outre, le groupe consultatif stratégique, présidé par la Vice-Secrétaire générale, a été réformé pour permettre une plus grande coopération avec les États Membres. Le Fonds a arrêté une nouvelle stratégie pluriannuelle, en phase avec les principales transitions recensées par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable, laquelle stratégie sera approuvée lors de la prochaine réunion du groupe consultatif stratégique.

312. Lors du débat consacré aux activités opérationnelles de développement tenu en mai 2023 au Comité économique et social, les États Membres ont constaté toute l'importance que revêtait le Fonds, qui est mentionné dans la résolution 2023/31 du Conseil, dans le rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable (A/78/80-E/2023/64) et dans le projet de déclaration politique établi par les États Membres à l'issue du Sommet sur les objectifs de développement durable. La Vice-Secrétaire générale a annoncé le lancement du guichet de financement du Fonds dédié aux systèmes alimentaires lors du Sommet sur les systèmes alimentaires tenu à Rome en juillet 2023 et le Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement a fait campagne pour le Fonds lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé en juillet 2023 sous les auspices du Conseil économique et social.

313. Sous l'égide du Bureau de la coordination des activités de développement et de son comité de pilotage opérationnel, le secrétariat du Fonds est toujours aussi déterminé à renforcer les activités de mobilisation des ressources, en collaboration avec les États Membres et d'autres partenaires, afin de combler le déficit et d'atteindre les objectifs de financement.

314. Au paragraphe 521 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration suive de près la procédure de recrutement en cours afin de

veiller à ce que les postes de coordonnateur(trice) résident(e) et les autres postes clés dans les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents soient pourvus dans les meilleurs délais.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

315. Le Bureau de la coordination des activités de développement continue de suivre de près les procédures de recrutement et de veiller à ce que les postes vacants soient pourvus rapidement, notamment en déployant des coordonnatrices et coordonnateurs résidents par intérim jusqu'à l'achèvement des démarches de recrutement. Au 1^{er} août 2023, 107 (82 %) des postes de coordonnateur(trice) résident(e) étaient occupés, 23 (18 %) étant vacants. Sur ces 23 postes vacants, 14 sont en voie d'être pourvus, le recrutement ayant été achevé ; pour 7 de ces postes, les nouveaux titulaires devraient rapidement entrer en fonctions ; pour les 7 autres postes, les procédures d'autorisation menées auprès des États sont toujours en cours. S'agissant des 9 autres postes vacants, la procédure de recrutement est en cours ou sera lancée sous peu. Toutefois, quand tous les postes vacants auront été pourvus, d'autres postes entretemps seront probablement devenus vacants. Il y a toujours des vacances de poste parmi les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, un phénomène récurrent mais transitoire. Bien qu'il soit impossible d'anticiper les départs prématurés, le Bureau de la coordination des activités de développement s'emploie à réduire autant que possible le nombre de postes vacants en nommant des coordonnatrices et coordonnateurs résidents par intérim et en mettant en place des procédures de recrutement accélérées permettant la sélection de candidats qualifiés. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

316. Au paragraphe 533 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration renforce encore le suivi du cycle du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et détermine les causes des retards pris dans les bureaux des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents des pays susmentionnés, en collaboration avec les parties concernées, afin de faciliter la mise en œuvre des principales étapes du plan-cadre de coopération.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

317. Le Bureau de la coordination des activités de développement continue de vérifier que les plans-cadres de coopération sont établis dans les délais convenus, collaborant normalement à cette fin avec les bureaux régionaux et les bureaux de pays. D'ici fin 2023, il mènera également un bref examen des directives établies par

le Groupe des Nations Unies pour le développement durable eu égard aux plans-cadres, à l'occasion duquel il entend préciser que les délais sont indicatifs et subordonnés à leur pleine appropriation par les pays, tout en s'employant à simplifier et à rationaliser les procédures, le but étant d'accélérer l'établissement desdits plans-cadres.

318. Au paragraphe 534 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration aide les pays qui ont signé des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable à mieux concevoir leurs plans de travail conjoints et à créer des comités directeurs conjoints qui deviennent opérationnels.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

319. Fin 2022, 94 % des pays dotés d'un plan-cadre de coopération avaient élaboré et publié sur la plateforme UN-Info un plan de travail conjoint, soit 7 % de plus qu'à la fin 2021, ce qui constitue un progrès notable. Quant aux huit pays restants (6 %), des raisons impérieuses justifiaient qu'ils n'aient pas établi de plan de travail conjoint, par exemple lorsque le plan-cadre était un plan multipays ou lorsque ces pays étaient dépourvus de plan-cadre actif.

320. En ce qui concerne les comités directeurs conjoints, 90 % des pays dotés d'un plan-cadre de coopération avaient mis en place un tel organe et 84 % des comités s'étaient réunis au moins une fois au cours des 12 derniers mois, soit une amélioration de 14 % par rapport à 2021. Les autres pays ont été confrontés à des difficultés politiques qui ont fait que les comités directeurs conjoints n'ont pas pu se réunir. L'Administration estime, compte tenu des résultats positifs susmentionnés, que la recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

321. Au paragraphe 549 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse appel au Groupe des innovations institutionnelles afin de mettre en place une procédure d'approbation simplifiée et un nouveau calendrier, de manière à garantir la mise en œuvre des services de soutien communs et l'obtention des avantages escomptés.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

322. La feuille de route du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, qui prévoit le partage de locaux et la mise en place de services administratifs communs, a été approuvée par les membres du Groupe en août 2022. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

323. Au paragraphe 558 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne toutes les mesures nécessaires pour accélérer l'élaboration des plans nationaux de partage des locaux au niveau des pays et veille à ce que le plan de mobilisation des ressources et l'étude d'impact et de hiérarchisation des priorités soient réalisés dans les délais prévus, conformément au programme de travail annuel du Groupe des innovations institutionnelles.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Élevée
Délai initial : Quatrième trimestre de 2021
Délai révisé : Sans objet

324. La feuille de route du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, qui prévoit le partage de locaux, a été approuvée par les membres du Groupe en août 2022. Dans cette feuille de route, il est prévu d'élaborer des plans nationaux de partage des locaux pour 66 lieux prioritaires et de les exécuter d'ici 2024. Étant donné qu'un plan détaillé a déjà été établi, l'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

325. Au paragraphe 563 de son rapport, le Comité a recommandé une fois encore que l'Administration accélère la mise en place d'un dispositif permanent de gestion de la performance des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, des équipes de pays des Nations Unies et des équipes au niveau régional, lequel devrait être adapté à leurs nouvelles fonctions.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai initial : Deuxième trimestre de 2022
Délai révisé : Premier trimestre de 2024

326. Le projet d'instruction administrative sur la gestion de la performance des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays est en cours d'examen et de validation.

327. Au paragraphe 564 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration veille à ce que l'évaluation de tous les membres du personnel soit achevée en temps voulu.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des activités de développement
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Moyenne
Délai initial : Quatrième trimestre de 2021
Délai révisé : Sans objet

328. L'Administration a demandé à tous les responsables hiérarchiques de veiller à ce que les évaluations du personnel soient achevées en temps voulu. Selon le tableau de bord de gestion, au 4 août 2023, 85 % des évaluations du cycle 2022-2023 avaient été achevées, ce chiffre tenant compte de 78 exceptions. L'Administration n'a pas atteint un taux de 100 % en raison des changements de personne intervenus aux postes de responsable hiérarchique et des retards survenus dans les pays en crise. Compte tenu des efforts qu'elle a faits et des progrès accomplis en dépit des difficultés susmentionnées, l'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

329. Au paragraphe 594 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration redouble d'efforts afin d'améliorer la représentation des genres et la représentation géographique dans les trois fichiers.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Sans limite de temps
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

330. On se reportera aux observations formulées par l'Administration aux paragraphes 159 à 161 ci-dessus, qui portent sur la recommandation figurant au paragraphe 539 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (A/78/5 (Vol. I), chap. II).

331. Au paragraphe 607 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un plan de financement plus ambitieux et accroisse le nombre de donateurs de façon à atteindre les objectifs de financement.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

332. Le Secrétaire général a présenté en 2022 une proposition visant à financer au moyen de contributions statutaires le Fonds pour la consolidation de la paix. Après examen par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, la Cinquième Commission a engagé un débat sur la proposition, qui n'a pas encore abouti.

333. Au paragraphe 627 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse en sorte que des mesures correctrices soient prises en temps voulu afin que les projets dont l'exécution s'écarte des objectifs puissent être réalisés comme prévu.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

334. L'Administration reste d'avis qu'elle peut, en l'espace d'un an, remettre sur la bonne voie les projets dont l'exécution s'écarte des objectifs. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a déjà évalué le nombre de projets en bonne ou mauvaise voie de réalisation et s'emploie désormais à revoir la méthode lui permettant de déterminer si un projet est en bonne voie ou non de réalisation.

335. Au paragraphe 684 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration poursuive ses efforts pour retrouver la trace des remboursements relatifs à des projets financés par des fonds de financement commun qui avaient été effectués par des partenaires de réalisation, mais qui étaient encore en souffrance, et se coordonne avec la Division des finances pour les enregistrer dans Umoja en temps voulu.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

336. En coopération avec ses partenaires, l'Administration continue de retrouver la trace des remboursements. Le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget communique chaque semaine au Bureau de la coordination des affaires humanitaires un rapport de situation et organise régulièrement des réunions avec les fonds de financement commun pour effectuer un suivi étroit des remboursements encore en souffrance.

337. Au paragraphe 721 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration définisse clairement les fonctions et les responsabilités de chaque division et service du Bureau de l'informatique et des communications afin d'éviter les chevauchements et la fragmentation au sein du Bureau.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2024

338. L'Administration a achevé la première phase de ses travaux, à savoir définir les fonctions et responsabilités de chaque division et service du Bureau de l'informatique et des communications. Elle se consacre désormais à la deuxième phase, qui consiste à définir les fonctions et responsabilités du Bureau en vue de mettre à jour les circulaires du Secrétaire général portant sur les fonctions du Bureau. Enfin, elle mène en parallèle la troisième phase, à savoir examiner et analyser dans leur intégralité les

fonctions et responsabilités du Bureau à la lumière des travaux entrepris pour réorganiser, optimiser et intégrer lesdites fonctions et responsabilités.

339. Au paragraphe 731 de son rapport, le Comité a recommandé également que l'Administration élabore une politique sur le modèle d'assistance informatique afin d'aider l'Organisation à continuer de permettre à son personnel de travailler à distance et en toute sécurité pendant et après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2024

340. À l'issue de consultations entre le Bureau de l'informatique et des communications et plusieurs entités du Secrétariat de l'ONU, un groupe de travail a élaboré une politique destinée à régir l'utilisation des appareils personnels dans le cadre professionnel, laquelle politique est actuellement en cours d'examen et d'approbation.

341. Au paragraphe 737 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration renforce la coordination interservices afin d'assurer le strict respect des dispositions de la résolution 69/262 de l'Assemblée générale et de la circulaire ST/SGB/2016/11 du Secrétaire général relatives à l'élaboration du budget consacré à l'informatique et aux communications, et que les entités soient tenues responsables de la présentation au Bureau de l'informatique et des communications des budgets et des projets, toutes sources de financement confondues, concernant toutes les initiatives et activités dans les domaines de l'informatique et des communications.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

342. En janvier 2023, le Directeur général de l'informatique a publié une note dans laquelle il a demandé aux entités de soumettre leurs budgets informatiques au Bureau de l'informatique et des communications pour qu'il les examine et les valide. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

343. Au paragraphe 745 de son rapport, le Comité a recommandé à nouveau que l'Administration accorde une priorité plus élevée à la compartimentation des réseaux, définisse un calendrier précis pour l'achèvement des travaux en cours et mette en œuvre les activités prévues en temps voulu.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

344. Le projet de compartimentation des réseaux se poursuit après la conclusion de la phase pilote, durant laquelle les procédures et directives ont été appliquées à titre expérimental et arrêtées définitivement. La mise en service mondiale du projet a commencé en novembre 2022 et continue dans les autres lieux.

345. Au paragraphe 750 de son rapport, le Comité a recommandé une fois encore que l'Administration revoie le plan d'équipement pour la période restante, redéfinisse les priorités et recense et modernise les systèmes obsolètes et établisse un calendrier à cet effet, compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

346. Le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale ses prévisions de dépenses au titre du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) du projet de budget-programme pour 2024. Un montant de 3,5 millions de dollars est prévu pour remplacer ou moderniser, à titre urgent et prioritaire et selon les besoins, le matériel de radiotélédiffusion et de conférence. Le plan de modernisation pour 2024 vise à remplacer les pièces de matériel cassées, obsolètes ou vieillissantes, qui en l'état risquent fort de mal fonctionner. Le Secrétaire général soumettra de nouvelles prévisions de dépenses à l'Assemblée après avoir examiné dans son ensemble le projet de budget-programme pour 2025.

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2021⁸

347. Au paragraphe 45 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère l'intégration du système de planification des réunions avec le système financier Umoja de façon qu'il soit tenu compte des réunions annulées ou reportées dans la procédure d'ajustement des produits, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et Division du progiciel de gestion intégré
-----------------------------------	--

⁸ A/77/5 (Vol. I), chap. II.

<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2024

348. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a continué à travailler avec la Division du progiciel de gestion intégré sur l'évaluation et la mise en œuvre de plusieurs demandes de transfert de données. Plusieurs modifications ont également été apportées au système de planification des réunions (gMeets) afin de préparer le système à l'intégration. L'intégration du module de gestion des réunions et d'Umoja aura lieu en 2024.

349. Au paragraphe 63 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration étudie la possibilité de mettre en place un système efficace et économique de suivi des coûts au niveau des services, de sorte que le coût total de chaque catégorie de services puisse être mesuré de manière réaliste et objective, le but étant d'éviter tout recouvrement des coûts excessif ou insuffisant.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

350. L'Administration travaille à l'élaboration d'un tableau de bord qui permettra une meilleure visibilité sur les activités de recouvrement des coûts, mais, comme cela a été mentionné précédemment, la mise en place d'un système de suivi des coûts se heurte à des obstacles pratiques.

351. Au paragraphe 93 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des critères supplémentaires pour les cas d'utilisation exceptionnelle de fonds spéciaux et continue de prendre les mesures voulues pour régler les reliquats conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

352. L'établissement des critères supplémentaires est en cours. Le délai révisé a été fixé à décembre 2023, car l'Administration reste aux prises avec la situation de trésorerie concernant le budget-programme.

353. Au paragraphe 97 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prie les prestataires de services de veiller à ce que l'excédent soit dûment utilisé aux fins d'une meilleure exécution du budget.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

354. Dans ses notes d'orientation annuelles, l'Administration a donné des instructions sur l'utilisation du solde des fonds et sur les excédents. Elle assure également un suivi auprès des différents prestataires de services pour veiller à ce que leurs soldes excédentaires soient utilisés conformément à ces notes d'orientation.

355. Au paragraphe 105 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse figurer dans les projets de budget-programme des informations complètes et des justifications sur tous les emplois de temporaire (autres que pour les réunions), en particulier ceux dont la durée dépasse un an, et renforce le suivi des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) de longue durée.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

356. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 2023 (A/77/7), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a noté que les emplois faisaient partie des effectifs de l'Organisation et, afin d'avoir une vue d'ensemble des besoins en personnel, il a recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général d'inclure à l'avenir tous les emplois de temporaire (autre que pour les réunions) comme sous-catégorie dans la rubrique des ressources en personnel, dans les chapitres pertinents des projets de budget, avec des informations détaillées par échelon, classe, fonction, date d'entrée en fonctions et durée, ainsi qu'une justification complète. Toutefois, au paragraphe 28 de sa résolution 77/262, l'Assemblée a pris note de la recommandation du Comité consultatif, et les informations sur le personnel temporaire (autre que pour les réunions) continueront donc d'être communiquées dans leur forme actuelle. L'Administration considère que cette recommandation est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer.

357. Au paragraphe 127 de son rapport, le Comité a réaffirmé que l'Administration devrait continuer d'examiner le nombre de postes financés par des fonds extrabudgétaires estimé nécessaire afin de veiller à ce que les prévisions relatives aux ressources extrabudgétaires présentées dans les fascicules du budget soient aussi complètes et précises que possible.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

358. Au paragraphe 29 de sa résolution [77/262](#), l'Assemblée générale a pris note de la recommandation figurant au paragraphe 75 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/77/7](#)), et n'a donc pas approuvé la recommandation du Comité consultatif invitant à faire figurer des informations plus détaillées sur les ressources extrabudgétaires dans le projet de budget-programme. Le format de présentation des projets de budget était présenté aux États Membres dans le cadre de consultations préliminaires afin d'obtenir des directives supplémentaires. Les États Membres n'ont pas demandé d'informations supplémentaires sur les ressources extrabudgétaires. Compte tenu de la décision de l'Assemblée et de l'issue des consultations préliminaires avec les États Membres concernant le projet de budget-programme pour 2024, l'Administration continuera de communiquer les informations existantes sur les ressources extrabudgétaires dans le fascicule budgétaire et les documents complémentaires. L'Administration considère que cette recommandation est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer.

359. Au paragraphe 138 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration donne des directives à jour aux départements et bureaux pour réduire au minimum les risques auxquels l'Organisation peut être exposée lorsqu'elle signe des accords avec des donateurs et les met en œuvre.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Sans objet
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

360. L'Administration travaille à l'élaboration d'un ensemble de directives actualisées en collaboration avec différentes parties prenantes.

361. Au paragraphe 148 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration règle comme il se devait les soldes détenus dans le fonds de gestion centralisée des liquidités des trois fonds de financement commun pour les pays ayant été clôturés, consolide dûment les comptes des anciens fonds de financement commun et affecte les remboursements en temps utile.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

362. Le compte du fonds de financement commun pour l'Indonésie a été clôturé en février 2022 et le compte du fonds de financement commun pour Haïti a été clôturé en janvier 2023. Des progrès remarquables ont été réalisés dans l'examen et le nettoyage du grand livre du compte du fonds de financement commun pour la Colombie. La clôture du compte pour la Colombie est prévue avant la fin de l'année 2023.

363. Au paragraphe 173 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration envisage de revoir les indices de référence actuellement utilisés pour les portefeuilles de placements et d'étudier d'autres indices possibles, étant entendu que les réserves de l'assurance maladie après la cessation de service feront l'objet d'une stratégie diversifiée assortie de directives et d'indices de référence distincts.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

364. La Trésorerie de l'ONU s'emploie à mettre en œuvre une stratégie diversifiée pour les placements afférents à l'assurance maladie après la cessation de service, assortie de directives et d'indices de référence distincts. Les indices de référence des portefeuilles en euros et en francs suisses ont été revus et actualisés en conséquence du remplacement du taux de rémunération des dépôts interbancaires du jour et du taux interbancaire offert à Londres. Cette tâche a été accomplie en août 2022. L'indice de référence retenu pour fonds principal de gestion centralisée des liquidités est le bon du Trésor américain à trois mois. D'autres indices de référence pour le fonds principal de gestion centralisée des liquidités seront évalués pour éventuellement remplacer celui qui a été retenu s'ils s'avèrent mieux adaptés au portefeuille.

365. Au paragraphe 178 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration poursuive son examen périodique des achats des devises pertinentes effectués au titre du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires et envisage de couvrir les devises associées à un risque de change élevé.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

366. L'examen des dépenses par devise et par source de financement est en cours, et l'analyse des possibilités offertes d'étendre le programme de couverture devrait être achevée en décembre 2023 au plus tard.

367. Au paragraphe 185 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se coordonne avec les départements et entités concernés en vue d'établir un fonds de gestion centralisée distinct pour les avantages à long terme

du personnel et d'améliorer la gestion actif-passif de sorte que les actifs correspondent aux engagements actuels et futurs.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

368. Le nécessaire a été fait pour remédier au problème, notamment : a) des mesures ont été prises pour établir un fonds de gestion centralisée distinct d'une durée plus longue et plus diversifié pour les réserves extrabudgétaires devant servir à financer les prestations d'assurance maladie après la cessation de service (dans lequel d'autres participants pourraient ensuite placer des ressources similaires) ; b) le consultant et les actuaire ont mené une étude de l'allocation des actifs ; c) sur la base des conclusions de l'étude, de nouvelles directives en matière de gestion des placements seront établies et figureront dans l'accord conclu avec le gérant externe pour certaines catégories d'actifs ; d) des travaux sont en cours en vue de la conclusion du contrat avec le gérant externe dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie diversifiée d'allocation des actifs.

369. Au paragraphe 191 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des procédures officielles prescrivant d'examiner les hausses des niveaux de concentration après la date de transaction, de prendre des décisions fondées sur la nature des portefeuilles de placements et sur les risques qui y sont associés, et de consigner comme il se doit la prise de décisions.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

370. L'Administration met actuellement au point une procédure officielle pour rendre compte des circonstances qui entraînent une hausse inhabituelle du niveau de concentration et des mesures à prendre dans une telle situation.

371. Au paragraphe 200 de son rapport, le Comité a recommandé une nouvelle fois que l'Administration enquête au cas par cas, en coordination avec les tiers administrateurs, sur les nouvelles incohérences constatées entre le sexe ou l'âge des patients et les diagnostics posés, en détermine les causes et prenne les mesures correctrices nécessaires, notamment en demandant aux tiers administrateurs de renforcer le suivi du respect de la procédure de remboursement au titre de l'assurance maladie.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

372. L'Administration attend des tiers administrateurs la confirmation que les mesures correctrices ont été prises.

373. Au paragraphe 212 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fasse aboutir les négociations collectives et conclue des accords types sans tarder.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

374. L'Administration assure un suivi actif auprès des tiers administrateurs afin d'obtenir leurs observations finales sur les projets de contrats types.

375. Au paragraphe 218 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette au point des normes spécifiques d'évaluation de la performance et établisse des rapports sur la performance des prestataires de services d'assurance maladie au regard des demandes et des besoins de l'Organisation afin de faciliter la prise de décisions à l'avenir.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

376. L'Administration s'emploie à mettre au point des normes d'évaluation de la performance et à établir des rapports sur la performance, qui seront intégrés dans les accords écrits conclus avec les tiers administrateurs.

377. Au paragraphe 226 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration étudie les causes de l'inutilisation des actifs en question, mette à jour les entrées inexactes concernant le matériel, fasse usage des actifs inutilisés et établisse des plans d'achat raisonnables aux fins d'une meilleure exploitation des ressources.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Sans objet
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

378. On se reportera aux observations formulées par l'Administration au paragraphe 287 ci-dessus, qui porte sur la recommandation figurant au paragraphe 158 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2020 ([A/76/5 \(Vol. I\)](#), chap. II). L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

379. Au paragraphe 231 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration détermine les causes des incohérences entre la liste des stocks et les documents comptables et mette à jour les données concernées dans Umoja de façon à assurer l'exactitude des documents comptables.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département de la sûreté et de la sécurité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

380. Les incohérences relevées par le Comité concernant l'inventaire des munitions avaient été corrigées au 30 juin 2023. Bien que l'Administration entend continuer à mettre à jour ses registres par tranches chaque trimestre, il convient de rappeler que, comme les munitions sont reçues à intervalles réguliers et utilisées chaque semaine aux fins de la formation et du renouvellement des certifications en matière d'armes à feu, il y aura toujours un décalage temporel négligeable entre l'utilisation réelle et les registres d'inventaire disponibles dans Umoja. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

381. Au paragraphe 236 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les cas recensés et donne plus de directives aux départements et bureaux concernés sur la comptabilisation à l'actif afin que les frais liés aux projets soient correctement comptabilisés et enregistrés dans Umoja à l'avenir.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

382. L'Administration a fourni au Comité des pièces justificatives aux fins de l'examen des dépenses et de la comptabilisation à l'actif du projet de gestion souple de l'espace de travail. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

383. Au paragraphe 243 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration réexamine ses politiques d'amortissement et revoie les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles afin que les actifs soient correctement évalués, dans le respect des normes IPSAS.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

384. Les données relatives aux durées d'utilité avaient été mises à jour dans Umoja au 1^{er} janvier 2023. Les orientations sur les durées d'utilité par catégorie d'actifs ont également été mises à jour sur le site SharePoint du portail Knowledge Gateway. En outre, la consigne générale pour la mise à jour des durées d'utilité a été publiée sur le portail Knowledge Gateway en juillet 2023. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

385. Au paragraphe 268 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore des directives globales sur le recours au personnel temporaire (autre que pour les réunions) dans lesquelles seraient clairement énoncées la définition, la durée et les modalités de création, de budgétisation, d'examen, de reclassement ou de déclassement et de transformation des emplois de temporaire (autres que pour les réunions), ainsi que les informations à communiquer à ce sujet.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

386. Le projet de budget-programme pour 2024 comprend des définitions par type d'emploi afin de pouvoir recourir de manière uniforme aux différents types d'emplois, y compris les emplois de temporaire (autre que pour les réunions). Par ailleurs, les chefs d'entités peuvent trouver facilement sur le site SharePoint du portail Knowledge Gateway des informations sur la délégation de pouvoirs concernant les modalités de création, de suppression et de reclassement ou déclassement des emplois de temporaire. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

387. Au paragraphe 272 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille plus strictement à ce que tous les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) soient utilisés dans le plein respect des directives et règles applicables.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

388. Des directives révisées ont été communiquées aux entités dans le cadre du projet de budget-programme pour 2024. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

389. Au paragraphe 283 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que tous les emplois de temporaire de classe D-1 ou de rang supérieur qu'il est envisagé de créer pour une durée de plus d'un an soient soumis à l'examen attentif et à l'approbation des organes directeurs.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : Clôture demandée

Priorité : Élevée

Délai initial : Quatrième trimestre de 2023

Délai révisé : Sans objet

390. Cette recommandation est limitée aux emplois relevant du Secrétariat et ne s'applique pas aux emplois de coordonnateur(trice) adjoint(e) des opérations humanitaires et de coordonnateur(trice) régional(e) des secours humanitaires, qui ne relèvent pas du Secrétariat. Cette recommandation est donc considérée comme appliquée pour les emplois relevant du Secrétariat et comme obsolète en ce qui concerne les postes de coordonnateur(trice) adjoint(e) des opérations humanitaires et de coordonnateur(trice) régional(e) des secours humanitaires.

391. Au paragraphe 286 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce qu'un cadre juridique clair soit mis en place pour le personnel employé par des entités couvertes par le volume I et administré par le PNUD.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Bureau de la coordination des affaires humanitaires

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai initial : Quatrième trimestre de 2023

Délai révisé : Aucun changement

392. Comme suite aux consultations tenues entre le PNUD et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires concernant le personnel administré par le PNUD (administrateurs recrutés sur le plan national et agents des services généraux sur le terrain) pour le compte du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le PNUD a commencé à délivrer une nouvelle version de la lettre d'offre/de nomination à tous les nouveaux employés à compter du 15 mai 2023. En ce qui concerne la mise à jour des lettres de nomination du personnel actuel, le PNUD travaille à l'élaboration d'une proposition sur la manière d'engager ces changements, assortie d'un calendrier de mise en œuvre.

393. Au paragraphe 295 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que des tâches ne soient confiées à du personnel contractuel que lorsque le personnel de l'Organisation n'a pas les compétences voulues et à ce que les fonctions de base soient assumées par des fonctionnaires.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau de la coordination des activités de développement, Mission d'appui des Nations Unies en Libye et Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

394. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires continue de passer au crible les membres de son personnel qui sont sous contrat avec l'UNOPS et devrait avoir terminé le 31 décembre 2023 au plus tard.

395. L'Administration rappellera à toutes les autres entités concernées qu'elles doivent veiller à ce que le personnel contractuel n'exerce que les fonctions pour lesquelles il n'existe pas de compétences en interne et à ce que les fonctions de base soient assumées par des fonctionnaires.

396. Au paragraphe 299 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie les accords financiers qui avaient été conclus entre le Secrétariat et l'UNOPS afin d'éviter tout risque juridique, toute ambiguïté et tout autre problème et de s'assurer que les attributions des parties étaient clairement énoncées.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Bureau des affaires juridiques
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

397. Les négociations relatives au nouveau mémorandum d'accord entre l'ONU et l'UNOPS ont considérablement progressé. Le dernier cycle d'examen juridique est en cours et un nouveau mémorandum d'accord devrait être mis en place avant la fin de l'année 2023.

398. En prévision de la promulgation du nouveau mémorandum d'accord général, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires négocie un nouvel accord financier avec l'UNOPS pour remplacer les deux accords financiers actuellement en vigueur pour les services informatiques et les services d'exploitation des données, qui doivent expirer le 31 décembre 2023.

399. Au paragraphe 304 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les procédures de sélection du personnel établies

soient bien suivies et dûment consignées afin d'assurer la transparence, l'équité et le caractère concurrentiel de la sélection.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

400. Les procédures de sélection applicables varient en fonction de la catégorie de personnel concernée. L'Administration suivra de près et consignera comme il se doit les sélections de personnel conformément aux procédures établies pour chaque catégorie de personnel. Elle fera par ailleurs savoir aux entités, le cas échéant, si des dérogations ont été repérées afin de veiller à ce que des mesures correctrices soient prises.

401. Au paragraphe 309 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à une analyse coûts-avantages avant d'engager du personnel par l'intermédiaire de l'UNOPS, du PNUD ou de prestataires de services tiers et définisse clairement la manière dont doivent être désignés ces membres du personnel afin de garantir le respect du cadre juridique et des responsabilités contractuelles.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau de la coordination des activités de développement, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

402. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires continue de passer au crible les membres de son personnel qui sont sous contrat avec l'UNOPS et devrait avoir terminé le 31 décembre 2023 au plus tard. À partir du 1^{er} janvier 2024, un nouvel accord négocié s'appliquera à cette catégorie de personnel afin de garantir le respect du cadre juridique.

403. Le Bureau de la coordination des activités de développement procédera au niveau de l'entité à une analyse coûts-avantages et à un examen du personnel requis devant être engagé par l'intermédiaire de l'UNOPS afin de garantir le respect du cadre juridique et des responsabilités contractuelles.

404. Le Bureau de l'informatique et des communications procédera à une évaluation du modèle actuel de prestation des services contractuels afin d'optimiser le recours aux services informatiques compte tenu du cadre régissant les contrats avec les prestataires de service.

405. Au paragraphe 317 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine la pratique actuelle consistant à réembaucher des consultants dans le cadre de contrats de fournisseur pour qu'elle détermine si cette pratique est conforme aux directives existantes, si elle présente un bon rapport coût-efficacité et si elle est appropriée.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de l'informatique et des communications et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai initial : Deuxième trimestre de 2023

Délai révisé : Premier trimestre de 2024

406. L'Administration évaluera le respect des directives existantes en matière de réembauche de consultants dans le cadre de contrats de fournisseur, ainsi que le rapport coût-efficacité et le caractère approprié de cette pratique.

407. Au paragraphe 329 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie le cadre régissant la gestion des listes d'aptitude afin de régler les problèmes liés au recrutement sur liste et de nettoyer les données figurant sur ces listes.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

Priorité : Moyenne

Délai initial : Quatrième trimestre de 2023

Délai révisé : Deuxième trimestre de 2024

408. Cette question a été examinée lors de la récente réunion du Comité Administration-personnel et le rapport issu de cette réunion a été approuvé, y compris les conclusions relatives aux listes d'aptitude. La politique sera mise à jour de sorte qu'il y soit tenu compte de la décision du Comité Administration-personnel.

409. Au paragraphe 333 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place, sous la direction du Comité de haut niveau sur la gestion, un système de vérification des antécédents à l'échelle du système des Nations Unies qui couvrirait tous les types de fautes professionnelles, et qu'elle accélère l'exécution du projet d'automatisation du processus de vérification afin qu'une passerelle puisse être établie entre le Système de suivi de la gestion des dossiers et Inspira par l'intermédiaire de la base de données Clear Check.

Entité(s) responsable(s) : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

État d'application : En cours d'application

<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2025

410. Les travaux visant à mettre en place le projet d'automatisation du processus de vérification des antécédents se sont achevés en mai 2023 et ont été mis en œuvre dans la foulée. Il convient de noter que ce projet est limité aux emplois relevant du Secrétariat et ne s'applique pas à l'ensemble du système. La discussion sur l'automatisation du processus de vérification des antécédents pour les non-fonctionnaires (consultants et vacataires, entre autres) a commencé. Bien qu'il n'existe pas de processus de vérification des antécédents à l'échelle du système pour d'autres catégories de fautes, l'élargissement du système Clear Check au-delà des cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles et de harcèlement sexuel aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies est en cours d'examen. Dans sa résolution [77/278](#) sur la gestion des ressources humaines, l'Assemblée générale s'est félicitée de l'utilisation de ClearCheck, a prié le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, d'encourager les chefs des entités participantes à saisir dans les plus brefs délais les données voulues dans ClearCheck afin d'en accroître l'utilité, et l'a prié également de prévoir une évaluation pour déterminer si les entrées de ClearCheck pourraient être étendues à d'autres catégories de fautes et de sanctions disciplinaires, d'examiner si la base de données ClearCheck et le système de divulgation des fautes professionnelles pouvaient être complémentaires, et de lui en rendre compte à sa soixante-dix-huitième session. Compte tenu de sa portée, cette question devra faire l'objet de discussions approfondies au sein du Conseil des chefs de secrétariat ; dans ce cadre, il faudra trouver une solution technique appropriée permettant d'automatiser l'ajout des données dans la base de données ; il sera également nécessaire de prendre en compte toutes les considérations juridiques. Il est donc à prévoir que cette partie de la recommandation nécessite un report, son application devant durer initialement jusqu'au premier trimestre de 2025.

411. Au paragraphe 338 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue de suivre les résultats obtenus par les chefs d'entités pour ce qui est de la réalisation des objectifs fixés pour les indicateurs clés de performance relatifs à la représentation géographique, donne des orientations aux entités et prenne des mesures plus énergiques pour améliorer la représentation géographique.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Sans objet
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

412. L'Administration suit de près les résultats obtenus par les chefs d'entité à l'aune des objectifs de répartition géographique équitable qui figurent dans leur contrat de mission. En outre, en juillet 2023, le Bureau des ressources humaines a créé, dans le cadre du Comité des clients des services de gestion, un groupe de travail composé de représentants des entités et chargé de poursuivre la révision de la stratégie en faveur de la diversité géographique, de suivre l'indicateur clé de performance relatif à la représentation géographique pour chaque entité, de fournir des orientations aux

entités en matière de recherche ciblée de talents et de prévoir en amont des mesures visant à améliorer la représentation géographique. De surcroît, en août 2023, il a lancé un ensemble de ressources multiples d'aide à la promotion des carrières, comprenant des informations sur les meilleures pratiques et des lignes directrices, des modèles uniformisés, des outils promotionnels pour les salons de l'emploi, une bibliothèque d'images, une foire aux questions et des filières de recherche de talents. Ces ressources ont été transmises à toutes les entités. Le Bureau continue également d'améliorer son vivier mondial de talents pour aider les entités à combler leurs besoins en talents non représentés ou sous-représentés. Le réseau d'accompagnement et d'étoffement des activités de recherche de talents, facilité par l'Office des ressources humaines, se réunit régulièrement et demeure un espace important d'échange entre entités des meilleures pratiques en matière de recherche de talents. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

413. Au paragraphe 358 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration rende l'inscription dans Everbridge ainsi que l'enregistrement des informations concernant les vaccins plus simple pour aider les équipes de pays à rendre compte de tous les vaccins qui leur sont alloués, à suivre l'utilisation des doses déployées de façon aussi fiable que possible et à établir un rapport exhaustif une fois achevé le programme de vaccination mis en œuvre à l'échelle du système des Nations Unies.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

414. Comme l'a demandé le Comité, l'Administration est en train d'établir le texte final du rapport exhaustif, qui devrait être achevé avant la fin de l'année 2023.

415. Au paragraphe 365 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration vérifie, documents à l'appui, que chaque demandeur a bien suivi tous les cours de formation obligatoires dans Umoja, conformément au Manuel des achats, avant que les droits correspondants lui soient accordés dans Umoja.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré, Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et Département de l'appui opérationnel
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Troisième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

416. Le sous-groupe fonctionnel chargé de la chaîne d'approvisionnement travaille avec le Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle à la mise au point d'une formation en ligne à la demande destinée aux services demandeurs. Il s'agit de réorganiser le contenu de formation, de faciliter l'accès en

ligne à la formation (en la rendant disponible sur demande) et de faciliter la vérification de la certification que les cours ont bien été suivis lors de l'attribution des droits d'accès à Umoja. Il est prévu que la formation soit prête avant la fin du premier trimestre de 2024. À l'avenir, la simplification du processus de certification requis pour les services demandeurs permettra aux responsables de liaison pour les questions de sécurité d'Umoja et aux approbateurs fonctionnels des différentes entités de s'acquitter de leurs tâches plus facilement, en conformité avec le processus d'attribution des droits d'accès à Umoja.

417. En outre, un ensemble de tâches a été défini dans le plan de travail du sous-groupe fonctionnel chargé de la question de l'octroi des droits d'accès. Cet ensemble exhaustif portera sur le cadre des besoins de formation aux droits d'accès, tels que définis par les référents droits d'accès.

418. Au paragraphe 379 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité envisage d'inclure, dans la série enrichie d'indicateurs clés de performance, des indicateurs portant sur les lacunes régulièrement pointées du doigt par les organes de contrôle, comme les actifs inutilisés depuis longtemps, les engagements non valides ou encore le recours excessif aux achats de faible valeur ainsi qu'aux consultants et au personnel temporaire, le cas échéant.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

419. L'Administration a dûment pris en considération les points signalés par les organes de contrôle lorsqu'elle a apporté des modifications au mécanisme de suivi de la délégation de pouvoirs. Par exemple, lors des travaux menés récemment pour ajouter des indicateurs clés de performance, deux nouveaux indicateurs clés de performance relatifs aux achats ont été introduits. Le premier vise à contrôler l'utilisation d'achats de faible valeur et le second à vérifier si des achats individuels sont effectués régulièrement auprès du même fournisseur afin d'éviter de dépasser certains seuils, tels que le seuil d'achat de faible valeur. En outre, un indicateur clé de performance sur le recours aux contrats à long terme a été amélioré de sorte qu'il tienne compte des achats individuels, ventilés par commandes individuelles et achats individuels de faible valeur. L'Administration considère que cette recommandation est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer, étant donné que le repositionnement du suivi de la délégation de pouvoir a été convenu avec le Comité, comme il ressort de la nouvelle recommandation formulée au paragraphe 458 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (A/78/5 (Vol. I), chap. II).

420. Au paragraphe 384 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration redouble d'efforts pour renforcer le cadre d'application du principe de responsabilité relatif aux délégations de pouvoirs en adoptant une démarche fondée sur l'analyse afin de recenser les problèmes systémiques qui limitent la capacité des entités à améliorer leurs résultats au regard des objectifs et en formulant des recommandations concrètes aux entités concernées sur les

moyens d'améliorer les résultats du Secrétariat à l'aune des indicateurs clés de performance.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

421. La recommandation ayant été remplacée par une nouvelle recommandation, au paragraphe 463 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (A/78/5 (Vol. I), chap. II), l'Administration considère qu'elle est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer.

422. Au paragraphe 392 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne les mesures qui s'imposent, de sorte que les entités soient tenues responsables de l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués s'agissant d'approuver des dérogations aux instructions administratives relatives aux ressources humaines et afin d'éviter qu'à l'avenir, des entités n'accordent des dérogations en dehors des pouvoirs qui leur sont délégués.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

423. La recommandation ayant été réitérée au paragraphe 401 du rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (A/78/5 (Vol. I), chap. II), l'Administration considère qu'elle est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer.

424. Au paragraphe 404 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les entités mettent à jour en temps voulu les informations relatives aux résultats dans l'outil de planification stratégique, de budgétisation et de gestion de la performance, de sorte que les directeur(trice)s de programme puissent suivre l'exécution des programmes et afin d'appuyer la prise de décisions.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

425. L'Administration a mis en place un ensemble de mesures visant à garantir que les entités mettent à jour les informations relatives aux résultats dans l'outil de planification stratégique et de gestion de la performance. L'utilisation de l'outil par les entités dont les responsables ont signé un contrat de mission est désormais suivie dans le cadre de la gestion de la performance des personnes relevant d'un contrat de mission. Les activités de communication et de renforcement des capacités menées par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ont permis une amélioration notable au cours de l'exercice, passant de 83 % à mi-parcours à 97 % à la fin de l'année 2022.

426. Au paragraphe 426 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse un manuel à l'intention des coordonnatrices et coordonnateurs résidents afin que les personnes qui exercent ces fonctions par intérim disposent de plus d'indications pour parvenir aux résultats escomptés.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

427. Un manuel à l'intention des coordonnatrices et coordonnateurs résidents est en cours d'élaboration.

428. Au paragraphe 427 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration redouble d'efforts pour accroître le nombre de personnes qualifiées inscrites sur la liste de réserve des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et s'assure, en effectuant des mises à jour régulières, que tous les candidats inscrits sur cette liste sont toujours actifs, l'objectif étant de pourvoir les postes vacants rapidement.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

429. Afin d'accroître le nombre de personnes qualifiées inscrites sur la liste de réserve des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, le Bureau de la coordination des activités de développement a organisé trois sessions du Centre d'évaluation des coordonnatrices et coordonnateurs résidents en 2022 (en janvier, en octobre et en novembre/décembre). À l'issue de ces trois sessions, 64 membres ont été ajoutés à la liste de réserve de coordonnatrices et coordonnateurs résidents.

430. Pour s'assurer que tous les candidats inscrits sur la liste de réserve sont toujours actifs, le Bureau de la coordination des activités de développement s'est employé à nettoyer les données la liste de réserve en octobre 2022, en demandant aux membres de la liste de confirmer leur volonté de continuer à y figurer et leur disponibilité, conformément aux dispositions de la section 3.10 de l'instruction administrative [ST/AI/2022/1](#) sur le système de sélection des coordonnatrices et des coordonnateurs

résidents. Au 31 décembre 2022, l'opération de nettoyage a permis de confirmer comme membres actifs de la liste, 189 des 208 membres qui figuraient sur la liste de réserve des coordonnatrices et des coordonnateurs résidents avant l'opération. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

431. Au paragraphe 433 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère la mise en place du système permanent d'évaluation et de notation des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et veille à ce qu'un nouveau dispositif soit établi pour mesurer comme il se doit la performance des équipes de pays des Nations Unies s'agissant de parvenir aux résultats escomptés, tels qu'énoncés dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

432. Le projet d'instruction administrative sur la gestion de la performance des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays est en cours d'examen et de validation.

433. Au paragraphe 439 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue de renforcer le suivi de la mise en œuvre des principales étapes des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable afin de rattraper au plus vite les retards, collabore avec les pays concernés en vue de la mise en service de la plateforme UN-Info et facilite la transition et la communication des informations sur cette plateforme.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

434. Les mesures prises comprennent, tout d'abord, la création d'un petit groupe directeur composé de coordonnatrices et de coordonnateurs résidents et d'un(e) directeur(trice) régional(e) du Bureau de la coordination des activités de développement, qui est maintenant chargé d'orienter les priorités et le développement d'UN-Info, notamment en ce qui concerne la qualité des données. Ce groupe directeur conseille le Bureau afin de veiller à ce que les décisions relatives à la vision stratégique, à l'établissement des priorités et aux investissements ayant trait à UN-Info cadrent avec les besoins du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies ; examine des questions stratégiques de haut niveau et des problèmes techniques touchant les utilisateurs d'UN-Info ; recommande des solutions possibles. Deuxièmement, le Bureau a élaboré un plan d'action pragmatique prenant en considération le respect des politiques, les

changements à apporter au système et la formation et le développement des capacités, l'objectif étant d'apporter des améliorations notables à la plateforme UN-Info afin de promouvoir une culture de la responsabilité, de la fiabilité et de l'amélioration continue. Troisièmement, en ce qui concerne l'analyse et le suivi de la qualité des données de la plateforme UN-Info, le Bureau a analysé le processus par lequel les informations étaient actuellement communiquées dans UN-Info au niveau des produits secondaires et constaté que le maintien de la qualité des données était un processus continu. Il mettra donc en place des mécanismes de suivi réguliers et des indicateurs de résultats pour mesurer et suivre la qualité des données au fil du temps. Cela lui permettra de repérer en amont les problèmes naissants et de prendre rapidement des mesures correctrices. Le Bureau communiquera aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents le résumé des problèmes cernés dans chacun de leurs plans de travail conjoints. Quatrièmement, les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs régionaux, les équipes de pays des Nations Unies et les entités des Nations Unies ont mis en évidence les problèmes posés par la double communication des données dans UN-Info. Le Bureau de la coordination des activités de développement s'emploie activement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial et certains bureaux nationaux à mettre au point un test de validation de l'interopérabilité. Enfin, le système de gestion de l'information a été revu en profondeur afin d'améliorer la qualité des données collectées, et le nombre total de questions a été réduit. Toutes ces étapes constituent des investissements destinés à l'amélioration continue de la qualité et de la fiabilité des données. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

435. Au paragraphe 448 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prie les organes directeurs compétents de veiller à ce que le dispositif d'application du principe de responsabilité et un mécanisme de suivi soient bien en place de sorte que le programme d'efficience prévu soit mené à bien en temps voulu et qu'il puisse en être rendu compte.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

436. Le tableau de bord dédié aux gains d'efficacité a été mis en place et est disponible sur UN-Info à l'adresse suivante : https://data.uninfo.org/home/_Effstatus. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

437. Au paragraphe 449 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prie les organes directeurs compétents de veiller à ce que tous les gains d'efficience obtenus grâce aux initiatives bilatérales et interentités, notamment pour ce qui est des services administratifs communs et du partage des locaux, soient dûment consignés et communiqués.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de la coordination des activités de développement
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée

<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

438. Comme indiqué ci-dessus, le tableau de bord dédié aux gains d'efficacité a été mis en place et fournit les informations utiles. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

439. Au paragraphe 463 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore un plan d'action afin de continuer à promouvoir l'adaptation et l'intégration et de faciliter ainsi une mise en œuvre efficace de l'approche holistique.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département des opérations de paix
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Sans objet
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

440. L'Administration a établi le plan d'application de la réforme, qui est régulièrement mis à jour. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

441. Au paragraphe 480 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à une analyse pour mieux comprendre comment calculer les effets de catalyseur et prévoir à quel stade de la mise en œuvre des projets ceux-ci devraient se produire, et qu'elle prenne des mesures pour accroître les fonds directement attribués à des organisations locales issues de la société civile ou de la communauté en vue de renforcer les capacités nationales.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

442. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix entreprendra une évaluation devant lui permettre de définir clairement les effets de catalyseur des projets qui relèvent du Fonds pour la consolidation de la paix.

443. Au paragraphe 486 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les cadres de résultats stratégiques soient dûment et rapidement établis, le cas échéant, dans les pays bénéficiaires du mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix, et redouble d'efforts pour améliorer la conception des projets dans les pays qui ne sont pas dotés d'un tel cadre.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

444. L'Administration reste déterminée à établir des cadres de résultats stratégiques solides dans les pays prioritaires. Il ressort de l'examen à mi-parcours que l'examen des lignes directrices du Fonds pour la consolidation de la paix évaluera la nécessité de mettre en place des cadres de résultats stratégiques obligatoires dans tous les pays et non simplement en fonction des besoins.

445. Au paragraphe 491 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration procède à une évaluation pour déterminer quel serait un niveau raisonnable de projets considérés comme n'étant pas sur la bonne voie, en vue de renforcer la gestion des projets.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

446. L'Administration est en train de repenser sa conception des projets considérés comme n'étant pas sur la bonne voie afin de renforcer la gestion et élaborera une note visant à assurer un suivi étroit et une gestion rigoureuse.

447. Au paragraphe 492 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration redouble d'efforts pour garantir que les projets soient attribués et approuvés en fonction des domaines d'action prioritaires, en particulier du caractère transfrontière.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

448. L'Administration ajustera ses procédures et prendra des mesures pour augmenter les fonds qu'elle consacre aux domaines d'investissement prioritaires « soutien aux approches transfrontalières et régionales » et « facilitation des transitions ». En outre, elle révisera les objectifs de résultats en tenant compte de ce qu'aura appris le Fonds pour la consolidation de la paix au cours des trois premières années de la stratégie et des conclusions de l'examen à mi-parcours.

449. **Au paragraphe 504 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration fixe des cibles plus raisonnables en ce qui concerne les indicateurs clés de performance, en tenant dûment compte des besoins humanitaires et du fait qu'elle est tenue d'assumer ses responsabilités, et prenne des mesures pour améliorer ses résultats en matière de financement humanitaire.**

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Moyenne
Délai initial : Quatrième trimestre de 2022
Délai révisé : Sans objet

450. La version finale des indicateurs clés de performance a été arrêtée en août 2023. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

451. **Au paragraphe 519 de son rapport, le Comité a recommandé que, pour atténuer les risques et améliorer la performance des fonds, l'Administration prenne systématiquement des mesures correctives, qui seront conformes au manuel opérationnel révisé, pour ne pas laisser sans réponse les constatations relatives aux risques critiques.**

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai initial : Quatrième trimestre de 2022
Délai révisé : Deuxième trimestre de 2024

452. Avec la publication en décembre 2022 des nouvelles Directives mondiales sur les fonds de financement commun, des calendriers actualisés pour la réalisation des audits de projets ainsi que des modèles améliorés et des conseils pour les vérifications financières ponctuelles sont désormais disponibles. Des mesures ont été prises et les résultats devraient être progressifs. Une mise en œuvre vérifiable est prévue pour la fin du deuxième trimestre de 2024.

453. **Au paragraphe 531 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration audite les projets dans les délais prévus dans le manuel opérationnel sur les fonds de financement commun pour les pays et procède à des vérifications financières ponctuelles véritablement efficaces en se référant aux constatations issues des vérifications financières ponctuelles et des audits externes précédents.**

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne

Délai initial : Quatrième trimestre de 2022
Délai révisé : Deuxième trimestre de 2024

454. On trouvera les observations de l'Administration au paragraphe 452 ci-dessus, relatif à la recommandation figurant au paragraphe 519 du rapport du Comité.

455. Au paragraphe 542 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration surveille attentivement le solde de trésorerie du Fonds central pour les interventions d'urgence et décide de l'affectation des ressources en tenant compte des besoins, des fonds en caisse et des projections concernant les rentrées d'argent.

Entité(s) responsable(s) : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
État d'application : Clôture demandée
Priorité : Moyenne
Délai initial : Quatrième trimestre de 2022
Délai révisé : Sans objet

456. L'Administration note que les disponibilités en banque fluctuent en fonction des rentrées et des sorties d'argent, et que l'examen du solde des liquidités à une date donnée ne donne pas nécessairement une indication précise de l'utilisation des liquidités.

457. Le niveau élevé du solde de trésorerie constaté par le Comité au 4 mars 2023 s'explique par le fait que les principaux donateurs ont versé leurs contributions pour 2023 au début de l'année. Il s'agit de contributions destinées à financer les opérations du Fonds tout au long de l'année ; ces contributions dépassaient donc largement le montant des décaissements effectués en réponse aux urgences du premier trimestre de 2023. En outre, à la fin du mois de mars 2023, d'importantes allocations avaient déjà été engagées sans avoir encore été décaissées, dont un montant combiné de 250 millions de dollars pour le premier cycle des interventions d'urgence sous-financées de l'année et une allocation multipays destinée à la prévention de la famine.

458. Le solde des liquidités à la fin du mois de juillet 2023 s'élevait à environ 300 millions de dollars, dont un montant important – environ 135 millions de dollars – avait déjà été engagé (dont un montant initial de 110 millions de dollars pour le deuxième cycle des interventions d'urgence sous-financées de l'année, ce qui portera le montant total des allocations pour les interventions d'urgences sous-financées pour 2023 à au moins 256 millions de dollars, soit le montant annuel le plus élevé de l'histoire du Fonds).

459. L'Administration continue de prendre constamment des décisions d'allocation en fonction des tendances et projections les plus récentes en matière de rentrées d'argent, afin d'utiliser au mieux les ressources du Fonds tout au long de l'année pour répondre aux besoins humanitaires sur le terrain. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

460. Au paragraphe 552 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration s'inspire des données d'expérience et des enseignements tirés de la collaboration avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Département de la sûreté et de la sécurité et élabore des directives sur la création d'un organe de gouvernance chargé de l'informatique et des communications dans chaque entité.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

461. Les modèles relatifs aux mécanismes locaux de gouvernance chargés de l'informatique et des communications sont en cours d'élaboration.

462. Au paragraphe 557 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration revoie et mette à jour les orientations normatives en temps utile et publie de nouvelles politiques et directives en fonction des besoins.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

463. Le Bureau de l'informatique et des communications examine régulièrement les politiques, les procédures et les directives par l'intermédiaire du Comité des politiques en matière d'informatique et de communications. Les rapports trimestriels de 2023 sont à la disposition du Comité pour examen. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

464. Au paragraphe 560 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce qu'un mécanisme indépendant de contrôle et de responsabilité soit mis en place pour faire respecter les règles, les politiques et les normes dans les domaines de l'informatique et des communications.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

465. Le Bureau de l'informatique et des communications a créé un groupe de travail sur le dispositif d'application du principe de responsabilité dans le domaine de l'informatique et des communications afin que ce dispositif soit le fruit d'un processus consultatif. L'un des résultats attendus est la mise en place d'une procédure devant permettre de faire respecter le dispositif, de le mettre à jour régulièrement et d'évaluer les ressources qui seront nécessaires pour en assurer un suivi et un respect accrus.

466. Au paragraphe 567 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration modifie la structure de gouvernance informatique de sorte que

la sécurité y soit prise en compte et indique clairement les responsables des processus, les fonctions et les responsabilités des entités compétentes et les chaînes hiérarchiques.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

467. La sécurité de l'information constitue une priorité du Secrétariat de l'Organisation et correspond à l'un des deux risques informatiques globaux critiques. Le Bureau de l'informatique et des communications fera coïncider les réunions du Comité pour la sécurité de l'information avec celles du Comité directeur pour l'informatique et les communications et organisera des exposés réguliers sur la sécurité de l'information au sein du Comité directeur.

468. Au paragraphe 568 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que toutes les parties prenantes du Secrétariat s'engagent à exécuter sans tarder le plan de sécurisation informatique en sept points.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

469. Le Comité directeur pour l'informatique et les communications s'est demandé quel serait le mécanisme le plus adapté pour appliquer cette recommandation au Secrétariat et a décidé de réexaminer la question lorsque le BSCI aurait publié un rapport sur son audit horizontal de la cybersécurité au Secrétariat.

470. Au paragraphe 569 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration perfectionne le suivi technique centralisé de la sécurité informatique au niveau des entités et mette en place des mécanismes de responsabilité afin d'assurer le plein respect des directives et normes de sécurité.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

471. Les ressources nécessaires pour maintenir les niveaux actuels de suivi technique ont été demandées dans le plan d'équipement, et le dispositif d'application du

principe de responsabilité fournit une structure qui permet d'assurer le respect des directives et normes de sécurité dans le domaine de l'informatique et des communications.

472. Au paragraphe 576 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des directives, procédures ou mécanismes qui clarifient les fonctions et responsabilités afférentes aux opérations du centre informatique, mette à jour sans tarder la procédure technique de reprise après sinistre et améliore son mécanisme de coordination des interventions d'urgence.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

473. Le plan de reprise après sinistre et les procédures techniques de reprise après sinistre sont en cours de mise à jour et devraient être achevés à la fin de 2023.

474. Au paragraphe 587 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration accélère l'établissement d'une politique globale de protection des données et des renseignements concernant la vie privée qui s'appliquerait au Secrétariat de l'ONU.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

475. La politique de protection des données et des renseignements concernant la vie privée en est au stade de l'examen final et de l'approbation et devrait être promulguée d'ici au premier trimestre de 2024.

476. Au paragraphe 588 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se dote de mécanismes de protection des renseignements concernant la vie privée, en coordination avec les gestionnaires de données, de sorte que seules les personnes désignées par les entités concernées soient autorisées à accéder aux données dont elles ont à s'occuper.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

477. Le Bureau de l'informatique et des communications améliore en permanence ses outils relatifs à la sécurité des données et au contrôle des accès de sorte que seules les personnes autorisées puissent accéder aux données dont elles ont à s'occuper. Lorsque ces données permettent d'identifier des personnes et font l'objet de restrictions, l'utilisation de mécanismes de protection des renseignements concernant la vie privée dépend de la mise en place d'un bureau de la protection des données et de la vie privée. Il est prévu que cette recommandation soit appliquée au début de 2024, lorsque la politique de protection des données et des renseignements concernant la vie privée aura été promulguée. Lorsque le bureau aura été créé, le Bureau de l'informatique et des communications examinera les mécanismes de protection des renseignements concernant la vie privée et fera en sorte qu'ils correspondent aux besoins et aux capacités existantes.

478. Au paragraphe 593 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse une note de cadrage pour la mise en œuvre de la gestion des moyens informatiques et des moyens de communication et de l'approvisionnement groupé au niveau mondial, ainsi qu'un plan de mise en œuvre de cette initiative, et définisse clairement les fonctions et les responsabilités des entités concernées.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

479. La note de cadrage décrivant le rôle du (de la) responsable de l'inventaire du matériel pour ce qui est de l'enregistrement et de la gestion des moyens informatiques et des moyens de communication sera établie en consultation avec les parties prenantes.

480. Au paragraphe 599 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les données relatives aux moyens informatiques soient correctement enregistrées dans Umoja de sorte que l'on puisse avoir une idée plus exacte de ces moyens et ainsi améliorer le suivi et les contrôles.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

481. La note de cadrage décrivant le rôle du (de la) responsable de l'inventaire du matériel pour ce qui est de l'enregistrement et de la gestion des moyens informatiques et des moyens de communication sera établie en consultation avec les parties prenantes.

482. Au paragraphe 600 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des directives détaillées sur la gestion des moyens et

des stocks informatiques à l'intention des entités du Secrétariat, pour les aider à gérer efficacement ces ressources et les achats.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

483. La note de cadrage décrivant le rôle du (de la) responsable de l'inventaire du matériel pour ce qui est de l'enregistrement et de la gestion des moyens informatiques et des moyens de communication sera établie en consultation avec les parties prenantes.

484. Au paragraphe 608 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que le Bureau de l'informatique et des communications procède à une analyse coûts-avantages en ce qui concerne le recours à du personnel fourni par l'UNOPS dans le cadre des accords financiers conclus avec lui et établisse un plan de gestion prévisionnelle de ses besoins en personnel pour déterminer les besoins, les ressources clés et les risques.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

485. Le Bureau des technologies de l'information et de la communication a passé en revue les effectifs fournis par l'UNOPS dans le cadre de l'accord financier conclu avec lui et a décidé, en janvier 2023, que les services et projets informatiques s'appuieraient désormais sur un modèle fondé sur les services, le paiement étant fonction de la prestation de services. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

486. Au paragraphe 609 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que le Bureau de l'informatique et des communications procède à une évaluation globale du modèle opérationnel actuel en ce qui concerne l'UNOPS et évalue l'efficacité du budget et des modalités de paiement actuelles, ainsi que celle du modèle opérationnel, de façon à trouver une solution cadrant au mieux avec ses intérêts et ses besoins et à améliorer la transparence des projets de budget pour ce qui est de ses besoins en services contractuels.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne

<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

487. Le Bureau de l'informatique et des communications a procédé à une évaluation du modèle actuel de prestation des services contractuels qu'il utilise avec l'UNOPS pour les activités afférentes aux projets informatiques et opté pour un modèle fondé sur les services en janvier 2023. La clarté du budget et le lien entre paiement et services rendus s'en trouvent renforcés, et le Comité a davantage d'éléments d'appréciation à sa disposition. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

III. État d'application des recommandations concernant Umoja jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2022

488. À l'annexe II de son rapport sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (A/78/5 (Vol. I), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application des 37 recommandations concernant Umoja qu'il avait formulées dans ses rapports antérieurs. Au total, 19 (51 %) de ces recommandations avaient été appliquées, 1 (3 %) était devenue caduque et les 17 autres (46 %) étaient en cours d'application.

489. On trouvera dans le tableau 5 l'état d'application, au mois d'août 2023, des 17 recommandations que le Comité avait considérées comme étant en cours d'application au mois de décembre 2022. La clôture de 7 de ces 17 recommandations a été demandée et il est prévu que 8 recommandations soient appliquées en 2023, 1 en 2024 et 1 en 2026.

Tableau 5

Umoja : état d'application des recommandations remontant à des exercices antérieurs considérées comme non entièrement appliquées dans l'annexe II du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(Nombre de recommandations)

<i>Entité(s) responsable(s)</i>	<i>Recommandations dont la clôture est demandée</i>		<i>Recommandations en cours d'application</i>		<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
	<i>Total</i>	<i>Recommandations non acceptées</i>				
Division du progiciel de gestion intégré	17	7	—	10	10	—
Total	17	7	—	10	10	—

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Septième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur la mise en service du progiciel de gestion intégré⁹

490. Au paragraphe 38 de son rapport, le Comité a recommandé a) que l'Administration élabore un plan de valorisation des avantages liés à la mise en service d'Umoja, en mettant l'accent sur les améliorations résultant des processus métier axés sur le progiciel et sur le suivi de ces processus afin

⁹ A/73/169.

d'accroître encore la valorisation ; b) que l'Administration conserve les documents nécessaires au calcul des résultats quantitatifs ; c) que l'Administration assigne le rôle de référent processus principal pour la valorisation des avantages à une division ou à une unité de coordination qui serait chargée : i) d'assurer le suivi du processus de valorisation ; ii) de mobiliser les parties prenantes des différentes unités et divisions ; iii) d'exercer un contrôle permanent.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

491. L'Administration a appliqué tous les volets de cette recommandation et note que, à la réunion qu'il a tenue en septembre 2022, le Groupe de travail sur les avantages a convenu de ne pas suivre les avantages découlant de la mise en service d'Umoja-Démarrage et d'Umoja-Extension 1. Cette décision a été prise pour les raisons suivantes : le Groupe manquait de données utiles et de référentiels de mesure ; la valeur ajoutée d'une telle opération était limitée ; cette opération supposerait le détournement des ressources actuellement utilisées pour le perfectionnement d'Umoja et les activités d'appui ; il faudrait peut-être des ressources supplémentaires pour suivre ces avantages. Par l'intermédiaire du Groupe de travail sur les avantages, l'Administration suit les avantages découlant de l'amélioration continue d'Umoja. L'Administration estime que cette recommandation est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer.

492. Au paragraphe 57 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration achève l'opération de nettoyage à temps pour la certification annuelle des états de présence.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

493. L'administration a achevé l'opération de nettoyage et a régularisé la situation de 58 fonctionnaires présentant des soldes négatifs de congés dans les foyers. De plus, depuis le 14 avril 2023, Umoja n'autorise plus les soldes négatifs de congés dans les foyers. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

Huitième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur la mise en service du progiciel de gestion intégré¹⁰

494. Au paragraphe 82 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration automatise l'exécution de la principale proposition de paiement

¹⁰ Voir [A/74/153](#).

dans Umoja et réduise au minimum les cas exceptionnels pouvant donner lieu à l'exécution d'une proposition de paiement ad hoc.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

495. L'Administration donnera au Comité un résumé des fichiers journaux d'ici à la fin de 2023 afin de démontrer l'efficacité de l'exécution automatisée de la principale proposition de paiement.

496. Au paragraphe 83 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration examine les données de base relatives aux informations bancaires afin de recenser les cas dans lesquels plusieurs fournisseurs sont associés au même compte bancaire, et prenne des mesures correctives, le cas échéant.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2026

497. L'Administration continue d'examiner les cas dans lesquels plusieurs fournisseurs sont associés aux mêmes informations bancaires. Chaque cas fait l'objet d'une enquête qui doit permettre de déterminer si la situation est légitime. Si elle ne l'est pas, le fournisseur est bloqué dans Umoja, ce qui empêche toute transaction ultérieure. Les résultats de l'analyse et les mesures prises sont consignés. Ce processus d'examen demande beaucoup de temps et de travail ; il progresse donc lentement en raison de priorités concurrentes et de ressources limitées.

Neuvième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur la mise en service du progiciel de gestion intégré des Nations Unies¹¹

498. Au paragraphe 120 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place un mécanisme de contrôle interne solide pour que les droits d'accès à Umoja soient révoqués au moment de la cessation de service et les comptes utilisateur mis à jour une fois que la personne concernée a quitté ses fonctions.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

¹¹ [A/75/159](#).

499. L'Administration met la dernière main à la procédure automatique de retrait des droits d'accès et aux communications y afférentes. Il est prévu que la procédure soit mise en place avant la fin de 2023.

500. Au paragraphe 144 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration prenne des mesures pour mettre au point et utiliser des outils permettant d'évaluer si l'apprenant peut utiliser efficacement les fonctionnalités d'Umoja après le programme de formation.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

501. L'Administration poursuit l'élaboration d'un cadre d'évaluation des résultats de l'apprentissage, assorti d'outils et d'orientations, qui sera utilisé plus largement dans toutes les grandes initiatives de formation et d'apprentissage du Secrétariat. Elle devrait avoir achevé cette tâche en décembre 2023.

Dixième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur la mise en service du progiciel de gestion intégré des Nations Unies¹²

502. Au paragraphe 145 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette sur pied un plan détaillé déterminant un taux de résolution au premier niveau sur la base des demandes de service (et pas seulement des incidents) ainsi qu'un taux de résolution global tenant compte de toutes les demandes de service reçues, en vue d'évaluer l'efficacité de l'appui à l'exploitation et d'allouer des ressources aux différents niveaux.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

503. L'Administration continue de suivre, d'examiner et d'affiner les objectifs fixés pour le taux de résolution au premier niveau et prévoit de les faire figurer dans une directive générale actualisée d'ici à la fin de 2023.

504. Au paragraphe 154 de son rapport, le Comité a recommandé de nouveau que l'Administration mette en place une structure de gouvernance claire au titre du programme de suivi des améliorations continues, en définissant clairement les responsabilités, et continue de définir les processus opérationnels critiques pour les inclure dans le programme.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée

¹² A/76/131.

<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

505. L'Administration a conclu avec succès le programme de suivi des améliorations continues en 2019. La plupart des flux de travail suivis avaient atteint leur efficacité maximale, comme indiqué aux paragraphes 91 et 92 du onzième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré (A/74/478). Depuis la conclusion du programme, les enseignements tirés ont été appliqués dans le cadre de la création du Groupe de travail sur les avantages. Un solide dispositif de gouvernance a été mis en place pour assurer le suivi des améliorations continues et des avantages obtenus, qui font l'objet de rapports du Groupe. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

506. Au paragraphe 162 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration conduise une enquête sur l'adoption du forum d'iLearn Umoja par les utilisateurs et en évalue l'utilisation.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

507. L'Administration a bientôt terminé d'analyser les résultats d'une enquête transversale d'évaluation des besoins d'apprentissage des utilisateurs d'Umoja, qui orienteront les priorités et stratégies en la matière. L'analyse porte notamment sur l'utilité du forum d'iLearn Umoja. Un projet de résumé du rapport est en cours d'examen et devrait être achevé d'ici à décembre 2023.

508. Au paragraphe 182 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration présente les avantages quantitatifs actualisés dans le prochain rapport d'étape.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

509. L'Administration note que, lors de la réunion qu'il a tenue en décembre 2020, le Comité de pilotage d'Umoja a approuvé un plan de concrétisation des avantages qui prévoyait notamment que la responsabilité du contrôle et du suivi des avantages d'Umoja soit transférée à la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité. Selon ce plan, les avantages découlant de la mise en service d'Umoja-Démarrage et d'Umoja-Extension 1 font maintenant partie intégrante d'Umoja, et tous les avantages futurs qui découleront de la mise en service des solutions Umoja-Extension 2 ainsi que des améliorations continues seront suivis par la Division, ainsi que par le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget, et figureront dans les projets de budget des référents processus

métier concernés et non dans le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis s'agissant du développement et du fonctionnement du système Umoja. L'Administration estime que cette recommandation est devenue caduque et demande au Comité de la clôturer.

Onzième et dernier rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur la mise en service du progiciel de gestion intégré¹³

510. Au paragraphe 43 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse une norme commune pour la planification et le suivi des projets, quel que soit l'outil utilisé, qui imposera de consigner les dates d'achèvement programmées et effectives et de définir des chemins critiques.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

511. L'Administration a mis en place un outil standard de gestion de projet qui est utilisé pour deux grands projets : la mise à niveau d'Umoja EhP8 et Umoja Analytics. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

512. Au paragraphe 109 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration continue de mener des enquêtes de satisfaction auprès des utilisateurs pour chacune des solutions regroupées dans Umoja-Extension 2 afin de recenser les éléments auxquels apporter des améliorations et ainsi inciter les utilisateurs à adopter ces solutions.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2024

513. L'Administration continue d'élaborer un plan pour mener des enquêtes de satisfaction auprès des utilisateurs d'Umoja Extension 2 et le communiquera aux sous-groupes fonctionnels.

514. Au paragraphe 132 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette en place, pour l'interface entre Umoja et Inspira, un mécanisme de vérification trimestrielle des données inscrites dans les champs recensés.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne

¹³ A/77/135.

Délai initial : Quatrième trimestre de 2023
Délai révisé : Sans objet

515. En mars 2023, l'Administration a mis en place une nouvelle interface entre Umoja et Inspira de manière à régler les problèmes de qualité des données recensés par le Comité lors de son précédent audit. Cette interface est basée sur un service Web qui utilise le protocole SOAP (Simple Object Access Protocol) pour assurer une meilleure interopérabilité entre les systèmes. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

516. Au paragraphe 138 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration passe en revue et rectifie si nécessaire les valeurs ou montants facturés totaux inexacts recensés dans les données de base afférentes aux subventions et mette à jour les guides pratiques en y ajoutant des orientations afin de renforcer la procédure s'il y a lieu.

Entité(s) responsable(s) : Division du progiciel de gestion intégré
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne
Délai initial : Quatrième trimestre de 2023
Délai révisé : Aucun changement

517. L'Administration continue de mettre à jour les subventions concernées. Elle devrait avoir terminé d'ici à décembre 2023.

518. Au paragraphe 147 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse en temps voulu la version définitive des directives relatives à l'informatique décisionnelle et certifie en priorité les modèles de données qui sont utilisés très fréquemment.

Entité(s) responsable(s) : Division du progiciel de gestion intégré
État d'application : En cours d'application
Priorité : Élevée
Délai initial : Quatrième trimestre de 2023
Délai révisé : Aucun changement

519. L'Administration continue de transférer des modèles de données certifiés dans Umoja Analytics et prévoit d'avoir environ 400 modèles certifiés, y compris tous les modèles utilisés très fréquemment, d'ici à la fin de 2023.

520. Au paragraphe 154 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration évalue le dispositif actuel d'appui à l'exploitation d'Umoja, mette en place un mécanisme de surveillance et d'application du principe de responsabilité pour que les demandes d'assistance soient traitées conformément à l'accord de niveaux de services et mette à jour les directives relatives à l'appui à l'exploitation.

Entité(s) responsable(s) : Division du progiciel de gestion intégré
État d'application : En cours d'application
Priorité : Moyenne

<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

521. L'Administration continue de se pencher sur les éléments évoqués dans la recommandation et compte les faire figurer dans une version actualisée des directives relatives à l'appui à l'exploitation qui sera publiée d'ici à la fin de 2023.

522. Au paragraphe 206 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration mette à jour le montant estimatif du coût complet d'Umoja en tenant compte de l'incidence financière des mises à niveau technologiques, une fois que le chemin technologique aura été approuvé.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Division du progiciel de gestion intégré
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

523. L'Administration continue d'estimer et de suivre le coût complet d'Umoja et d'en rendre compte jusqu'en 2030. Le montant estimatif actuel de ce coût correspond au coût total d'Umoja pendant son cycle de vie, compte tenu des mises à niveau technologiques prévues et anticipées. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

IV. État d'application des recommandations concernant le Plan stratégique patrimonial jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2021

524. À l'annexe III de son rapport sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022 ([A/78/5 \(Vol. I\)](#), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application des 29 recommandations concernant le Plan stratégique patrimonial qu'il avait formulées dans ses rapports antérieurs. Au total, 17 (59 %) de ces 29 recommandations avaient été appliquées, 2 (7 %) étaient devenues caduques, 9 (31 %) étaient en cours d'application et 1 (3 %) n'avait pas été appliquée.

525. On trouvera dans le tableau 6 l'état d'application, au mois d'août 2023, des 10 recommandations que le Comité avait considérées comme étant en cours d'application ou non appliquées au mois de décembre 2022. La clôture de 1 de ces 10 recommandations a été demandée, et il est prévu que 3 recommandations soient appliquées en 2023, 5 en 2024 et 1 en 2025.

Tableau 6

Plan stratégique patrimonial : état d'application des recommandations remontant à des exercices antérieurs considérées comme non entièrement appliquées dans l'annexe III du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(Nombre de recommandations)

<i>Entité(s) responsable(s)</i>	<i>Total</i>	<i>Recommandations dont la clôture est demandée</i>	<i>Recommandations non acceptées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Office des Nations Unies à Genève	10	1	–	9	9	–
Total	10	1	–	9	9	–

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Deuxième rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le Plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève¹⁴

526. Au paragraphe 316 de son rapport, le Comité a recommandé à la direction d'actualiser et de calculer le montant applicable et potentiel des recettes locatives, en se fondant sur les baux actuels, des données fiables et des hypothèses réalistes, compte tenu du nombre de fonctionnaires appelés à déménager, des frais locatifs appropriés (selon le principe de pleine concurrence) et de la répartition actualisée des sources de financement des postes du personnel du HCDH.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2020
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

527. Les prévisions relatives aux recettes locatives sont établies chaque année au moment où l'Office des Nations Unies à Genève soumet les informations nécessaires à l'élaboration du chapitre 2 des recettes du projet de budget-programme. Elles sont fondées sur les dernières informations et hypothèses disponibles. Les plus récentes ont été établies pour 2024. La répartition des sources de financement des postes du personnel du HCDH est actualisée tous les ans en début d'année. Elle a été actualisée pour la dernière fois en février 2023 et a été prise en compte au chapitre 2 des recettes du projet de budget-programme pour 2024 [A/78/6 (Income sect. 2)], publié en mai 2023. L'Office des Nations Unies à Genève estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

528. Au paragraphe 318 de son rapport, le Comité a recommandé que la direction facture à tous les utilisateurs potentiels du nouveau bâtiment les coûts d'entretien et les frais relatifs à la sécurité et la sûreté, en fonction des besoins propres à chacun.

¹⁴ A/73/157.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

529. Dans les cas où l'Office des Nations Unies à Genève n'est pas doté des ressources nécessaires pour fournir des services d'entretien à certaines entités ou à des activités financées au moyen de fonds extrabudgétaires, celles-ci sont déjà soumises au paiement de frais de location, où qu'elles se situent au Palais des Nations. Diverses entités se sont déjà installées de manière permanente dans le bâtiment H, et elles prennent en charge les coûts d'entretien. En ce qui concerne les charges liées à la sécurité, comme le nombre de personnes travaillant dans le périmètre de sécurité du Palais des Nations n'a pas encore augmenté (puisque d'autres bâtiments sont encore fermés pour rénovation), aucune dépense supplémentaire n'a été engagée. Toutefois, lorsque le bâtiment H ne servira plus de locaux transitoires et que les besoins supplémentaires en matière de sécurité liés à la rénovation des locaux et à l'augmentation des effectifs seront connus, des charges supplémentaires seront introduites, le cas échéant.

Troisième rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève¹⁵

530. Au paragraphe 114 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève définisse une stratégie transversale étayée et orientée vers l'avenir sur ce qu'apporterait la méthode de modélisation des informations de la construction à l'Office pendant toute la durée de vie des bâtiments du Palais des Nations.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2024

531. L'Office des Nations Unies à Genève n'a pas encore reçu, de la part du prestataire chargé de la construction du bâtiment H, toutes les informations nécessaires, notamment la maquette numérique du bâtiment. Tant qu'il n'aura pas ces documents, notamment une maquette conforme au bâtiment tel qu'il a été construit, il ne pourra pas s'en servir dans le flux de travail afférent à l'exploitation et à l'entretien du bâtiment. En supposant qu'elle soit disponible à la mi-2024, la maquette devrait être intégrée dans le flux de travail d'ici à décembre 2024 pour le bâtiment H. Le contrat de construction relatif aux travaux de rénovation des bâtiments historiques du Palais des Nations prévoit la livraison d'une maquette conforme à l'ouvrage tel qu'il aura été construit pour chacune des zones en cours de rénovation. Pour disposer d'une maquette complète pour l'ensemble du Palais des Nations, l'Office devra faire appel à un nouveau prestataire, sous réserve que les fonds nécessaires soient disponibles, pour mettre à jour la maquette conforme à l'ouvrage tel que construit et

¹⁵ A/75/135.

faire en sorte qu'elle englobe les bâtiments et les systèmes qui ne sont pas rénovés dans le cadre du Plan stratégique patrimonial.

Quatrième rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le Plan stratégique patrimonial pour le Palais des Nations¹⁶

532. Au paragraphe 123 de son rapport, le Comité a recommandé que l'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial veille à ce que les travaux, les tests et les défauts consignés dans la liste des réserves soient traités aussi rapidement que possible.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

533. L'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial confirme que des travaux sont en cours pour traiter les éléments consignés dans la liste des réserves aussi rapidement que possible. À la fin du mois de juillet 2023, 90 % des éléments de la liste avaient été traités. Le transfert de responsabilités concernant certains systèmes, par exemple les systèmes électriques du bâtiment, reste difficile, et l'équipe a créé un groupe de travail chargé de régler ces questions.

534. L'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial participe pleinement à la supervision des travaux et de leur achèvement, aux côtés des collègues de la Section de la gestion des installations de l'Office des Nations Unies à Genève, l'objectif étant de régler les questions en suspens. À cette fin, elle organise des réunions de suivi hebdomadaires pour valider les éléments traités et se réunit chaque semaine avec l'entrepreneur pour repérer les points de blocage sur la liste des réserves. L'Administration rappelle que des garanties contractuelles ont été mises en place pour atténuer le risque connu et qu'une partie du paiement a été mise en attente. Les montants correspondants seront versés une fois que l'entrepreneur aura traité les éléments de la liste des réserves.

535. Au paragraphe 125 de son rapport, le Comité a recommandé que l'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial supervise étroitement les activités d'exploitation et d'entretien menées par l'entrepreneur des systèmes qui n'ont pas encore été définitivement acceptés, comme indiqué sur la liste des réserves, jusqu'à ce que ces systèmes soient pleinement approuvés par l'équipe et puissent alors être exploités et entretenus par l'Office des Nations Unies à Genève.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

536. L'Office des Nations Unies à Genève supervise les travaux et leur achèvement. L'entrepreneur est chargé de l'exploitation et de l'entretien des systèmes dont la

¹⁶ [A/77/94](#).

responsabilité n'a pas encore été transférée. Lorsqu'elle l'aura été, le fonctionnement et l'entretien de ces systèmes seront confiés à la Section de la gestion des installations de l'Office, sauf dans certains cas, au nombre desquels l'entretien des arbres, buissons et plantes, que l'entrepreneur a l'obligation contractuelle d'assurer pendant un certain temps après le transfert de responsabilité. L'Office a créé un groupe de travail multidisciplinaire chargé de régler les questions en suspens concernant le bâtiment H.

537. Au paragraphe 134 de son rapport, le Comité a recommandé que l'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial prenne les mesures nécessaires pour parvenir à un accord avec l'entrepreneur du bâtiment H afin que les panneaux solaires puissent produire de l'électricité dans les meilleurs délais.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

538. Pour raccorder les panneaux solaires au réseau, il fallait installer un compteur spécifique qui n'avait pas été prévu dans l'étude technique. L'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial a prévu une variation avec l'entrepreneur, qui a achevé les travaux. Les panneaux solaires devraient être opérationnels au quatrième trimestre de 2023.

539. Au paragraphe 219 de son rapport, le Comité a recommandé que le service responsable à l'Office des Nations Unies à Genève travaille en étroite collaboration avec l'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial et continue de s'employer à déterminer si la mise en œuvre du Plan stratégique patrimonial permettrait de répondre efficacement aux attentes des États Membres en ce qui concernait la réduction des coûts de maintenance imputés sur le budget ordinaire pour les opérations du Secrétariat de l'ONU menées à Genève.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

540. Des discussions sont en cours au sujet du matériel installé par l'entrepreneur et des besoins en matière de maintenance. L'évaluation de ces besoins est toujours en cours et devrait être terminée au moment de l'achèvement des travaux du Plan stratégique patrimonial.

541. Au paragraphe 232 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève décide s'il convenait d'adopter une stratégie de maintenance réactive ou de maintenance préventive, voire une combinaison de ces deux options, pour le matériel et l'infrastructure technique, en se fondant sur une analyse de la criticité et des coûts et avantages.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application

<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2024
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

542. L'Office des Nations Unies à Genève continue d'assurer la maintenance réactive et préventive des installations du Palais des Nations afin de garantir la continuité des opérations et le respect des obligations réglementaires en matière de sûreté et de sécurité, dans les limites du budget disponible. Une analyse de la criticité et des coûts et avantages est effectuée uniquement en cas de défaillance du matériel. L'Office recommandera qu'il soit fait état, dans le prochain rapport à l'Assemblée générale, de la nécessité de trouver un mécanisme de financement aux fins de la préservation à long terme des projets d'équipement.

543. Au paragraphe 259 de son rapport, le Comité a recommandé que l'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial évalue la possibilité de recouvrer les coûts supplémentaires qui avaient pu être engendrés par des inexactitudes ou des lacunes dans l'étude technique.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2025
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

544. L'Office des Nations Unies à Genève a pris note de cette recommandation du Comité, et l'équipe chargée du Plan stratégique patrimonial travaille actuellement à son application ainsi qu'à celle de la recommandation portant sur un sujet similaire et figurant au paragraphe 305 du rapport du Comité sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022 ([A/78/5 \(Vol. I\)](#), chap. II).

545. Au paragraphe 296 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Office des Nations Unies à Genève s'emploie, dans la mesure du possible, à poursuivre l'examen de toutes les informations pertinentes et à les enregistrer dans la base de données sur les œuvres d'art.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Office des Nations Unies à Genève
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Aucun changement

546. L'Office des Nations Unies à Genève prévoit d'examiner plus avant cette recommandation avec le Comité lors de l'audit intermédiaire du Plan stratégique patrimonial, prévu pour décembre 2023, afin de comprendre quelles mesures doivent être prises, au-delà de la mise à jour de la base de données, qui a été menée à bien, pour que la recommandation soit clôturée.

V. État d'application des recommandations concernant les questions relatives à l'informatique et aux communications jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2020

547. À l'annexe IV de son rapport sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (A/78/5 (Vol. I), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application des 16 recommandations concernant les questions relatives à l'informatique et aux communications qu'il avait formulées dans ses rapports antérieurs. Au total, 2 (13 %) de ces 16 recommandations avaient été appliquées, 1 (6 %) était devenue caduque et 13 (81 %) étaient en cours d'application.

548. On trouvera dans le tableau 7 l'état d'application, au mois d'août 2023, des 13 recommandations que le Comité avait considérées comme étant en cours d'application au mois de décembre 2022. La clôture de 5 de ces 13 recommandations a été demandée, et il est prévu que 5 recommandations soient appliquées en 2023 et 3 en 2024.

Tableau 7

Questions relatives à l'informatique et aux communications : état d'application des recommandations remontant à des exercices antérieurs considérées comme non entièrement appliquées dans l'annexe IV du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(Nombre de recommandations)

Entité(s) responsable(s)	Total	Recommandations dont la clôture est demandée	Recommandations non acceptées	Recommandations en cours d'application	Délai fixé	Délai non fixé
Bureau de l'informatique et des communications	11	4	–	7	7	–
Plusieurs entités	2	1	–	1	1	–
Total	13	5	–	8	8	–

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la manière dont les questions relatives à l'informatique et aux communications sont traitées au Secrétariat¹⁷

549. Au paragraphe 31 de son rapport, le Comité a recommandé que, pour améliorer la cohérence et la transparence du financement et des budgets des services informatiques et permettre une meilleure gestion et hiérarchisation des dépenses, le Contrôleur exige que les projets de budget des services informatiques précisent : a) les frais de fonctionnement des services ; b) le coût des redevances et frais de maintenance associés aux logiciels utilisés ; c) les frais de mise à niveau des services fournis (par exemple, pour améliorer la sécurité) ; d) les nouvelles dépenses, y compris celles liées aux besoins stratégiques.

¹⁷ A/67/651.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

550. Le Bureau de l'informatique et des communications collabore avec le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget pour produire les rapports nécessaires sur les budgets des services informatiques des entités.

551. Au paragraphe 68 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration se dote d'un cadre de gouvernance adapté aux besoins qui permette de superviser l'évolution stratégique des moyens informatiques et de communications dans l'ensemble de l'Organisation. Le cadre devrait définir clairement les fonctions, les attributions et les responsabilités et faire une distinction entre les organes de décision et les organes consultatifs.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Deuxième trimestre de 2024

552. Le projet de circulaire du Secrétaire général sur la gouvernance informatique est en cours d'examen et d'approbation.

Premier rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'état d'avancement de l'application de la stratégie Informatique et communications¹⁸

553. Au paragraphe 40 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications achève, dans les délais fixés, la formulation et la publication des politiques relatives à l'informatique et aux communications et qu'il mette en place le mécanisme d'autorégulation et de suivi de l'application dont la création a été proposée.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

¹⁸ A/72/151.

554. Les directives ont été revues, la procédure technique a été révisée et les rapports trimestriels correspondants ont été soumis au Comité. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

555. Au paragraphe 106 de son rapport, le Comité a recommandé qu'une feuille de route claire soit établie pour tirer le meilleur parti des économies permises par l'approvisionnement groupé.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

556. L'approvisionnement groupé au niveau mondial ouvre l'Organisation au commerce international et à tous les États Membres, permet l'accès à de nouveaux fournisseurs et à un marché plus large et offre la possibilité de réduire les coûts et de diversifier les offres sur le marché mondial. Pour les besoins à grande échelle du Secrétariat, l'appel à la concurrence est le moyen le plus efficace d'optimiser les coûts. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

Deuxième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'état d'avancement de l'application de la stratégie Informatique et communications¹⁹

557. Au paragraphe 126 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration détermine et établisse, documents à l'appui, les possibilités d'approvisionnement groupé au niveau mondial et estime les économies qu'elles permettraient de réaliser.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

558. La septième et dernière stratégie de gestion par catégorie, qui couvre les infrastructures de communication et les systèmes radio, a été approuvée le 20 décembre 2022. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

Troisième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'application de la stratégie Informatique et communications²⁰

559. Au paragraphe 20 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications se dote, pour contrôler le respect des politiques, d'un modèle à suivre qui comporte un mécanisme d'auto-évaluation

¹⁹ [A/73/160](#).

²⁰ [A/74/177](#).

applicable à l'ensemble des politiques, si possible, et qu'il se coordonne avec les parties prenantes pour faire en sorte que les politiques soient mieux appliquées.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

560. Un modèle à suivre pour contrôler le respect des politiques a été élaboré et permettra d'assurer le suivi et la conformité de manière cohérente, indépendante et unifiée. Il est mis à la disposition du Comité pour examen. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

Quatrième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur l'application de la stratégie Informatique et communications²¹

561. Au paragraphe 34 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau établisse une cartographie des fonctions, des rôles et des responsabilités des divisions, sections et services du Bureau, à la lumière du rapport du Secrétaire général (A/72/492/Add.2), afin d'éviter les chevauchements et les doubles emplois.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Premier trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2024

562. L'administration poursuit son travail de cartographie des fonctions, des rôles et des responsabilités des divisions, sections et services du Bureau de l'informatique et des communications dans le cadre de l'exercice de réalignement, d'optimisation et d'intégration.

563. Au paragraphe 50 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau élabore un dispositif d'application du principe de responsabilité pour l'informatique et les communications et en contrôle la mise en œuvre conformément à son rôle de deuxième ligne de maîtrise des risques pour les fonctions informatiques.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

²¹ A/75/156.

564. Le Bureau de l'informatique et des communications a créé un groupe de travail chargé d'élaborer le dispositif d'application du principe de responsabilité pour l'informatique et les communications du Secrétariat en novembre 2022. Depuis, ce groupe de travail a tenu de nombreuses réunions et consultations bilatérales dans le but de rédiger la version initiale du dispositif, qui doit être approuvée par le Comité directeur pour l'informatique et les communications. De plus, une instruction administrative, en cours d'élaboration, prévoit que le dispositif sera adopté en tant qu'outil de gouvernance dans l'ensemble du Secrétariat.

565. Au paragraphe 181 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau établisse une feuille de route pour l'achèvement de toutes les activités en suspens afin d'atteindre l'objectif d'un pôle d'assistance technique totalement centralisée.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

566. La feuille de route, en cours d'élaboration, prévoit un pôle d'assistance mondial géré dans le cadre d'un accord de niveaux de service conclu avec le Centre de services mondiaux des Nations unies, qui hébergera le pôle une fois unifié et optimisé ; le Siège de l'Organisation conservera un service d'assistance local. Elle prévoit également que le Centre d'appui Umoja sera regroupé avec d'autres composantes du pôle d'assistance mondial et du pôle Unite d'assistance et optimisé, ce qui a déjà commencé.

567. Au paragraphe 204 de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration élabore une politique sur la gestion de l'information et la confidentialité des données, conformément aux principes relatifs à la protection des données personnelles et à la vie privée publiés par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2022
<i>Délai révisé :</i>	Premier trimestre de 2024

568. Les politiques relatives à la gestion de l'information et à la confidentialité des données sont en phase finale d'examen et d'approbation.

569. Au paragraphe 210 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications achève la création d'un répertoire central des sources de données ou d'un catalogue de données à l'échelle de l'Organisation, en consultation avec le Cabinet du Secrétaire général.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications et Cabinet du Secrétaire général
<i>État d'application :</i>	Clôture demandée
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Sans objet

570. La version pilote du catalogue d'échange de données de l'Organisation a été élaborée et est disponible à l'adresse suivante : <https://dataexchange.un.org>. L'Administration estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la clôturer.

571. Au paragraphe 226 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications prenne les mesures qui s'imposent, en consultation avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, pour établir un calendrier et mener à terme la procédure d'appel d'offres révisée et la procédure d'attribution des contrats pour les services informatiques.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Élevée
<i>Délai initial :</i>	Deuxième trimestre de 2023
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

572. La procédure d'appel d'offres a été présentée au Comité des marchés du Siège par la Division des achats du Département de l'appui opérationnel. Le contrat devrait être attribué au quatrième trimestre de 2023.

573. Au paragraphe 227 de son rapport, le Comité a recommandé que le Bureau de l'informatique et des communications élabore des plans de transition détaillés pour chacun des projets d'approvisionnement groupé au niveau mondial afin de faciliter l'intégration des nouveaux fournisseurs de services.

<i>Entité(s) responsable(s) :</i>	Bureau de l'informatique et des communications
<i>État d'application :</i>	En cours d'application
<i>Priorité :</i>	Moyenne
<i>Délai initial :</i>	Quatrième trimestre de 2021
<i>Délai révisé :</i>	Quatrième trimestre de 2023

574. Compte tenu de l'état d'avancement de la procédure d'appel d'offres actuelle qui est décrit au paragraphe 572 ci-dessus, le Bureau de l'informatique et des communications travaille à l'élaboration d'un plan détaillé de mobilisation et de transition. Il a créé un groupe de travail sur les dispositions transitoires pour les services informatiques spécialisés. Ce groupe de travail achèvera le plan de transition détaillé d'ici au quatrième trimestre de 2023.

VI. État d'application des recommandations concernant le plan-cadre d'équipement jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2017

575. À l'annexe V de son rapport sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022 (A/78/5 (Vol. I), chap. II), le Comité a donné un récapitulatif de l'état d'application des 2 recommandations concernant le plan-cadre d'équipement qu'il avait formulées dans ses rapports antérieurs. Le Comité a estimé qu'une recommandation avait été appliquée et que l'autre était en cours d'application.

576. On trouvera dans le tableau 8 l'état d'application, au mois d'août 2023, de la recommandation que le Comité avait considérée comme étant en cours d'application au mois de décembre 2022 et qui devrait être appliquée d'ici à la fin de 2023.

Tableau 8

Plan-cadre d'équipement : état d'application des recommandations remontant à des exercices antérieurs considérées comme non entièrement appliquées dans l'annexe V du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'Organisation pour l'année terminée le 31 décembre 2022

(Nombre de recommandations)

Entité(s) responsable(s)	Total	Recommandations dont la clôture est demandée	Recommandations en cours d'application	Délai fixé	Délai non fixé
Département de l'appui opérationnel	1	–	1	1	–
Total	1	–	1	1	–

Informations détaillées sur l'état d'application des recommandations

Rapport du Comité pour l'année terminée le 31 décembre 2014²²

577. À l'alinéa d) du paragraphe 17 du résumé de son rapport, le Comité a recommandé que l'Administration établisse des rapports sur le montant total des économies éventuellement réalisées à la clôture des contrats et mette en place des dispositifs de gouvernance appropriés visant à déterminer l'utilisation de ces économies, y compris le fait de rendre l'argent inutilisé aux États Membres.

Entité(s) responsable(s) :	Département de l'appui opérationnel
État d'application :	En cours d'application
Priorité :	Élevée
Délai initial :	Quatrième trimestre de 2015
Délai révisé :	Quatrième trimestre de 2023

578. L'une des procédures d'arbitrage décrites dans le dix-huitième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement (A/75/302) est toujours en cours. L'Administration continuera de rendre compte au Comité chaque année de son état d'avancement jusqu'à ce qu'elle ait été menée à son terme.

²² A/70/5 (Vol. V).